

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
LOIR-LUCE-BERCE

Date d'arrêt

13 janvier 2020

Pièce du PLUi

1.2.2

**ÉVALUATION
ENVIRONNEMENTALE**

PARTIE A : Le contexte

1 Le cadre législatif et réglementaire.....6

1.1 Le code de l’urbanisme.....7

1.2 Le SCoT Pays Vallée du loir.....9

1.3 Les études en cours ou projetées.....10

2 Les enjeux environnementaux.....12

3 Les zones revêtant d’une importance particulière pour l’environnement.....21

3.1 Les espace inventoriés et classés.....22

3.2 La Trame Verte et Bleue (TVB).....28

4 La méthodologie.....30

4.1 L’EIE et l’évaluation environnementale.....34

4.2 Le PADD et l’évaluation environnementale.....40

4.3 Le règlement et l’évaluation environnementale.....47

PARTIE B : Les incidences de la mise en oeuvre du PLUi sur l’environnement et les mesures envisagées pour éviter, réduire, compenser

1 En matière de consommation d’espace.....53

2 En matière de biodiversité.....59

3 En matière de patrimoine et paysage.....69

4 En matière de gestion de l’eau.....77

5 En matière d’air, climat, d’énergie et climat.....85

6 En matière de santé humaine.....89

7 En matière de risques.....	95
8 Synthèse.....	104

PARTIE C : L'évaluation des incidences Natura 2000

1 Le Site Natura 2000 susceptible d'être touché.....	109
1.1 Localisation.....	110
1.2 Caractéristiques.....	111
2 L'analyse des incidences du PLUi.....	115

PARTIE D : Critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du PLUi et le suivi des effets sur l'environnement

PARTIE A

Le contexte

1

LE CADRE LÉGISLATIF
ET RÉGLEMENTAIRE

1.1 Le Code de l'Urbanisme

L'article L101-2 du Code de l'Urbanisme rappelle les objectifs en matière de développement durable :

« 1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales ».

La Communauté de communes Loir-Lucé-Bercé doit relayer ces objectifs dans son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Le rapport de présentation doit présenter les incidences du projet sur l'environnement de trois façons :

1 / La description et l'évaluation des incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement (L.104-4 du Code de l'Urbanisme) :

1° Décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement ;

2° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives ;

3° Expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu.

2 / Une analyse des incidences notables probables de la mise en oeuvre du document sur l'environnement (R.104- 18 3a du code de l'urbanisme)

3 / Une analyse des problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement (R104-18 3b du code de l'urbanisme)

1.2 Le SCoT du Pays de la Vallée du Loir

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de la Vallée du Loir a été approuvé le 9 mai 2019. Le PLUi doit être compatible avec ce document «intégrateur». En effet, le SCoT intègre l'ensemble des règles nationales, des documents supra-communaux qui s'imposent à lui en terme de conformité, compatibilité et prise en compte :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne,
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loir,
- le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Loire-Bretagne,
- le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) en cours d'élaboration,
- le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) des Pays de la Loire,
- le Schéma Régional des Carrières (SRC), le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de la Sarthe,
- et plusieurs autres documents de référence (Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), le Plan Régional d'élimination des déchets dangereux, le Schéma Départemental d'assainissement, etc.).

Les orientations du SCoT en matière d'environnement avec lesquelles le PLUi doit être compatible sont les suivantes :

- Concilier développement urbain et enjeux environnementaux (des critères de qualité seront à intégrer lors des réflexions et des productions d'opérations nouvelles de logements),
- Diversifier les modes de déplacements et réduire les émissions de gaz à effet de serre (coordonner développement urbain et mobilité, favoriser les usages collectifs et les modes actifs de déplacements),
- Préserver les activités agricoles et forestières (maîtriser les extensions urbaines, valoriser la production agricole et sylvicole),
- Protéger la biodiversité et la mosaïque des milieux (conserver et rétablir les continuités écologiques, favoriser la biodiversité en ville),
- Limiter la consommation d'espaces agricoles, sylvicoles et naturels,
- Minimiser l'exposition aux risques et nuisances (préserver la qualité de l'air, réduire la pollution sonore, prendre en compte la pollution des sols, diminuer la pollution lumineuse, minimiser la vulnérabilité aux risques naturels, minimiser la vulnérabilité aux risques technologiques),
- Ménager les ressources du territoire (restaurer et préserver la qualité et les cycles de l'eau, utiliser les ressources minérales de manière raisonnée, diminuer les déchets et promouvoir le recyclage),
- Développer les énergies renouvelables en utilisant les ressources locales,
- Maîtriser les énergies et les émissions de gaz à effet de serre (économiser et favoriser le développement des énergies renouvelables, favoriser le développement de la mobilité durable).

1.3 Les études en cours ou projetées

Les différentes démarches mises en places en termes de politique urbaine, sociale, environnementale, etc. qui sont parallèles au document de planification doivent être mises en perspectives lors de l'évaluation environnementale. En effet, l'élaboration du PLUi est considérée par l'intercommunalité comme le point d'appui pour la mise en place d'autres outils opérationnels et complémentaires.

Thématique « Air, Énergie, Climat »

➔ La compétence PCAET est déléguée au PETR Vallée du loir. Le projet en cours de finalisation sera adopté le 23 janvier 2020.

Le PCAET est conçu pour 6 ans (2020-2026) toutefois les objectifs qu'il doit poursuivre sont définis sur une trajectoire longue, à 2021 et 2026 (années médianes des budgets carbone de la SNBC) ainsi que 2030 et 2050 comme le prévoit la LTECV, et ceci pour :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre, des consommations énergétiques, des polluants atmosphériques de chaque secteur d'activités ;
- Le développement des énergies renouvelables en précisant la trajectoire de chaque type d'énergie.

Il comprend des objectifs globaux et sectoriels en matière : de maîtrise des consommations énergétiques, de développement des énergies renouvelables, de réduction des gaz à effet de serre.

Ces objectifs sont déclinés à travers 8 orientations et 26 fiches actions :

Orientation 1. Faire vivre le Plan Climat-Air-Énergie Territorial.

Orientation 2. Mobiliser les citoyens autour des enjeux énergétiques et climatiques.

Orientation 3. Permettre l'efficacité énergétique du parc résidentiel et tertiaire.

Orientation 4. Développer les possibilités d'autonomie énergétique du territoire.

Orientation 5. Mobiliser les écosystèmes dans leurs capacités de stockage carbone et/ou de protection face aux impacts du changement climatique.

Orientation 6. « Réinventer » et « ré-enchanter » l'agriculture et la sylviculture locales.

Orientation 7. Privilégier une économie d'implication locale.

Orientation 8. Diversifier les modes de déplacements sur le territoire.

➔ Une étude sur le potentiel de développement des ENR à l'échelle du territoire a également été engagée par le PETR en 2019.

Cette étude vise à identifier les leviers mobilisables par les collectivités territoriales et leurs partenaires afin de faire émerger des projets et en assurer leur acceptation et leur appropriation.

Cela concerne : le solaire thermique, la géothermie, le bois énergie, la méthanisation, l'hydroélectricité et le photovoltaïque.

Un forum sur les ENR en vallée du Loir sera organisé en février 2020 pour retranscrire les potentialités du territoire, les enjeux et identifier les leviers au développement des projets.

Thématique « Eau, Environnement, Risques »

➔ GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), compétence intercommunale depuis 2018.

La mise en place de « l'étude préalable – diagnostic des milieux aquatiques » est un impératif, elle permettra d'avoir une vision globale du territoire sur les volets Milieux aquatiques et Inondation avec la définition des ouvrages luttant contre les inondations ainsi qu'un rapport détaillé fournira une image synthétique de l'état des milieux et des enjeux du territoire. Cette étude permettra à l'intercommunalité et aux élus de s'approprier la compétence GEMAPI, ainsi que de percevoir les différents problèmes qui peuvent subsister sur les milieux aquatiques (érosion des berges, mauvaise qualité chimique, arrêt de la continuité écologique, inondations).

La finalité de cette étude est de fournir à la structure en charge de la compétence GEMAPI un panel d'actions applicable pour remédier aux problématiques propres à chaque cours d'eau.

Thématique «Habitat »

➔ Programme d'intérêt général (PIG) Rénovation énergétique engagé par le PETR Vallée du Loir en septembre 2018. Ce dispositif d'aides aux travaux des logements des propriétaires occupants et propriétaires bailleurs propose un accompagnement gratuit et des subventions, le tout avec l'appui et le concours financier du Pays Vallée du Loir, de l'Agence Nationale de l'Habitat et du Département de la Sarthe.

➔ Le Département de la Sarthe est maître d'ouvrage d'un Programme d'intérêt général (PIG) de lutte contre l'habitat indigne et l'habitat très dégradé, depuis 2012, sur son territoire de délégation de compétence des aides à la pierre (hors Le Mans Métropole) au bénéfice des propriétaires occupants et bailleurs.

En 2018, le Département a reconduit son Programme d'intérêt général (PIG) de lutte contre l'habitat indigne et l'habitat très dégradé, en le complétant de deux nouveaux volets : lutte contre l'habitat non décent (en partenariat avec la CAF) et prévention des risques technologiques. Ce dispositif constitue un outil au service des objectifs de la convention de la délégation des aides à la Pierre pour le parc privé. Le dispositif permet de traiter les situations de logements indignes, très dégradés et non-décents, repérés en partenariat avec les membres du Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI). C'est un outil opérationnel qui permet la réalisation de travaux avec un accompagnement global de l'occupant (technique, financier, social, ...).

La mise en place d'une Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) et d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) est également en cours de réflexion.

Thématique «Mobilité »

➔ Le projet de mobilité de la communauté de communes de Loir Lucé Bercé a été retenu dans le cadre des actions 14 et 15 du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accès au Service Public (SDAASP), co-piloté par le CD72 et l'État.

La CCLLB bénéficie à ce titre de l'appui méthodologique et technique d'un bureau d'études pour affiner son projet et faciliter sa mise en œuvre.

➔ Le Département de la Sarthe est par ailleurs maître d'ouvrage du projet de voie verte reliant Bessé sur Braye à Château du Loir qui verra le jour d'ici quelques années.

Thématique «Patrimoine bâti »

➔ Un inventaire du patrimoine bâti est en cours de réalisation à l'échelle du Pays d'art et d'histoire de la Vallée du loir

Les objectifs de l'Inventaire du patrimoine (bâti voire mobilier) sont de recenser, étudier et faire connaître. Cette mission de recherche fondamentale a pour but de constituer une documentation homogène sur le patrimoine étudié selon une approche topographique (aire d'étude) ou thématique (étude transversale). L'ensemble du domaine patrimonial est concerné : le territoire rural et l'espace urbain, les édifices comme les objets mobiliers qu'ils conservent, le patrimoine religieux, industriel et technique, l'architecture du XXe siècle ou les aménagements du territoire.

La 4eme campagne de cet inventaire est conduite depuis 2013 autour de La Chartre-sur-le-Loir.

2

LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

La définition et la hiérarchisation des enjeux a été une étape importante, car elle a fondé et structuré le projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). En effet, c'est sur la base de ce travail qu'ont été déclinés les objectifs et les orientations d'aménagement inscrits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), pièce maîtresse du PLUi.

Cette étape est issue de la mise en exergue des constats liés à l'environnement dans l'État Initial de l'Environnement (EIE). Les atouts et faiblesses du territoire constituent un support pour évaluer les perspectives d'évolution du territoire en l'absence du PLUi (scénario au fil de l'eau). L'analyse ci-après expose l'ensemble des éléments conduisant aux enjeux et donne à voir, à travers des exemples, le lien avec les orientations du PADD.

ATOUS

- >> Une consommation d'espace annuelle plus faible que les territoires voisins
- >> Une agriculture participant à la gestion de l'espace rural
- >> Des labels valorisant les productions locales et représentant des atouts pour le territoire

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

>> La poursuite du développement du territoire sur le même modèle entraînera une consommation d'espace plus importante ; en effet, il reste 422 hectares de zones à urbaniser encore disponibles dans les documents d'urbanisme actuels. Cette consommation d'espaces se réalisera aussi bien autour des entités urbaines principales que secondaires (hameaux) en raison des plans de zonage existants. Par ailleurs, au travers de règles d'implantation strictes, ces documents n'encouragent et n'encadrent pas la densification des espaces urbanisés.

>> Le monde agricole va continuer de subir de profondes mutations dans les prochaines années et devra répondre à divers enjeux : vieillissement des exploitants agricoles, adaptation des modes de culture au réchauffement climatique, etc. Ces mutations pourront entraîner l'enfrichement de certains espaces naturels et la vacance de certains bâtiments. De plus, notamment de par les documents d'urbanisme actuels, l'activité agricole a été consommatrice d'espaces sur le territoire avec environ 23 ha sur les dix dernières années. Enfin, les documents d'urbanisme actuels n'intègrent pas les préconisations de la Charte Départementale Agriculture et urbanisme notamment en matière de protection des espaces à fort potentiel de production viticole.

Sur la thématique « Consommation d'espace »**FAIBLESSES**

- >> Un développement qui a engendré une consommation d'espace importante, réalisée majoritairement en dehors des enveloppes bâties existantes
- >> Un développement en extension qui s'est réalisé au détriment de la réappropriation du bâti existant avec l'augmentation de la vacance
- >> Une consommation d'espace sur l'ensemble du territoire (y compris dans les hameaux)
- >> La récente dispersion du bâti pouvant entraver le bon fonctionnement agricole

ENJEUX

- >> La limitation de la consommation d'espace
- >> L'attractivité des espaces déjà urbanisés
- >> L'optimisation du foncier par la mise en oeuvre d'opérations d'ensemble
- >> La reconquête des espaces d'aujourd'hui non utilisés (dent creuses, friches)
- >> La ré appropriation du bâti existant
- >> L'encadrement de la densification pour mettre en valeur les centres et préserver la patrimoine bâti ancien
- >> La conciliation entre la dispersion historique de l'habitat et le bon fonctionnement de l'activité agricole

ORIENTATIONS DU PADD

>> **Axe 1** « Renforcer le maillage du territoire et assurer une mobilité sereine pour tous ». Exemples :

- Limiter la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers en urbanisant au maximum 39 hectares pour l'habitat et les équipements entre 2020 et 2030 et en mettant en oeuvre dans les nouvelles opérations (en renouvellement et en extension) les densités moyennes brutes du SCoT
- Permettre l'accueil de nouvelles constructions dans certains hameaux si ces derniers répondent à un certain nombre de critères

Sur la thématique « Air, Energie, Climat »

ATOUTS

- >> L'existence d'un potentiel énergétique lié à l'agriculture (méthanisation)
- >> Des projets de développement des systèmes d'énergie renouvelable (parc photovoltaïque)
- >> Des espaces boisés et un réseau de haies pouvant contribuer à la filière bois-énergie

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

>> La dépendance à l'automobile sera de plus en plus importante sur le territoire. La délocalisation/ disparitions des commerces dans les centres-bourgs a des impacts sur les déplacements, en effet, les documents d'urbanisme actuels ne prévoient pas de limiter l'implantation de commerces de proximité dans les espaces périphériques (exemple PLU de Château-du-Loir). Ainsi, la nécessité de prendre la voiture de plus en plus fréquemment se développera dans les prochaines années ce qui continuera d'impacter la qualité de l'air.

>> Les impacts du changement climatique sont nombreux et difficilement mesurables et quantifiables à l'échelle du territoire intercommunal. Cependant, il apparaît que les épisodes de sécheresse pourront voir leur fréquence et leur intensité augmenter pouvant impacter les constructions (fissuration) et les espaces naturels (intensification des risques en matière de feux de forêt, nécessité d'introduction d'essences exogènes, etc.). La majorité des documents d'urbanisme actuels n'encouragent pas à l'amélioration des performances énergétiques des constructions et aucune densité de constructions n'est imposée ce qui n'encourage pas la création de formes urbaines performantes énergiquement (mitoyenneté par exemple). Par ailleurs, sur le territoire, peu de haies et d'arbres sont protégées au vu des documents actuels et du classement en RNU de 6 communes. Pourtant, ces motifs végétaux constituent un véritable poumon contre la pollution de l'air sur le territoire. De plus, le développement des énergies renouvelables est encore peu encouragé dans les documents d'urbanisme actuels.

FAIBLESSES

- >> Des déplacements quotidiens émetteurs de gaz à effet de serre
- >> Une forte utilisation des énergies fossiles
- >> Des déchets agricoles non valorisés pour la production d'énergie actuellement
- >> Une dispersion du bâti pouvant contraindre les projets éoliens

ENJEUX

- >> Le développement d'un urbanisme économe en énergie et en déplacements
- >> Le développement de l'utilisation des énergies renouvelables
- >> La conciliation entre le développement des énergies renouvelables et la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- >> L'intégration des énergies renouvelables (capteurs solaires, éoliennes, etc.) dans l'environnement bâti et naturel
- >> La valorisation des déchets agricoles par le biais de la méthanisation
- >> Le développement de la filière bois énergie

ORIENTATIONS DU PADD

>> **Axe 1 et 2.** Exemples :

- Renforcer la vocation résidentielle des centres en produisant au moins 40% des logements en densification (comblement des espaces non bâtis et remise sur le marché d'un certain nombre de logements vacants et autoriser les nouvelles implantations commerciales périphériques uniquement si leur surface de plancher est supérieure à 400 m²)
- Développer le réseau de liaisons douces à l'échelle de la communauté de communes et favoriser les économies d'énergie et l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments

ATOUTS

- >> L'existence de Plans de Prévention des Risques encadrant les aménagements
- >> Des risques connus et très localisés
- >> Un risque sismique limité

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

>> Le changement climatique peut engendrer des incidences sur les risques notamment liés au réseau hydrographique et à la nature des sols (inondations, mouvement de terrain) qui pourront voir leur fréquence et leur intensité augmenter. Ces dernières années, et encore récemment, l'intercommunalité a déploré la disparition de haies sur le territoire (exemple de La Chartre-sur-le-Loir). La dimension communale des documents d'urbanisme actuels ne permet pas une réelle cohérence de protection de ces motifs végétaux qui permettent de limiter les risques, notamment dans les vallées par exemple. Ces espaces sont parmi les plus concernés par le risque inondation et aux phénomènes de ruissellement. Il en est de même pour les risques mouvement de terrain.

Sur la thématique « Gestion des risques »**FAIBLESSES**

- >> L'existence de risques (inondation, mouvement de terrain, aléa retrait-gonflement des argiles, feux de forêt, aléas climatiques et transports de matières dangereuses)
- >> Un réseau viaire qui génère des risques et des nuisances sonores
- >> Un réseau viaire qui génère des risques et des nuisances sonores

ENJEUX

- >> La maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risques et nuisances dans le respect des PPR
- >> La prise en compte des risques et de la réduction de leurs impacts
- >> La prise en compte des sites et sols pollués
- >> L'anticipation des effets du changement climatique sur les risques
- >> La conciliation entre l'existence des nuisances et projets d'urbanisation (habitat, zones économiques...)

ORIENTATIONS DU PADD

>> **Axe 2.** Exemples :

- Prendre en compte le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) de la Vallée du Loir.
- Prendre en compte les risques liés au sol et au sous-sol dans les choix d'aménagement et dans la construction, respecter en ce sens les Plans de Prévention des Risques Mouvement de Terrain.
- Prendre en compte les périmètres de sécurité réglementaires autour des établissements et espaces à risques

Sur la thématique « Patrimoine et paysage »

ATOUTS

- >> Une diversité paysagère participant à l'identité territoriale
- >> Un paysage (Vallée du Loir, forêt de Bercé, etc.) et un patrimoine bâti constituant des atouts touristiques.
- >> Des implantations historiques s'appuyant sur le socle naturel générant un patrimoine riche et identitaire en partie protégé (Monuments Historiques)

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

- >> Le développement urbain de ces dernières années a eu un impact sur les silhouettes urbaines et sur les entrées de villes/bourgs. De larges secteurs à urbaniser (422 ha) sont inscrits dans les documents d'urbanisme actuels et concernent souvent des secteurs à enjeux paysagers importants. De plus, les anciens documents encadrent parfois peu les questions de hauteur, de densification, d'aspect extérieur des constructions, etc. (absence d'OAP par exemple).
- >> Plusieurs éléments patrimoniaux se sont détériorés et sont aujourd'hui vacants. Par exemple, de nombreuses granges d'intérêt patrimonial tombent en ruine si l'évolution de ces bâtis et le changement de destination facilitant la réhabilitation restent peu encouragés.,
- >> L'activité agricole est importante sur le territoire et elle est structurante pour le paysage. Néanmoins, certains bâtis, souvent de taille importante, marquent le paysage de manière négative dans des endroits à enjeux paysagers importants : vallées, entrées de bourgs, etc.
- >> Les documents d'urbanisme actuels n'intègrent pas les préconisations de la Charte Architecturale et Paysagère et intègrent que marginalement la notion d'espèces végétales préconisées, invasives, allergisantes, etc.

FAIBLESSES

- >> Des activités économiques impactant la qualité paysagère et architecturale de certaines entrées de bourgs
- >> L'existence d'un patrimoine non protégé pouvant être dégradé par des opérations sur l'existant (réhabilitation, intégration des nouvelles technologies...)

ENJEUX

- >> Le maintien de la qualité et de la diversité des paysages
- >> Le maintien et la préservation des boisements, haies et arbres isolés
- >> La maîtrise des extensions urbaines selon les rapports de covisibilité des bourgs dans les vallées
- >> Le traitement des zones de transition entre les espaces bâti et les espaces agricoles/ naturels
- >> La qualité paysagère, environnementale des entrées de ville
- >> Le développement touristique du territoire à travers la préservation de la qualité paysagère et architecturale notamment le long du Loir
- >> La préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti

ORIENTATIONS DU PADD

>> Axe 3. Exemples :

- Veiller à la bonne intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions et des extensions urbaines et favoriser et préserver le végétal aux entrées et à l'intérieur des communes.
- Permettre l'utilisation du bâti existant isolé (ex : changement de destination) et son confortement (extensions et annexes) de manière mesurée.
- Permettre la création de nouveaux bâtiments et de nouveaux sièges d'exploitation en recherchant une bonne intégration paysagère et architecturale.

ATOUTS

- >> Un réseau hydrographique dense pouvant concourir à la qualité du cadre de vie
- >> Des seuils qualitatifs concernant les taux de nitrates et de pesticides dans les eaux souterraines
- >> Une eau potable qualitative
- >> Une qualité relative des eaux en surface depuis les cours d'eau en amont
- >> Une consommation en eau potable en baisse
- >> Une capacité suffisante de l'assainissement collectif

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

>> Les stations d'épuration du territoire possèdent une capacité de 27 053 équivalents-habitants, pour une population en 2014 de 21 360 habitants : la capacité des stations d'épuration du territoire est suffisante car en cohérence avec le nombre d'habitants. Concernant l'assainissement collectif, le Schéma départemental d'assainissement (SDA) de la Sarthe fait état de plusieurs anomalies. Ainsi, plusieurs études sont et vont être lancées : schémas directeur en cours à Château-du-Loir, Vouvray-sur-Loir, La Chartre-sur-le-Loir, Ruillé-sur-Loir, études en cours de lancement à Lhomme, Poncé-sur-le-Loir, Lavenay, etc. La création d'une ingénierie à l'échelle intercommunale est en projet.

>> Du fait d'épisodes de sécheresse plus fréquents, la ressource en eau est fragilisée et du fait de débits moindres, elle est plus sensible à la pollution. La consommation en eau potable est en baisse sur le territoire.

>> L'incitation de la population au recours de systèmes individuels de récupération des eaux de pluie est peu présente dans les documents d'urbanisme actuels.

Sur la thématique « Gestion de l'eau »

FAIBLESSES

- >> Une ressource en eau fragile en termes de qualité
- >> La présence d'herbicides dans les eaux souterraines
- >> La présence de systèmes d'assainissement individuel non conformes

ENJEUX

- >> La prise en compte des captages et de leur périmètre
- >> La préservation et l'amélioration de la qualité des eaux
- >> L'appropriation et la mise en valeur du réseau hydrographique
- >> La prise en compte des besoins en eau pour l'agriculture
- >> La cohérence entre développement urbain et capacité d'assainissement
- >> L'amélioration des performances des systèmes d'assainissement individuel

ORIENTATIONS DU PADD

>> **Axe 2 et 3.** Exemples :

- Mettre en adéquation la capacité des réseaux avec les besoins des populations à venir.

Veiller dans les secteurs d'assainissement non collectif à la cohérence entre possibilité de construction et capacité épuratoire des sols.

- Préserver les cours d'eau et leurs abords en limitant leur imperméabilisation.

ATOUTS

- >> Un patrimoine naturel globalement préservé
- >> Des espaces boisés, refuge pour la faune et la flore forestières
- >> Une trame verte et bleue lisible par les vallées, vallons et par la densité des espaces boisés
- >> Un recensement des zones humides

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

>> L'existence de la forêt d'exception de Bercé et de labels AOC pour la vigne notamment, témoignent de la richesse du patrimoine naturel et agronomique de Loir-Lucé-Bercé. Toutefois, ces espaces peuvent et pourront faire l'objet de pressions (climat, fréquentation, urbanisation, etc.) qu'il est nécessaire de limiter. Actuellement, neuf communes sont soumises au règlement national de l'urbanisme (RNU) et ne disposent d'aucunes prescriptions graphiques traduisant la Trame Verte et Bleue (TVB). De plus, la traduction de la TVB, et notamment des espaces de déplacements des espèces (corridors), n'a jamais été effectuée à l'échelle intercommunale de manière fine et cohérente.

>> Le mitage historiquement lié à l'activité agricole est encore peu limité sur le territoire notamment dans les communes soumises au RNU. De plus, nombre de hameaux sont constructibles et possèdent actuellement des marges de développement.

>> L'enjeu de l'imperméabilisation des sols est aujourd'hui peu traité dans les documents d'urbanisme actuels, notamment dans les secteurs à urbaniser à vocation habitat ou économie. Aussi, ils intègrent que marginalement la notion d'espèces végétales préconisées, invasives, allergisantes, etc.

FAIBLESSES

- >> Des connexions fragilisées par le développement diffus de l'urbanisation et les infrastructures routières

ENJEUX

- >> La préservation des espaces naturels et de la biodiversité
- >> La préservation des zones humides
- >> Le maintien et la mise en valeur des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques (TVB)
- >> La limitation de l'imperméabilisation et de l'artificialisation des sols
- >> Le maintien et le développement des espaces naturels au sein du tissu urbain
- >> La prise en compte des continuités écologiques dans les projets d'aménagement
- >> La réduction du phénomène de mitage des espaces naturels et agricoles par l'urbanisation

ORIENTATIONS DU PADD

>> **Axe 3.** Exemples :

- Réduire l'impact des éléments fragmentants et des obstacles à la fonctionnalité des continuités écologiques en limitant l'urbanisation linéaire et en intégrant la dimension trame verte et bleue lors des réflexions concernant la création ou le réaménagement des voies de circulation.
- Veiller au maintien d'un réseau de haies suffisamment dense, des plantations isolées et des petits bosquets en adaptant le degré de protection selon l'enjeu environnemental et paysager et en lien avec l'activité agricole.

ATOUTS

>> Des aménagements favorisant le partage modal et la limitation de la vitesse des véhicules en traversée de bourg mais des connexions piétonnes et cyclables manquantes.

ÉVOLUTION AU FIL DE L'EAU

>> A Loir-Lucé-Bercé, la dépendance à l'automobile est importante pour les ménages. Cela a de nombreuses conséquences sur la santé humaine notamment sur le manque d'activité physique journalier que cela induit (à contrario des mobilités actives) et l'émission de gaz à effet de serre que cela génère. L'étalement urbain observé est à la fois la cause et la conséquence de cette dépendance. L'augmentation de l'étalement urbain et de la dépendance automobile est corrélée à la dévitalisation des centres-villes/bourgs du territoire avec l'augmentation de la vacance résidentielle et commerciale notamment.

>> De plus, ces flux de circulation génèrent des nuisances et, couplés au phénomène d'étalement urbain, exposent potentiellement la population de plus en plus aux nuisances sonores.

>> La production des déchets ménagers et assimilés est en baisse pour les trois gestionnaires du territoire tandis que les tonnages de recyclables ont tendance à augmenter. Des techniques de traitement des déchets alternatives et complémentaires doivent être recherchées à l'échelle des particuliers.

>> Par ailleurs, les documents d'urbanisme actuels prévoient plus de 420 ha de zones d'extension dont certaines ont pour vocation l'habitat. Ces zones d'extension sont souvent en contact avec des espaces agricoles, et, aucune obligation de végétalisation des lisières n'est parfois imposée afin de limiter l'impact des produits phytosanitaires.

Sur la thématique « Santé humaine »**FAIBLESSES**

>> Un réseau viaire qui génère des risques et des nuisances sonores

>> Des déplacements quotidiens émetteurs de gaz à effet de serre

>> La prédominance des déplacements automobiles sur le paysage

ENJEUX

>> La conciliation entre l'existence des nuisances et projets d'urbanisation (habitat, zones économiques...)

>> Le développement d'un urbanisme économe en énergie et en déplacements

>> Le développement des liaisons douces pour les déplacements intra-communaux

>> La sécurisation des déplacements piétons et cycles

>> Le développement de modes alternatifs à la voiture individuelle (covoiturage, autolib, voiture partagée...)

>> Le développement de l'intermodalité autour de la gare de Château-du-Loir

ORIENTATIONS DU PADD

>> **Axe 1.** Exemples :

- Soutenir l'amélioration et le développement de modes de transport alternatifs et assurer la continuité des liaisons douces avec les territoires voisins.

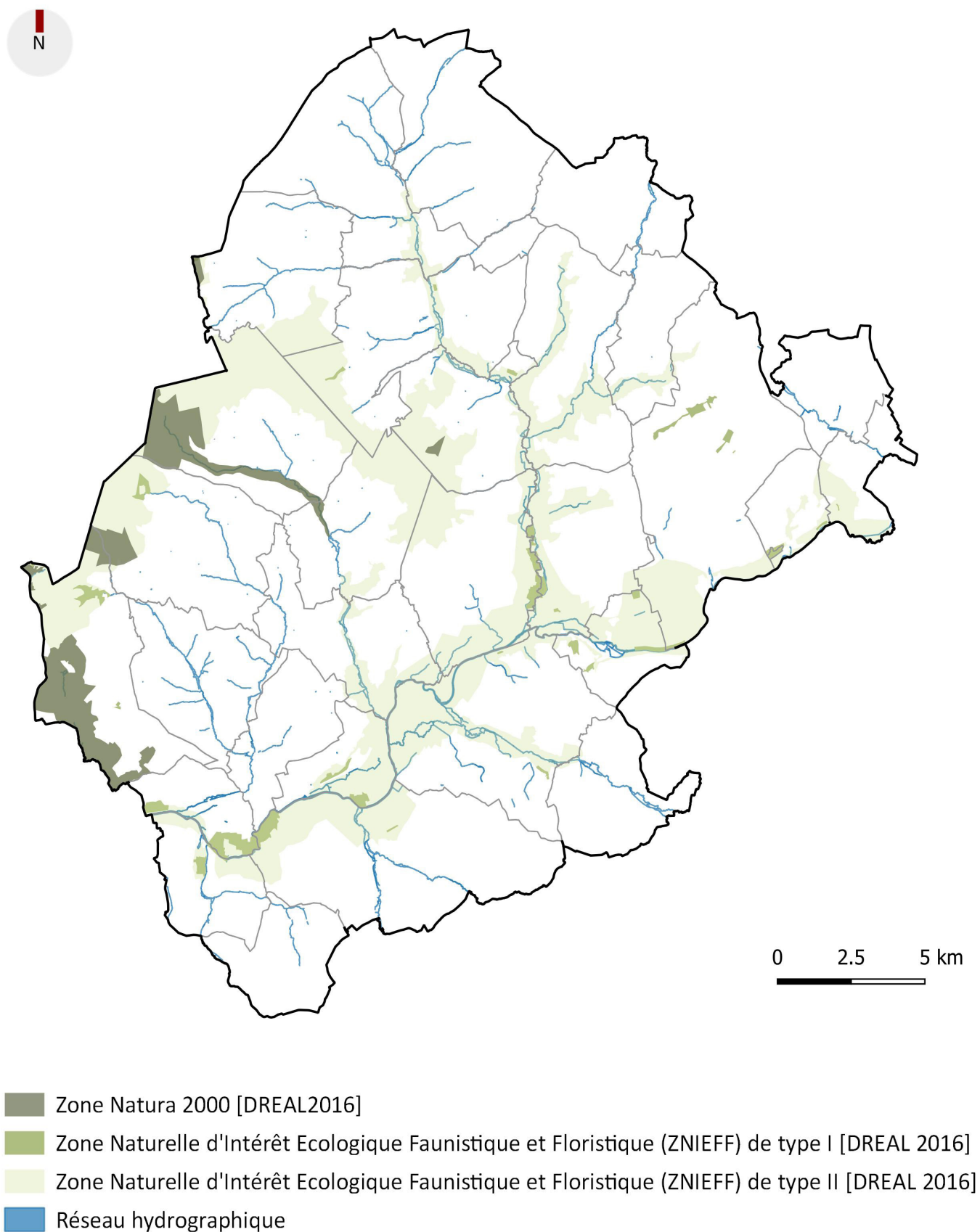
- Implanter prioritairement les commerces de proximité dans les centres-villes/centres-bourgs et autoriser les nouvelles implantations commerciales périphériques uniquement si leur surface de plancher est supérieure à 400 m²

- Intégrer des dispositions dans l'aménagement et la construction permettant de limiter l'exposition aux nuisances, sonores notamment

3

LES ZONES REVÊTANT D'UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT

3.1 Les espaces inventoriés et classés



Environ 20 % du territoire est inventorié comme espaces remarquables au titre des Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique. Instituées en 1982, les Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique constituent un inventaire d'espèces et d'habitats. On en distingue deux types :

- les ZNIEFF de type I, de taille relativement modeste, correspondent à un très fort enjeu de préservation et de valorisation. Il s'agit d'un point de vue spécifique, qui proscribit scrupuleusement toute forme de projets urbains. Leur importance peut notamment être relative à la présence de quelques espèces de grande rareté ;

- les ZNIEFF de type II sont au contraire bien plus étendues et peuvent contenir des ZNIEFF de type I. Elles définissent des grands ensembles homogènes à la biodiversité remarquable. Les milieux sont délimités selon leurs qualités fonctionnelles. Il peut notamment s'agir d'une unité écologique complète (un massif forestier, un bassin versant...) ou de l'aire de développement d'espèces à grand rayon d'action.

Même si elles n'induisent à proprement parler aucune obligation de préservation, elles sont un indicateur de présence d'espèce ou de milieux remarquables qui vont interroger les projets d'urbanisation. Les projets de développement urbain sont en revanche interdits par la législation lorsque la liste des espèces inventoriées fait état de la présence de spécimens protégés au titre des articles L411-1 et L411-2 du Code de l'environnement.

Les larges unités que sont l'ensemble des vallées du Loir, de la Veuve et du Dinan et le massif forestier de Bercé, ainsi que la châtaigneraie et bocage à vieux arbres présents à Lavernat sont trois espaces cohérents classés en tant que ZNIEFF de type II. Ils représentent environ 1/5 du territoire.

Châtaigneraie et bocage à vieux arbres entre le Bélinois et la vallée du Loir à hauteur de Vaas. (4 5602 ha)

Il s'agit d'un ensemble de plusieurs zones d'anciennes châtaigneraies entourées de bocage présentant une forte densité de vieux arbres (Chênes, Châtaigniers, Frênes, Saules). Les châtaigneraies sont souvent abandonnées ou peu entretenues et exploitées. Certains arbres âgés sont remarquables par leur taille et leur circonférence (jusqu'à 7-8 mètres). Parmi eux, beaucoup de sujets, qu'ils soient dans les châtaigneraies ou dans le bocage, sont fendus, cassés, et dans bien des cas partiellement ou totalement creux.

Outre, la valeur patrimoniale de ces vieux arbres, les nombreuses cavités qu'ils contiennent constituent un habitat remarquable pour les coléoptères sapro-xylophages et particulièrement pour trois espèces figurant en annexe 2 de la Directive habitat. Les potentialités sont également importantes pour les chiroptères arboricoles, les rapaces nocturnes et les pics (des inventaires seraient à effectuer pour ces espèces). Nidification probable du Pic noir.

Source fiche INPN.

Vallée du Loir de Pont-de-Braye à Bazouges-sur-le-Loir (15 636 ha)

Il s'agit d'une vallée alluviale assez large présentant une très grande diversité de milieux humides ou marécageux et bordée de coteaux calcaires à végétation xérophile, creusés de nombreuses cavités, le tout abritant de nombreuses espèces animales et végétales protégées.

Cette vallée constitue la limite nord absolue des aires de répartition de plusieurs espèces végétales d'affinité méditerranéenne. Les nombreuses cavités creusées dans le tuffeau permettent le stationnement de belles populations de chiroptères. Enfin il s'agit d'un axe migratoire avec sites de stationnements pour les oiseaux.

L'intérêt écologique de l'ensemble de la vallée est actuellement menacé par des projets hydrauliques destinés à limiter les effets des crues, le creusement ou l'extension de ballastières, le drainage et la mise en culture des prairies naturelles humides, l'urbanisation des coteaux.

Des actions de protection ont été engagées : mesures agro-environnementales (mise en place de contrats de gestion pour la préservation des milieux : fauches tardives, conservation des prairies humides, etc...), acquisition ou location de parcelles par le Conservatoire du Patrimoine Naturel Sarthois et le Groupe Sarthois Ornithologique, collaboration avec l'Association de Développement de la Vallée du Loir.

Massif forestier de Bercé et ruisseau du Dinan (6 310 ha)

Le massif forestier de Bercé, deuxième du département par son étendue est avant tout réputé pour la qualité de ses futaies à chêne sessiles, comptant parmi les plus belles de France (près de 3 000 ha). Les sols les plus pauvres, occupés à l'origine par la lande à callune, ont été reboisés avec des résineux (Pin maritime, Pin sylvestre et Pin laricio), sur un total atteignant 2 400 ha, notamment au nord du massif et au sud-ouest de la ligne reliant Marigné à Beaumont. L'intérêt botanique n'est pas ici exceptionnel bien que certains vallons humides présentent des groupements floristiques originaux ; le Lycopode en massue (*Lycopodium clavatum*), fougère rarissime en plaine, protégée au niveau régional y fut même signalée. La présence de vieilles futaies est tout à fait propice aux insectes xylophages parmi lesquels nous citerons le fameux Pique-prune ou Barbot (*Osmoderma eremita*), coléoptère protégé au niveau national et inscrit à la Directive communautaire «Habitats, faune, flore». Les zones au contact du bocage de Mayet-Laillé présentent à ce titre un intérêt particulier. Rapaces forestiers et pics (pour ne citer qu'eux) se satisfont également de ce genre de milieu. Signalons enfin une belle diversité de champignons et la présence de grands cervidés sur l'ensemble du massif. Une poursuite de l'enrésinement, et une gestion trop intensive de la forêt, une pression humaine excessive, sont des menaces potentielles ou réelles, susceptibles de nuire à l'équilibre écologique de cette forêt domaniale.

Le territoire de la CC Loir Lucé Bercé comporte également 29 ZNIEFF de type I, souvent incluses dans les 3 ZNIEFF de type II présentes sur le territoire. Elles traduisent toute la diversité de milieux : milieux forestiers ou bocagers, coteaux secs, prairies et zones humides, mares et étangs, carrières et cavités souterraines. Elles concernent 16 communes :

- Lavernat : Pinède de la Guittière et Bois du Carrefour
- Montabon : Coteau du Loir
- Montabon, Nogent-sur-Loir, Château-du-Loir : Prairie de l'Île de Bannes au château de la Motte
- Vouvray-sur-Loir : Coteau et Prairie des Fomenteaux
- Beaumont-Pied-de-Boeuf : Étang des Salles
- Jupilles : Mare forestière au rond-point de la Croix Marconnay
- Saint-Vincent-du-Lorouër : Ruisselet des Mortonnières et Marais alcalin de la Mauvière
- Saint-Pierre-du-Lorouër : Coteau de la Gilbertière en vallée de la Veuve et Cave du Petit-Brive
- Courdemanche : Carrière souterraine de Pontenchéri
- Ruillé-sur-Loir : Étangs du Pas-du-Boeuf à la Durtière, Étangs de Hauteville et Chemin communal de Hauteville à Chanteloup
- Chahaigues-Lhomme : Basse vallée de la Veuve
- Lhomme : Dépression marécageuse au nord de la Conraie
- Dissay-sous-Courcillon : Chemin forestier du Menhir
- Marçon : Coteau et bois à l'est de la fontaine Putet et Carrière souterraine au nord du Gatineau
- La Chartre-sur-le-Loir : Vallon de la Gérigondie, Bois Hunault, Prairie des Brays et Carrières souterraines de la route de Trehet
- La Chartre-sur-le-Loir- Ruillé-sur-Loir : Prairie des Épinettes
- Poncé-sur-le-Loir : Carrières souterraines de la Volonnière et Coteau du Loir au sud du Château-de-la-Flotte
- Lavenay : Chemin de la Botterie à la Flotte

Le site Natura 2000 des « Châtaigneraies à *Osmoderma eremita* au sud du Mans »_ FR5202005

Ce site concerne la commune de Lavernat. Il comprend principalement des boisements et notamment un ancien verger de châtaigniers à fruits, dont l'exploitation est aujourd'hui en régression. Il s'agit de très anciennes et très belles châtaigneraies dont l'intérêt économique a beaucoup diminué, mais qui constituent des zones de grande densité pour les insectes. C'est l'exploitation et l'abandon progressif de ces châtaigneraies, non renouvelées, qui constitue la principale menace. Autre menace, l'abandon de la taille des arbres en têtard ou l'émondage qui favorise la formation d'habitats propices à ces espèces, l'élimination des vieux arbres en milieux agricoles, le toilettage des forêts détruisant les sujets malades lors des coupes sanitaires. L'enjeu sur ce site est essentiellement entomologique (dont le Pique-Prune).

Le site recoupe toute la ZNIEFF de type I de La Pinède de la Guittière et une partie de trois ZNIEFF de type II.

Trois invertébrés sont inscrits à l'Annexe II de la Directive « Habitats » :

- 1083- Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*) ;
- 1084- Pique-prune (*Osmoderma eremita*) ;
- 1088- Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) ;

Les objectifs du DocOb (adopté en octobre 2010) visent prioritairement à maintenir et conserver l'habitat existant, renouveler l'habitat et créer des habitats relais, améliorer la qualité de l'habitat par des pratiques adaptées, améliorer la communication et la connaissance de la gestion des arbres, créer une dynamique économique locale autour de l'arbre.

Le site Natura 2000 de la « vallée du Narais, forêt de Bercé et ruisseau du Dinan »_ FR5200647

Ce site concerne 6 communes de la Communauté de communes Loir Lucé Bercé : Beaumont-Pied-de-Boeuf, Jupilles, Lavernat, Pruillé-l'Eguillé, Saint-Pierre-du-Lorouër et Thoiré-sur-Dinan, ainsi que 8 autres communes en dehors du territoire mais dans le département sarthois.

La superficie de ce site Natura 2000 est relativement importante. La vallée du Narais, s'étendant jusqu'à l'est de l'agglomération mancelle. Sont uniquement concernées quelques parties de la forêt domaniale de Bercé, près de Beaumont-Pied-de-Boeuf et Jupilles, ainsi que le ruisseau du Dinan et ses abords. Le site, aménagé pour la randonnée et profitant de sa proximité avec la ville du Mans, est très fréquenté.

De vieux arbres remarquables constituent un habitat potentiel pour les insectes sapro-xylophages (insectes qui ne consomment que du bois mort), comme le Pique-prune (*Osmoderma eremita*), le Grand Capricorne (*Cerambyx cerdo*) et le Lucane Cerf-volant (*Lucanus cervus*). Ces espèces se retrouvent dans les quelques parcelles de feuillus, notamment de hêtraies à Houx, mais une grande partie du massif a été enrésinée.

Les espèces inscrites à l'Annexe II de la Directive « Habitats » sont constituées de mammifères, amphibiens, poissons, invertébrés.

Les aménagements hydrauliques du Narais et les enrésinements sont les principales sources potentielles de dégradation des habitats. La maîtrise des pollutions d'origine agricole est satisfaisante pour l'instant, mais la qualité des milieux aquatiques justifie une attention particulière à ce problème. La conservation de vieux arbres en forêt de Bercé et dans le bocage environnant est une condition indispensable à la conservation des sapro-xylophages. Or, la fréquentation touristique en forêt de Bercé pourrait conduire, pour des raisons de sécurité, à éliminer les plus vieux arbres.

Le DocOb, adopté en août 2015, liste les objectifs suivants : maintenir et restaurer un réseau de mares et d'étangs, maintenir le bon fonctionnement hydraulique des cours d'eau, protéger les sites majeurs d'hivernage des Chiroptères, promouvoir une gestion forestière caractéristique des habitats, favoriser les milieux connexes pour une sylviculture

dynamique, conserver et améliorer les prairies grâce à une gestion respectueuse, renforcer la structuration du territoire par un réseau linéaire (haie, lisière), maintenir et encourager une gestion favorable aux habitats ouverts patrimoniaux.

Source : EIE

Le site Natura 2000 des « carrières souterraines de la volonière »_FR5200651

La cavité souterraine de la Volonière est située sur la rive droite de la vallée du Loir, sur la commune de Poncé-sur-le-Loir et à la limite de celle de Ruillé-sur-Loir à environ 10 km de La Chartre-sur-le-Loir.

Le site est inscrit à l'Inventaire du Patrimoine Naturel, plus communément appelé inventaire ZNIEFF (Zones Naturelles d'intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) en tant que ZNIEFF de type I (4005-0043 : carrières souterraines de la Volonière) inscrite dans la ZNIEFF de type II (4005 : Vallée du Loir de Pont-de-Braye à Bazouges-sur-le-Loir).

La formation géologique est celle des coteaux bordant le Loir tout au long de sa traversée dans le département : formation secondaire du Crétacé constituée par de la Craie Tuffeau et sables verts à quelques silex du Turonien. Cette assise affleure assez mal et est en général recouverte par des colluvions de pentes et d'éboulis à la base et par des sables à silex du Sénonien au sommet.

Deux ensembles principaux ont pu être identifiés sur ce périmètre :

- le souterrain proprement dit dont l'entrée principale, située dans le jardin arboré de la propriété est cachée par un arbuste et par un amas de mâchefer
- l'orangerie et les maisons troglodytiques. Dans le jardin, il y a un bâtiment ancien, dénommé orangerie. Au fond de ce dernier, il existe une salle voûtée qui accueille régulièrement une colonie de grands Rhinolophes ainsi qu'une cheminée d'aération, servant de couloir ascensionnel pour les espèces, qui débouche au niveau de quelques pièces troglodytiques, dominant le parc du château de la Volonière.

Les espèces retrouvées sur ce site sont :

- Le Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*)
- Le Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)
- La Barbastelle commune (*Barbastella barbastellus*)
- Le Grand Murin (*Myotis myotis*)
- Le Vespertilion à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*)
- Le Vespertilion de Bechstein (*Myotis bechsteini*)

D'autres espèces sont présentes sur le site :

- Vespertilion de Daubenton (*Myotis daubentoni*)
- Vespertilion à moustaches (*Myotis mystacinus*)
- Vespertilion de Natterer (*Myotis nattereri*)
- Oreillard septentrional (*Plecotus auritus*)

Il apparaît que l'intérêt de ce site est principalement lié à la colonie de grands Rhinolophes, bien que celui-ci ait perdu une centaine d'individus de cette espèce depuis le début des années 1990. Cette colonie est positionnée, selon les années, soit dans la pièce « en cloche » de l'orangerie, soit dans les pièces du souterrain les plus proches de l'entrée. Selon le Groupe Chiroptère des Pays de la Loire, le site est classé en 26ème position parmi les 30 sites les plus importants de la région.

Les prescriptions de conservation des espèces passent dans ce cas précis obligatoirement par la conservation et la gestion de l'habitat. Les entrées étant déjà partiellement sécurisées, les seules mesures de gestion envisageables concernent la conservation des habitats.

Mesures de conservation nécessaires :

- maintien des cavités en l'état,
- maintien d'un couvert de végétation aux abords des sorties de gîtes afin de limiter les risques de prédation,

Mesures de gestion nécessaires :

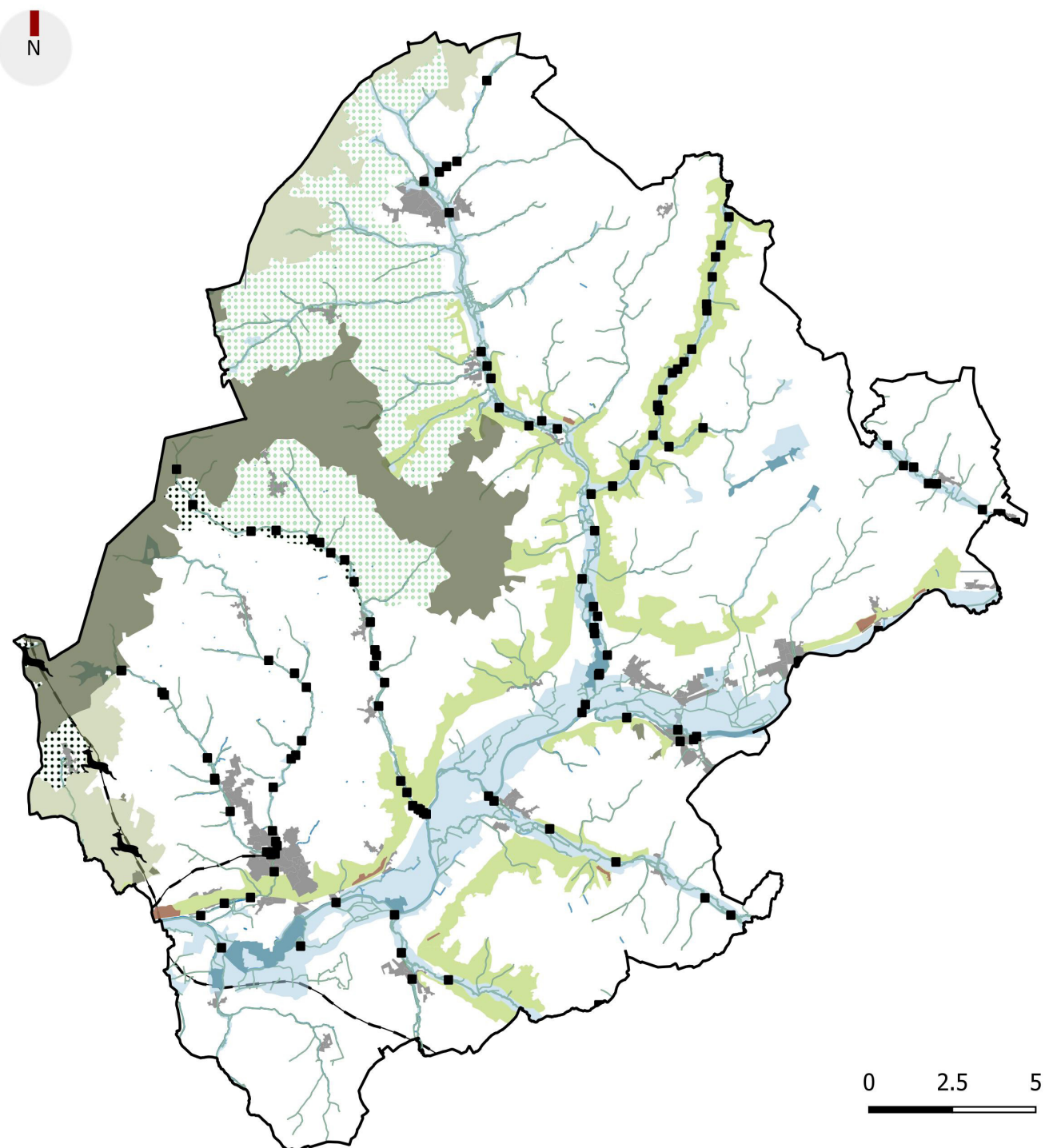
- l'habitat en tant que tel ne nécessite aucune mesure de gestion

Autres actions à mettre en œuvre :

- comptage annuel en période d'hibernation de toutes les espèces présentes dans toutes les cavités par la «structure animatrice».

Source : Document d'objectifs Natura 2000 du souterrain de la Volonière à Poncé-sur-le-Loir (72) –Juin 2003 –
Conservatoire du Patrimoine Naturel Sarthois-

3.2 La Trame Verte et Bleue (TVB)



Bois et landes

■ Réservoir

■ Liaison

Milieux humides et aquatiques

■ Réservoir

■ Liaison

Pelouses calcaires et lisières sèches

■ Réservoir

■ Liaison

Bocage

■ Réservoir

■ Liaison

■ Passage grand faune

— Secteur de rupture de la trame verte

■ Point de rupture de la trame bleue

■ Tâche urbaine

■ Réseau hydrographique

0 2.5 5

La Trame verte et bleue (TVB) s'inscrit dans une approche spatiale et fonctionnelle des milieux. Ce réseau a pour objectif de conserver voire de rétablir les continuités écologiques à l'échelle du Pays en assurant les interfaces avec les territoires voisins.

À l'échelle du SCoT, la Trame verte et bleue s'appuie sur une mosaïque de milieux remarquables ou plus ordinaires constituée de forêts de conifères, de feuillus ou de forêts mixtes, de landes, de bocages, de coteaux secs et de milieux ouverts, de milieux aquatiques, de milieux humides.

La Trame verte et bleue se compose de :

- réservoirs de biodiversité ; ce sont des coeurs de biodiversité remarquable souvent Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 (ZNIEFF 1) ou appartenant au réseau européen Natura 2000 ;
- corridors écologiques ; ces liaisons potentielles reliant les réservoirs constituent une nature plus ordinaire : petites vallées, zones humides, forêts, bois, chapelets de bosquets, prairies permanentes, maillages bocagers, parfois inventoriés en Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 2 (ZNIEFF 2).

Source : DOO du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Vallée du Loir

4

LA MÉTHODOLOGIE

L'article R151-3 7° prévoit que le rapport de présentation intègre, dans le cadre de l'évaluation environnementale, une description de la manière dont l'évaluation environnementale a été effectuée.

L'évaluation environnementale a un caractère obligatoire pour le PLUi de la Communauté de communes Loir-Lucé-Bercé en raison de l'existence de 3 sites Natura 2000 : « Châtaigneraies à *Osmoderma eremita* au sud du Mans », vallée du Narais, forêt de Bercé et ruisseau du Dinan » et « carrières souterraines de la volonière ».

L'évaluation environnementale a été menée en parallèle et tout au long de l'élaboration du PLUi. Elle est venue nourrir les échanges à chaque état pour que l'environnement soit une composante intégrée du projet.

Le diagnostic a traité, au travers de l'état initial de l'environnement (EIE), toutes les thématiques liées à l'environnement et a mis en exergue les atouts, faiblesses et les besoins du territoire. L'ensemble des enjeux environnementaux, paysagers et agricoles ont été identifiés et ciblés dans le document lors de cette étape.

Le Projet d'Aménagements et de Développement Durables (PADD) a été élaboré dans un souci constant de construire un projet cohérent à toutes les échelles du territoire et d'intégrer les réponses de projet à la hauteur des enjeux identifiés au sein de l'état initial de l'environnement. Les choix d'aménagement opérés se sont portés en amont (d'où une approche par l'évitement permanent) et lors de nombreuses réunions de travail afin d'éviter et/ou limiter toute incidence des futurs projets sur l'environnement.

Ces orientations ont ensuite été traduites dans le règlement écrit, le plan de zonage et les OAP. Différents outils ont été mis œuvre au sein du PLUi pour écarter, réduire, compenser les éventuelles incidences des projets d'aménagement sur l'environnement.

L'évaluation environnementale revient sur la globalité de ses éléments afin de justifier et démontrer en quoi le projet de PLUi s'instaure dans une démarche de développement durable et dans les finalités définies par le cadre de référence national.

Changement
climatique et
protection de
l'atmosphère

Préservation de la
biodiversité
Protection
des milieux et
ressources

Epanouissement
de tous les êtres
humains

Cohésion sociale
et solidarité entre
territoires et
générations

Modes de
production et de
consommations
responsables

L'évaluation environnementale constitue une partie dédiée au sein du rapport de présentation, pour autant, il s'agit d'une **véritable méthodologie au service du projet**. Elle a constitué un fil conducteur tout au long de la procédure. C'est pourquoi, c'est essentiellement la méthodologie de construction de projet qui a permis de faire les choix les moins impactants pour l'environnement ou en faveur de l'environnement. Le principe fondamental à la base de l'élaboration du projet concerné par une évaluation environnementale étant «éviter, réduire, compenser».

La présente partie s'attarde donc et rappelle plusieurs éléments déclinés dans le reste du rapport de présentation, sur la méthodologie et les choix progressivement opérés au regard des potentielles incidences sur l'environnement.

Ainsi, il est démontré comment :

- » la mise en place du PLUi est bénéfique pour le territoire de Loir-Lucé-Bercé ;
- » la notion d'évitement a été perpétuelle et récurrente dans la construction du projet au regard des secteurs ou éléments les plus sensibles du territoire, d'un site, d'un milieu présent ;
- » les atteintes sur l'environnement ont été réduites autant que possible, notamment lorsque certains impacts sont inévitables ;
- » la compensation de certaines incidences négatives par la mise en place de mesures prescriptives au sein des outils permis par le PLUi a été mise en place.

La réalisation de l'évaluation environnementale «contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant» à la date d'approbation du PLUi.

Même si la présente partie s'attache à synthétiser l'ensemble de la démarche et les éléments ayant nourris l'évaluation environnementale, elle s'articule sur l'ensemble des pièces constitutives du PLUi et à trois grandes parties du présent rapport de présentation :

- » l'état initial de l'environnement
- » la partie du rapport de présentation expliquant le choix du scénario retenu
- » la présente partie qui intègre les impacts (positifs comme négatifs) du projet d'aménagement retenu ainsi que la déclinaison précise des outils réglementaires mis en place en ce sens.

Une approche transversale et systémique a été mise en place tout au long de la procédure du PLUi. En effet, même si pour des raisons de compréhension générale, une synthèse par grand thème des enjeux du territoire a été réalisée, l'ensemble du diagnostic, des enjeux et des réponses apportées à ces derniers ont été traités en parallèle.

De la même manière, une approche multiscalaire a également permis de donner une cohérence importante et nécessaire à la définition des enjeux mais aussi aux réponses apportées.



Au regard de ces deux grands principes : **l'approche systémique et multiscalaire**, les données environnementales disponibles ont été traitées et ont pu être complétées pendant la procédure et ont été croisées avec la consultation ponctuelle de personnes ressources.

Une approche ciblée au regard des incidences potentielles envers les sites Natura 2000 a également été développée dans la mesure où les enjeux environnementaux de ces espaces diffèrent de l'approche globale démontrée ici mais dont les finalités de développement durable se recroisent.

L'évaluation environnementale intègre donc l'ensemble des impératifs de la démarche :

- » le rappel des enjeux du territoire et leur hiérarchisation issus des conclusions du diagnostic
- » l'intégration des enjeux environnementaux dans le PADD et les pièces réglementaires du PLUi au regard de la situation actuelle et de son évolution théorique sans la mise en place du PLUi
- » les incidences de la mise en oeuvre du PLUi sur l'environnement.

4.1 L'EIE et l'évaluation environnementale

Pour chaque thématique traitée, l'État Initial de l'Environnement (EIE) a résumé les principaux enseignements et a identifié les enjeux en lien et propres au territoire de Loir-Lucé-Bercé.

L'environnement physique

Principaux enseignements :

Deux composantes structurent le relief de la Communauté de communes Loir Lucé Bercé : des plateaux ondulés et une multitude de vallées nord-sud affluentes de celle du Loir, axe géographique majeur du territoire.

Le territoire comporte un très grand nombre de cours d'eau affluents ou affluents d'affluents du Loir. Ces rivières ont une forte influence sur les paysages ruraux et urbains.

En termes de géologie et de géomorphologie, le territoire comporte 3 traits principaux : un socle sédimentaire appartenant au Bassin parisien, des dépôts détritiques qui le recouvrent, des vallées abritant des alluvions sous la forme de terrasses.

Avec une géologie variée et des profils topographiques parfois accidentés, la Communauté de communes Loir Lucé Bercé renferme une grande variété de sols allant de sols très riches (sols des plateaux à base de loess) à des sols pauvres sur les pentes abruptes des rebords de coteaux.

Le climat, tempéré, y est principalement océanique et donc relativement pluvieux. Il subit toutefois l'influence continentale avec des températures saisonnières extrêmes plus importantes. Le changement climatique est lisible au sein du territoire, à travers notamment une hausse continue des températures moyennes observées.

Les espaces agricoles et forestiers couvrent l'essentiel de la CC Loir Lucé Bercé. Agriculture et sylviculture y sont donc des activités économiques fondamentales lesquelles influent fortement sur les paysages. Cependant, les phénomènes de mitage et d'étalement urbain sont identifiés sur le territoire.

Enjeux :

L'identité du territoire se fonde en partie sur une multitude de séquences plateau-coteau-vallée qui représente alors des enjeux en matière de projet. Il s'agit de prendre en compte ces éléments.

Malgré la faible proportion actuelle des zones bâties sur le territoire, il est dès à présent nécessaire de limiter l'étalement urbain et la consommation continue des espaces agro-sylvo-naturels. Ces derniers ont à la fois un important rôle écologique et un intérêt économique, sur un territoire où la part des emplois agricoles est importante. Il apparaît donc primordial d'équilibrer développement des espaces habités et préservation de l'agriculture, de la sylviculture et de l'environnement.

L'agriculture, la sylviculture et les activités d'extraction devront également adapter leurs pratiques, notamment pour favoriser les solutions techniques, les mesures et les aménagements permettant de protéger les ressources des sols et sous-sols du territoire.

L'étalement urbain peut être responsable de coûts supplémentaires pour les collectivités en matière de réseaux d'énergie, d'eau et de collecte des déchets. Les qualités architecturales et paysagères autour des centre-bourgs risquent également d'être impactées. Enfin, le territoire doit faire face aux enjeux liés au réchauffement et changement climatiques : lutte contre les gaz à effets de serre, prévention des risques, adaptation économique et urbanistique du territoire, ...

Principaux enseignements :

La diversité géologique et le climat dit « de transition », participent à l'hétérogénéité biologique de la Communauté de communes Loir Lucé Bercé. Le territoire est ainsi riche de milieux naturels ou agro-naturels multiples qui se structurent autour de vastes ensembles : forêt de Bercé, vallées du Loir, de la Veuve, du Dinan, de la Dême...

Il en résulte la présence d'une multitude d'espèces faunistiques et floristiques. Nombre d'entre elles sont protégées au titre de l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore.

29 ZNIEFF de type I et 3 de type II, périmètres d'inventaire, ainsi que 3 sites Natura 2000 (« Châtaigneraies à *Osmoderma eremita* au sud du Mans », vallée du Narais, forêt de Bercé et ruisseau du Dinan » et « carrières souterraines de la volonière »), périmètres de protection, sont présents sur la CC Loir Lucé Bercé. En leur sein, un ENS (Chataigneraie des Guillaumeries à Lavernat) est soutenu le Département et est accessible au public. La définition récente de secteurs de Stratégie de création d'aires protégées (SCAP) confirme la qualité écologique des milieux présents.

Cette biodiversité est aujourd'hui menacée par les effets de l'urbanisation et des activités économiques même si la pression urbaine reste modérée : destruction d'habitats naturels par étalement urbain ou mise en culture, altération de la qualité des eaux et des sols, fragmentation des espaces, ...

Le maintien voire la restauration d'un réseau écologique ou Trame verte et bleue sont indispensables aux cycles de vie de la faune et de la flore sur le territoire. Une TVB a été identifiée à l'échelle du SCoT, mais l'étude visant à son élaboration a permis de disposer d'une cartographie d'enjeux à l'échelle du PLUi. Ce réseau écologique local participe, encore à une autre échelle, au réseau écologique régional qui lui confère une responsabilité vis-à-vis des objectifs du Schéma de cohérence écologique établi par le Conseil régional des Pays de la Loire.

Enjeux :

La biodiversité observable sur le territoire est le résultat d'une longue évolution. Il est de la responsabilité de chacun des acteurs impliqués de préserver et de perpétuer cet héritage. Dans un territoire à dominante agricole, les agriculteurs jouent et ont un rôle à jouer dans la valorisation des espaces naturels ou agro-naturels de par leurs pratiques : fauche plus ou moins tardive, pâturage des prairies permanentes, entretien des haies, ...

Les services écosystémiques rendus par ces habitats naturels et les espèces qu'ils abritent constituent des enjeux importants. Ces espaces participent ainsi à l'épuration de l'eau, au stockage naturel de carbone, à l'atténuation des crues, à la fertilisation des sols, à la pollinisation, ...

La protection des milieux représente également un enjeu de santé publique. Les éventuelles pollutions d'origines agricole ou industrielle doivent être limitées au maximum, au risque d'altérer la qualité de l'air, des sols et des eaux, vitaux pour les populations locales.

L'identité paysagère de la CC Loir Lucé Bercé repose en grande partie sur la qualité de sa nature. La présence de milieux forestiers et humides remarquables est à considérer comme un patrimoine à préserver.

Au regard des caractéristiques du territoire (forte ruralité, hydrographie dense, sols riches,...), les enjeux de préservation sont principalement liés à une maîtrise de l'expansion des bourgs, l'affirmation des continuités écologiques dans les milieux les plus peuplés, une pratique raisonnée et respectueuse de l'agriculture et un contrôle de l'impact des exploitations de ressources naturelles (sylviculture, carrières et structures hydrauliques).

Principaux enseignements :

L'eau constitue une thématique transversale, intervenant dans de nombreux aspects des politiques d'aménagement locales. La gestion globale de l'eau répond de nombreuses réglementations européennes et nationales, dont les Directives « Cadre sur l'eau », « Nitrates », « Eaux résiduaires urbaines », les Lois sur l'eau de 1992 et 2006,... Chacune a pour objectif de retrouver et de préserver le bon état quantitatif et qualitatif des eaux naturellement présentes dans l'environnement.

Le territoire de la CC Loir Lucé Bercé appartient au bassin Loire-Bretagne. L'Agence de l'eau Loire-Bretagne en définit les politiques de gestion et d'aménagement, notamment le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE). Plus localement, le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Loir (SAGE) décline les orientations du SDAGE et définit les objectifs à atteindre et les mesures à mettre en place.

L'état des masses d'eau du territoire apparaît plutôt médiocre dans l'ensemble. Le territoire de la CC Loir Lucé Bercé est classé à la fois « zone sensible à l'eutrophisation » (du point de vue des rejets d'effluents polluants) et « zone vulnérable » aux pollutions par les nitrates d'origine agricole. Le sous-sol abrite deux nappes d'eau souterraines d'importance : le Cénomanien, aquifère exclusivement réservé à l'alimentation en eau potable, qui souffre d'un déficit quantitatif, et le Séno-Turonien, peu profonde et donc très sensible aux pollutions de surface.

7 syndicats différents se partagent la gestion de l'eau potable (captage et distribution). Des projets de regroupements sont en cours, notamment une prise de compétence commune entre le CC Sud Sarthe et la CC Loir Lucé Bercé. L'eau potable distribuée, captée principalement dans la nappe du Cénomanien, est, selon l'ARS, d'une qualité remarquable. Les communes du territoire sont parmi les moins consommatrices du département, et les volumes observés sont en baisse continue.

En matière d'assainissement, toutes les communes disposent d'une station d'épuration ; certaines d'entre elles présentent néanmoins des dysfonctionnements, notamment concernant des surcharges au niveau des réseaux et/ou des stations elles-mêmes. Concernant l'assainissement non-collectif, 45 % des installations n'étaient pas conformes aux réglementations en vigueur.

Le lac des Varennes à Marçon est un lieu de baignade et une base de loisirs sportifs avec des eaux de bonne qualité. Les nombreux cours d'eau de 1ère catégorie principalement mais aussi de 2e catégorie constituent des espaces de qualité pour les activités de pêche de loisir ; ils sont gérés par 5 AAPPMA.

Enjeux :

Le territoire est parcouru par une hydrographie dense et son sous-sol contient de larges masses d'eau. L'eau est un besoin vital pour la population et l'agriculture locale, mais son exploitation actuelle ne permet de garantir complètement la durabilité de la ressource. Les captages au sein de la nappe du Cénomanien sont notamment trop importants pour en permettre le renouvellement naturel complet. L'enjeu est donc bien de conserver des ressources quantitativement suffisantes pour subvenir aux besoins présents et futurs.

La qualité des eaux naturelles, superficielles ou souterraines, est mise à mal par certains effluents des activités humaines du territoire (nitrates, phosphate, pesticides,...). Les milieux naturels, dont la survie et la richesse sont fortement liées à l'état de l'eau, se retrouvent donc impactés. L'eutrophisation de certains milieux pourrait même conduire à leur disparition. La qualité de la ressource en eau « brute » est un enjeu majeur sur le territoire avec des implications sur la santé publique. Cependant, l'eau potable distribuée est de très bonne qualité sur la CC Loir Lucé Bercé. Le bon fonctionnement des réseaux et le juste dimensionnement des systèmes d'assainissement permettent en outre de réduire le risque de pollution de l'eau.

Principaux enseignements :

Les nombreuses ressources des sous-sols du territoire, notamment dans les terrains alluvionnaires du lit majeur du Loir sont exploitées par 3 carrières. Secteur pourtant historiquement très développée sur le territoire, l'extraction de marnes et de tuffeau est aujourd'hui abandonnée.

Le territoire ne dispose pas d'installations suffisantes pour être autonome sur le plan énergétique. Ainsi, l'électricité consommée est principalement importée de la centrale nucléaire de Chinon-Avoine, et les produits fossiles, de la raffinerie de Donges. Le caractère fortement forestier et agricole du territoire permet néanmoins d'envisager un avenir pour la filière bois-énergie et les procédés de méthanisation, qui peinent cependant à prendre leur essor. Malgré un potentiel limité, quelques projets de parcs éoliens (Lavarnat) et solaires (Dissay-sous-Courcillon/Saint-Pierre-de-Chéville) commencent à se développer.

La collecte et le traitement des déchets sont gérés sur le territoire par 3 collectivités : le Syndicat mixte du Val de Loir, le SMIRGEOMES et le SICTOM Montoire-La-Chartre. 3 déchetteries se localisent dans les 3 principaux pôles du territoire on l'on constate globalement une hausse leurs volumes apportés, malgré une baisse de 7 % pour le SICTOM Montoire-La-Chartre. La production de déchets ménagers et assimilés est en baisse pour les trois gestionnaires tandis que les tonnages de recyclables ont tendance à augmenter.

Enjeux :

Les problématiques liées à l'exploitation des sous-sols, à la production d'énergie et à la gestion des déchets sont relativement proches. Il s'agit de pouvoir subvenir aux besoins des habitants et du développement économique, tout en respectant l'environnement et en utilisant les ressources à disposition de manière pérenne. Le lien entre ressources et consommations s'inscrit parfaitement dans la notion de développement durable.

L'exploitation des carrières du territoire doit prendre en compte le contexte dans lequel elle évolue. Les impacts sur les milieux naturels environnants, les masses d'eau souterraines, la faune et la flore doivent absolument être limités. Sources de nuisances (bruit, poussières, vibrations, ...), ces exploitations peuvent constituer une gêne, voire un danger pour les riverains. La question de la qualité de requalification des lieux en fin d'exploitation est également à considérer... tout comme le fait que ces sites peuvent devenir des spots de biodiversité intéressants une fois remis en état.

Les enjeux d'économie des ressources naturelles et de pollution de l'environnement interviennent aussi dans le domaine de l'énergie. Dans cette optique, les sources d'énergie renouvelables sont amenées à progressivement prendre la place des énergies fossiles. Secteur fortement émetteur de gaz à effet de serre, le résidentiel/tertiaire devra répondre aux nouvelles exigences en matière d'efficacité énergétique, notamment du parc résidentiel ancien très présent sur le territoire. De même, les sites de production d'énergies peuvent avoir un impact sur la vie des riverains et les milieux naturels (fumées, bruit, destruction de paysages, ...) qu'il s'agit de diminuer.

La réduction des productions de tout type de déchets a pour première finalité de diminuer les impacts environnementaux liés à leur stockage, leur élimination et à leur transport. Seuls les déchets ultimes non-valorisables sont autorisés à être enfouis. Les déchets recyclables doivent être réutilisés afin de ne pas consommer de nouvelles matières premières. Les autres types de déchets peuvent être employés dans le compostage et la valorisation énergétique.

Pour la CC Loir Lucé Bercé, l'enjeu en matière de déchet est lié à la poursuite des efforts de tri et de sensibilisation des habitants et industriels à la réduction des déchets. Le développement démographique et économique devra le prendre en compte, notamment en permettant tout équipement favorisant individuellement ou collectivement le tri et la valorisation de ceux-ci.

Principaux enseignements :

La pollution de l'eau demeure préoccupante sur le territoire et a des impacts sur la biodiversité et sur les ressources en eaux brutes pour la consommation humaine. Cette pollution impacte également les coûts de traitement pour les stations d'épuration.

La qualité de l'air apparaît globalement en amélioration au sein du département (pas de données précises sur le territoire). L'agriculture constitue le premier poste émetteur de gaz à effet de serre (29 %). Le passage de l'autoroute A 28 à l'ouest de la CC Loir Lucé Bercé est susceptible de créer des pollutions. L'importante couverture forestière du territoire permet cependant d'absorber une partie de ces émissions. La qualité de l'air intérieur est également devenue une préoccupation majeure. Des substances telles que l'amiante ou le monoxyde de carbone se retrouvent régulièrement au sein des espaces clos, et sont responsables de nombreux décès chaque année.

Les activités industrielles ou artisanales constituent un risque potentiel de pollutions des sols. 150 sites à pollution potentielle (BASIAS) sont identifiés sur le territoire, dont 70 en activité. Aucun site ne fait l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'État (BASOL).

Les nuisances sonores provoquées par les infrastructures routières sont localisées. L'A28 à l'ouest est classée en catégorie 2, et l'urbanisation est interdite à moins de 100 m (restreinte à moins 250 m) de part et d'autre de l'ouvrage. Cependant la section traversée se situe en zone forestière ou de faible densité d'habitat. La traversée de Château-du-Loir est impactée par une infrastructure de catégorie 4, laquelle est le prolongement de la RD308 (catégorie 3).

Les pollutions au radon, substance radioactive cancérogène, sont faibles sur le territoire, du fait de son sous-sol sédimentaire peu émetteur.

Du fait de la faible concentration de l'habitat, les pollutions lumineuses sont également très peu élevées. Elles sont principalement localisées entre Montval-sur-Loir et La Chartre-sur-Loir ainsi qu'au Grand-Lucé. Ailleurs, un grand nombre de secteurs disposent d'une excellente qualité de ciel nocturne (plus de 1 800 étoiles visibles).

Principaux enseignements :

Les émissions de polluants atmosphériques induisent de graves conséquences sur l'environnement et la santé publique. Les gaz à effet de serre tels que le dioxyde de carbone ou le méthane participent au réchauffement climatique. Des composés chimiques comme les particules fines ou le dioxyde de soufre sont la cause de graves maladies (maladies cardio-vasculaires et pulmonaires, cancers...). En outre, les oxydes d'azote sont responsables des phénomènes de pluies acides, d'eutrophisation et d'acidification des eaux douces. Tous ces polluants sont notamment produits par l'industrie, l'agriculture, le résidentiel et les transports. Ces enjeux relèvent de la santé publique, mais les documents d'urbanisme ne disposent que de quelques leviers pour réduire voire supprimer ces pollutions : agir sur les déplacements et l'urbanisme de proximité, la construction de bâtiments peu émetteurs de GES, ...

Les anciens sites industriels, en activité lorsque les réglementations anti-pollution n'étaient pas aussi strictes qu'aujourd'hui, peuvent constituer des sources de détérioration de la qualité des sols, des eaux et de l'air. Afin de limiter la consommation d'espaces agro-naturels, notamment par le renouvellement urbain, l'identification des sites les plus dangereux et la mise en place de mesures de mise en sécurité et de traitement sont indispensables pour endiguer cette dégradation.

Les nuisances sonores et lumineuses peuvent avoir des incidences sur la qualité de vie et la santé des habitants concernés. La biodiversité, notamment au regard des espèces animales, est aussi susceptible d'être impactée. L'enjeu est la prise en compte de ces nuisances dans les projets, à toutes les échelles.

Principaux enseignements :

Du fait de ses caractéristiques physiques et naturelles, le territoire de la CC Loir Lucé Bercé relève principalement de trois risques majeurs : inondations, feux de forêt et mouvement de terrain.

L'hydrographie dense du territoire l'expose à un risque important d'inondations. Les crues successives du Loir ont mis en évidence un besoin de connaissance de ce risque. Un Atlas des zones inondables a en premier lieu permis de connaître les zones les plus à risque, puis un Plan de prévention du risque inondation (PPRI Loir) y impose une maîtrise de l'urbanisation permettant de réduire les impacts. Sur les autres cours d'eau, des inondations sont possibles, mais il n'y existe pas d'atlas de zones inondables.

Le risque de feu de forêt est également très prégnant sur la CC Loir Lucé Bercé du fait de l'étendue des massifs forestiers, notamment la forêt de Bercé. Six communes sont classées en zone d'aléa fort ou moyen.

La présence de nombreuses cavités souterraines, vestiges d'anciennes exploitations de calcaire tuffeau ou manières, rend certains espaces particulièrement sensibles au risque mouvement de terrain. C'est particulièrement le cas de la commune La Chartre-sur-le-Loir, de Ruillé-Poncé--Lavenay, Vouvray-Château-d-Loir, Le Grand-Lucé qui disposent aujourd'hui de Plans de prévention du risque mouvement de terrain (PPRMT).

La nature argileuse des sols autour du Grand-Lucé et au nord de Montval-sur-Loir notamment induit un risque de retrait-gonflement des argiles, susceptibles de causer d'importants dommages au bâti. En revanche, le risque sismique est peu marqué.

La CC Loir Lucé Bercé comporte 197 Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en activité, à l'arrêt ou en construction. Parmi elles, plus de la moitié sont liées à l'activité agricole, notamment des élevages. Traversé par quelques axes routiers fréquentés (A28, RD338, RD938, RD304, RD305) et par des canalisations de transport de gaz, le territoire est également sujet à un risque diffus lié au transport de matières dangereuses.

Enjeux :

En matière de prévention et de protection face aux risques, qu'ils soient naturels ou technologiques, l'enjeu principal est toujours la sécurité des personnes et des biens. En effet, certaines catastrophes au caractère brutal, comme l'effondrement d'une cavité souterraine ou une catastrophe industrielle, peuvent directement mettre en danger les personnes exposées.

La biodiversité est aussi menacée par certains risques, comme des feux de forêt trop fréquents ou la proximité de sites industriels, libérant des substances potentiellement toxiques.

Les risques d'inondations, de mouvements de terrain (y compris le retrait-gonflement des argiles) et de feux de forêt peuvent occasionner d'important dégâts sur les biens bâtis et économiques du territoire.

La vulnérabilité de ces enjeux est exacerbée par le phénomène d'étalement urbain, augmentant leur proximité vis-à-vis des zones d'aléas. Prendre en compte les problématiques de risques dans les documents d'urbanisme est indispensable pour limiter leur impact. Dans un second temps, des mesures spécifiques à chaque aléa, fixées par des réglementations en constante amélioration, sont susceptibles d'en atténuer les effets. La prévention et l'anticipation demeurent néanmoins les meilleures armes dans la lutte face au risque.

4.2 Le PADD et l'évaluation environnementale

4.2.1 Les enjeux

> LA HIÉRARCHISATION DES ENJEUX

La définition et la hiérarchisation des enjeux a été une étape importante, car elle fonde et structure la suite du projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi). En effet, c'est notamment sur la base de ce travail qu'ont été déclinés les objectifs et les orientations d'aménagement inscrits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), pièce maîtresse du PLUi.

Afin de construire le projet le plus partagé possible avec l'ensemble des acteurs du territoire, l'identification et la hiérarchisation des enjeux a fait l'objet de temps d'échanges et de débats.

Un document intitulé l'«Atlas des enjeux» exposant une synthèse du diagnostic et reprenant tous les enjeux identifiés, a été envoyé à l'ensemble des communes.

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal - Communauté de communes Loir Lucé Bercé

PAYSAGE ET PATRIMOINE

- Beaumont-sur-Dême - Source Aura

>> Les entrées de bourgs avec une importance du végétal préservé ou planté

- Château-du-Loir - Source Aura

>> Les entrées de bourgs de communes "rurbaines" avec une importance du bâti par son implantation et son architecture

- La Chapelle-sur-Loir - Source Aura

é Les activités économiques majoritairement en entrée de bourgs.

- Eglise St-Pierre et Paul de Beaumont-sur-Dême -

- Château de Béhénard -

- Unités paysagères du territoire - Source : Atlas des paysages des Pays de la Loire

Le patrimoine sur le territoire - Source : Diagnostic territorial, Aura

>> 3 unités paysagères :

- Au nord-est, le plateau calcaire comprenant la sous unité paysagère de la forêt domaniale de Bercé et ses vallons vers le Loir.
- La Vallée du Loir et la sous-unité paysagère du Loir viticole. La vallée du Loir qui s'écoule d'est en ouest est constituée de coteaux marqués.
- Les Gâtes Tourangelles correspondant à un vaste plateau calcaire incisé par quelques vallées encaissées et la sous unité Loir viticole s'organisant autour d'un plateau céréalière très ouvert légèrement ondulé et ponctué de petits bosquets et du bâti dispersé.

CONSTATS

ATOUTS

- Une diversité paysagère participant à l'identité territoriale
- Des implantations historiques s'appuyant sur le socle naturel générant un patrimoine riche et identitaire en partie protégé (Monuments Historiques)
- Un patrimoine ordinaire omniprésent
- Des entrées de bourgs végétalisées
- Un paysage (Vallée du Loir, forêt de Bercé, etc.) et un patrimoine bâti constituant un atout touristique.

FAIBLESSES

- L'existence d'un patrimoine non protégé pouvant être dégradé par des opérations sur l'existant (réhabilitation, intégration des nouvelles technologies...)
- Des activités économiques impactant la qualité paysagère et architecturale de certaines entrées de bourgs

CE QUE DIT LE PROJET DE SCoT

Préserver les richesses paysagères et patrimoniales.

- Faire évoluer les paysages urbains dans l'esprit des lieux :

> Via une intégration des nouvelles opérations d'urbanisme et une nouvelle architecture dans les lieux afin de créer le patrimoine de demain, en revalorisant les portes d'entrées dans les villes du territoire, en améliorant la qualité paysagère des centres-bourgs et de leurs espaces, en inscrivant les extensions urbaines dans un objectif d'intégration paysagère, etc.

Favoriser la découverte des vallées et des forêts.

Promouvoir la perception des paysages.

Développer le tourisme "nature-patrimoine".

Valoriser les itinéraires de découverte et de tourisme.

Encourager l'accès à la nature, notamment au Loir et aux cours d'eau affluents.

Source : Projet de SCoT Pays Vallée du Loir, PADD provisoire, Février 2018

ENJEUX

Le maintien de la qualité et de la diversité des paysages

Le maintien et la préservation des boisements, haies et arbres isolés

La maîtrise des extensions urbaines selon les rapports de visibilité des bourgs dans les vallées

Le traitement des zones de transition entre les espaces bâtis et les espaces agricoles/naturels

La préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti

La qualité paysagère, environnementale et orientée développement durable des entrées de ville

La modification de certains périmètres de protection liés aux Monuments Historiques

Le développement touristique du territoire à travers la préservation de la qualité paysagère et architecturale notamment le long du Loir

PRIORITAIRE

FORT

MOYEN

FAIBLE

Communauté de communes Loir Lucé Bercé - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Cittanovia

SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

- Extrait de l'Atlas des enjeux -

POSITION	INTITULÉ DE L'ENJEU
9	La préservation et l'amélioration de la qualité des eaux
12	Le maintien et la préservation des boisements, haies et arbres isolés
13	Le maintien de la qualité et de la diversité des paysages
22	La maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risques et nuisances dans le respect des PPR
24	Le développement de l'utilisation des énergies renouvelables
25	La limitation de la consommation d'espace
27	La préservation des espaces naturels et de la biodiversité
28	La cohérence entre développement urbain et capacité d'assainissement
33	La limitation de l'imperméabilisation et de l'artificialisation des sols
34	L'amélioration des performances des systèmes d'assainissement individuel
39	La prise en compte des captages et de leur périmètre
40	La prise en compte des besoins en eau pour l'agriculture
41	La prise en compte des sites et sols pollués
45	L'anticipation des effets du changement climatique sur les risques
48	La préservation des zones humides
49	La prise en compte des continuités écologiques dans les projets d'aménagement
54	Le développement d'un urbanisme économe en énergie et en déplacements
55	La conciliation entre l'existence des nuisances et projets d'urbanisation (habitat, zones économiques...)
56	La prise en compte des risques
60	La qualité paysagère, environnementale et orientée développement durable des entrées de ville
61	Le développement de la filière bois énergie
65	Le maintien et le développement des espaces naturels au sein du tissu urbain
67	La conciliation entre le développement des énergies renouvelables et la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
72	La réduction du phénomène de mitage des espaces naturels et agricoles par l'urbanisation
73	L'évolution des constructions existantes pour l'amélioration de leurs performances énergétiques
76	L'insertion paysagère des bâtiments agricoles
78	L'appropriation et la mise en valeur du réseau hydrographique
80	L'intégration des énergies renouvelables (capteurs solaires, éoliennes, etc.) dans l'environnement bâti et naturel
81	La valorisation des déchets agricoles par le biais de la méthanisation
82	L'intégration paysagère des zones d'extension urbaine

84	Le maintien et la mise en valeur des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques (TVB)
85	L'intégration paysagère, environnementale et du développement durable des secteurs accueillant des activités économiques
87	Le développement d'un aménagement commercial soucieux de la qualité paysagère, environnementale et du développement durable
88	L'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques
95	Le traitement des zones de transition entre les espaces bâti et les espaces agricoles/naturels

4.2.2 Lien avec les axes du PADD

> PAYSAGE ET PATRIMOINE

Les enjeux liés au paysage et au patrimoine sont principalement relayés dans l'axe 3 du PADD dans l'objectif 3.1 « Mettre en valeur les richesses paysagères, le patrimoine naturel et bâti ». Cet objectif met ainsi en avant :

- la préservation et la mise en valeur des grands paysages à travers l'insertion paysagère des nouveaux aménagements et nouvelles constructions,
- la préservation des motifs paysagers, qu'ils soient bâtis ou paysagers,
- l'importance d'un traitement harmonieux entre espaces urbanisés et espaces agricoles/naturels.

L'enjeu sur la réduction du phénomène de mitage des espaces naturels et agricoles par l'urbanisation est, quant à lui, détaillé dans l'objectif 1.3 « Composer avec une urbanisation dispersée ».

> PATRIMOINE NATUREL

Les enjeux liés au patrimoine naturel sont principalement traités dans l'axe 3 du PADD dans l'objectif 3.1 « Mettre en valeur les richesses paysagères, le patrimoine naturel et bâti ». Cet objectif met ainsi en avant :

- la préservation des espaces naturels constituant des réservoirs de biodiversité,
- la préservation et le renforcement des corridors écologiques.

Ces enjeux sont également abordés dans l'axe 1 sur le fait de structurer le développement des centres en prenant en compte les inclusions naturelles telles que les coulées vertes, les boisements, etc.

> EAU

Les enjeux liés à l'eau sont relayés dans l'axe 2 qui met en avant dans l'objectif 2.5 « Accorder le développement avec la capacité d'accueil du territoire » la nécessaire cohérence entre l'accueil de nouvelles populations et de logements et les besoins induits en eau potable. La gestion des eaux pluviales et des eaux usées apparaît également dans cet axe.

Par ailleurs, l'axe 3 dans l'objectif 3.1 « Mettre en valeur les richesses paysagères, le patrimoine naturel et bâti » met en avant la protection des cours d'eau, des zones humides, etc.

> CLIMAT, AIR, ÉNERGIE

C'est l'axe 2 qui reprend ces enjeux dans l'objectif 2.4 « Promouvoir les bâtiments durables et les énergies renouvelables », au travers des orientations visant à limiter la consommation énergétique des logements et à développer les sources de production d'énergies renouvelables. Concernant la réduction des déplacements automobiles, cet enjeu est retrouvé de manière transversale dans les trois axes du PADD : développer le réseau de liaisons douces à différentes échelles (du quartier, du bourg, de la commune et de la communauté de communes), favoriser le co-voiturage et les transports collectifs (Axe 1).

> RISQUES ET NUISANCES

Les enjeux liés aux risques et aux nuisances sont relayés dans l'axe 2, dans l'orientation générale « Prendre en compte les risques et les nuisances ». L'objectif est de réfléchir l'aménagement du territoire en ayant la connaissance de ces risques et nuisances mais aussi de ne pas en générer de nouveaux.

4.2.3 L'analyse des incidences par orientation

Pour rappel, le PADD est organisé en trois grands axes qui sont les suivants :

Axe 1 : Renforcer le maillage du territoire et assurer une mobilité sereine pour tous

Axe 2 : Mettre en oeuvre les conditions d'un développement équilibré et durable du territoire

Axe 3 : Valoriser la qualité environnementale du territoire, support d'attractivité et de développement économique

AXE 1 : Renforcer le maillage du territoire et assurer une mobilité sereine pour tous

Cet axe est organisé autour des objectifs suivants :

- Préserver une vie de proximité de qualité
- Développer des liaisons efficaces entre les communes et vers l'extérieur
- Composer avec une urbanisation dispersée

> INCIDENCES POSITIVES

L'axe 1 pose comme objectif de préserver la vie de proximité et de conforter les centres-villes/centres-bourgs à travers le maintien et le renforcement de leur vocation résidentielle, des commerces et des équipements. Cet axe a donc globalement une incidence positive en matière de déplacements. La réduction des déplacements motorisés est également envisagée par les actions en faveur du développement du covoiturage, des transports collectifs et des cheminements doux.

Les actions en faveur de la densification et du renouvellement urbain sont bénéfiques pour la limitation de la consommation d'espace et les réseaux (canalisations, gestion des déchets, transports scolaires). Cette incidence positive est renforcée par les actions promouvant une urbanisation limitée en dehors des entités urbaines principales du territoire. Cette constructibilité limitée dans les zones agricoles et naturelles a des effets positifs sur le paysage (éviter le mitage) et les espaces naturels (préserver les continuités écologiques notamment).

Plusieurs actions sont en faveur de la préservation du patrimoine bâti et urbain ce qui participe positivement à la qualité du paysage urbain.

Une des actions est d'organiser le développement des centres en prenant en compte les inclusions naturelles telles que les coulées vertes, les boisements, etc. Cette action a des incidences positives sur le déplacement des espèces faunistiques et floristiques au sein des espaces urbanisés.

Par ailleurs, cet axe du PADD met en avant le développement des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle (transports collectifs, covoiturage, etc.), ce qui a une incidence positive indirecte sur les consommations énergétiques, les nuisances sonores, les émissions de gaz à effet de serre, etc.

> INCIDENCES NÉGATIVES

L'objectif de densification inscrit dans cet axe (au moins 40% des logements réalisés au sein des enveloppes urbaines existante) implique des besoins en foncier en extension et donc une consommation d'espace.

La mixité des usages dans les espaces urbanisés peut entraîner des incompatibilités entre habitations et activités, donc des incidences négatives en matière de risques et nuisances, notamment sonores. Cependant, le PADD prend en compte ces potentielles incidences en affichant la nécessaire compatibilité des activités avec la proximité des habitations.

La répartition des logements sur le territoire a des incidences sur les déplacements. Néanmoins, le développement de modes de transport alternatifs à la voiture devrait limiter l'augmentation des déplacements motorisés et donc les émissions de gaz à effet de serre.

AXE 2 : Mettre en oeuvre les conditions d'un développement équilibré et durable du territoire

Cet axe est organisé autour des objectifs suivants :

- Développer une offre foncière et immobilière attractive pour les entreprises,
- Développer une offre d'habitat diversifiée,
- Faciliter la mise en place d'une desserte numérique performante,
- Promouvoir les bâtiments durables et les énergies renouvelables,
- Accorder le développement avec la capacité d'accueil.

> INCIDENCES POSITIVES

A travers cet axe, le PADD cherche à concilier développement (économique, démographique...) et ressources naturelles.

Concernant le développement économique, plusieurs actions tendent à privilégier les disponibilités foncières existantes, ce qui va dans le sens de la limitation de la consommation d'espace.

Une incidence positive de cet axe est également la préservation du paysage à travers des actions visant à assurer l'insertion des nouveaux bâtiments dans le paysage.

La mise en place d'une desserte numérique performante a aussi des incidences positives sur l'environnement. En effet, à terme, les communications numériques étant facilitées, les déplacements seront réduits (moins d'émissions de gaz à effet de serre, qualité de l'air, de nuisances sonores liées au trafic, etc.).

Plusieurs actions promeuvent les bâtiments durables, la réhabilitation énergétique et les énergies renouvelables ce qui est favorable aux économies d'énergie. Privilégier les ressources énergétiques locales (filère bois, méthanisation notamment) permet aussi de développer les circuits courts (limitation des déplacements).

Par ailleurs, le PADD prévoit plusieurs actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'eau : protection des captages, gestion des eaux pluviales, amélioration des performances en termes d'épuration.

La limitation de l'imperméabilisation des sols est également inscrite dans le projet ce qui a une incidence positive sur la réduction du risque inondation.

Enfin, les actions en faveur du tri et du recyclage de la matière sont bénéfiques pour la diminution du volume de déchets à traiter.

> INCIDENCES NÉGATIVES

Le développement économique envisagé entraîne une consommation d'espace pour l'accueil de nouvelles entreprises, et une imperméabilisation des sols pouvant impacter l'écoulement des eaux. Les pièces réglementaires pourront prévoir une limitation de l'imperméabilisation et la mise en oeuvre de solutions techniques afin de limiter les modifications de l'écoulement naturel des eaux. La création d'une nouvelle zone d'activités à proximité de l'échangeur pourrait altérer des milieux naturels. Les incidences environnementales devront faire l'objet d'une analyse approfondie lors du montage du projet.

Les nouvelles entreprises peuvent également générer des nuisances ou des pollutions supplémentaires (rejets eaux usées par exemple), et présenter des risques. Cependant, le projet prévoit que ces activités soient localisées dans des zones dédiées, éloignées des secteurs résidentiels.

L'augmentation de la population entraîne nécessairement une consommation des ressources en eau et en énergie, et engendre des besoins et des nuisances (assainissement, déchets, émissions de polluants de l'air avec le trafic routier...). Néanmoins, le projet prévoit que le développement se réalise au regard des ressources (amélioration des performances en termes d'assainissement), et permet d'éviter une augmentation des volumes de déchets à travers la facilitation pour le tri sélectif.

Le développement des énergies renouvelables peut avoir des incidences sur le paysage. Le PADD précise qu'une attention particulière sera portée à leur bonne insertion dans l'environnement paysager et bâti. Les nuisances éventuelles générées par certains systèmes de production d'énergies renouvelables (sonores, olfactives...) devront être prises en compte lors des choix de localisation de ces installations au moment de l'élaboration du règlement graphique.

AXE 3 : Valoriser la qualité environnementale du territoire, support d'attractivité et de développement économique

Cet axe est organisé autour des objectifs suivants :

- Mettre en valeur les richesses paysagères, le patrimoine naturel et bâti,
- Organiser la découverte touristique du territoire,
- Faire de l'activité agricole un secteur pérenne et soutenir son rôle d'aménageur.

> INCIDENCES POSITIVES

Cet axe promeut globalement la préservation des paysages et des espaces naturels, ce qui a une incidence positive sur leur qualité.

La mise en avant des déplacements doux et de l'accessibilité des sites d'intérêt, a des incidences positives sur la diminution des déplacements motorisés.

Par ailleurs, cet axe a pour objectif de maintenir l'activité agricole sur le territoire et de permettre son développement,

ce qui assure le maintien du bocage et des paysages (qui sont entretenus par les exploitants agricoles).
 La volonté de la collectivité de développer les circuits courts (exemple : vente directe chez l'exploitant) participe à la limitation des déplacements, et donc à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques.
 Le changement de destination est permis pour les bâtiments d'intérêt patrimonial ce qui permet de préserver et de valoriser le patrimoine bâti ancien.

> INCIDENCES NÉGATIVES

Le développement du tourisme sur le territoire et affiché très clairement dans le PADD peut impacter la biodiversité (accueil de visiteurs générant des besoins en matière de gestion des eaux usées par exemple). Néanmoins, le PADD fixe des conditions à ce développement visant à limiter les incidences. Il s'agit de développer un tourisme vert et donc directement en lien avec les ressources naturelles du territoire.
 La création de nouveaux bâtiments et de structures touristiques au sein des zones Agricoles et Naturelles peut avoir des incidences négatives sur le paysage. Néanmoins, la condition d'une bonne intégration paysagère est précisée dans les actions.
 La mise en oeuvre de densités plus élevées dans les futures opérations peut avoir des incidences sur l'imperméabilisation des sols. Cependant, elle permet de réduire la consommation d'espace et une des actions de l'axe 2 est de trouver des solutions pour la limiter.
 L'activité agricole génère également des besoins en eau importants.

4.2.3 Synthèse et conclusion

Le tableau suivant synthétise l'ensemble des incidences, positives ou négatives, du PADD.

THÈME	AXE 1	AXE 2	AXE 3
Consommation d'espace	+	-	NC
Paysage	++	-/+	++
Patrimoine bâti	++	NC	++
Patrimoine naturel	++	NC	++
Eau	NC	-/+	-/+
Assainissement	NC	-/+	-/+
Déchets	NC	-/+	-/+
Risques	NC	-	NC
Nuisances	-/+	-/+	NC
Energie	-/+	+	+
Air	+	+	+

Les actions inscrites dans le PADD ont globalement des incidences positives sur l'environnement. En effet, si les trois axes présentent des incidences négatives sur l'environnement, ces incidences sont compensées par des actions.

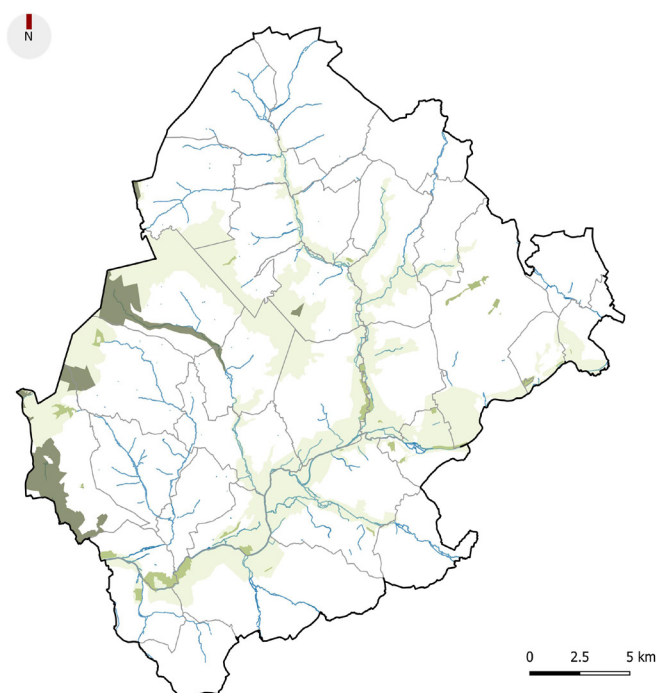
Les principales incidences négatives sont liées au développement du territoire. Ainsi, l'accueil de nouveaux habitants et le développement économique engendrent une consommation d'espaces et en ressources et peut conduire à l'apparition de nouvelles nuisances (déchets, sonores, assainissement...) qu'il est nécessaire d'anticiper à travers des actions d'économies de la ressource en eau ou via le positionnement de certaines activités présentant un risque par exemple. Il est, cependant, important de noter les efforts de densification qui permettent de limiter la consommation d'espace et également l'objectif d'une constructibilité limitée en dehors des principales entités urbaines. Ce projet d'urbanisation est favorable aux économies d'énergie, à la limitation des déplacements et à la réduction des réseaux. Le développement souhaité en matière de déplacements et de développement des énergies renouvelables va également dans ce sens.

Le bilan du PADD est très positif sur les thématiques paysage, patrimoine bâti et patrimoine naturel avec de nombreuses actions promouvant la bonne insertion paysagère des futurs aménagements et constructions, la préservation des espaces naturels et leur valorisation et les actions facilitant les opérations de réhabilitation du bâti ancien.

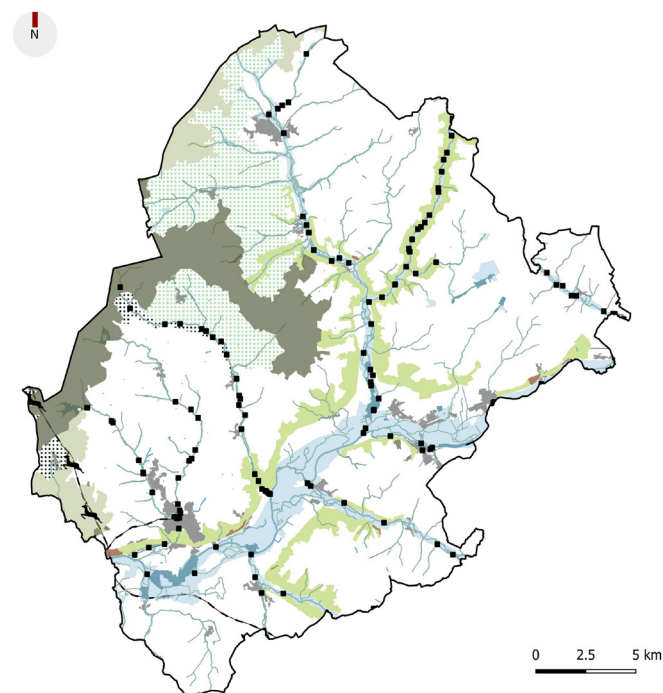
4.3 Le règlement et l'évaluation environnementale

La phase diagnostic a permis d'identifier les forces et faiblesses du territoire et ses enjeux pour, dans un second temps, définir les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Lors de la phase réglementaire, il a s'agit de traduire le PADD à travers le règlement écrit et graphique ainsi que dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Ces outils ont tous été mis en place via une méthodologie plaçant la thématique environnementale au centre.

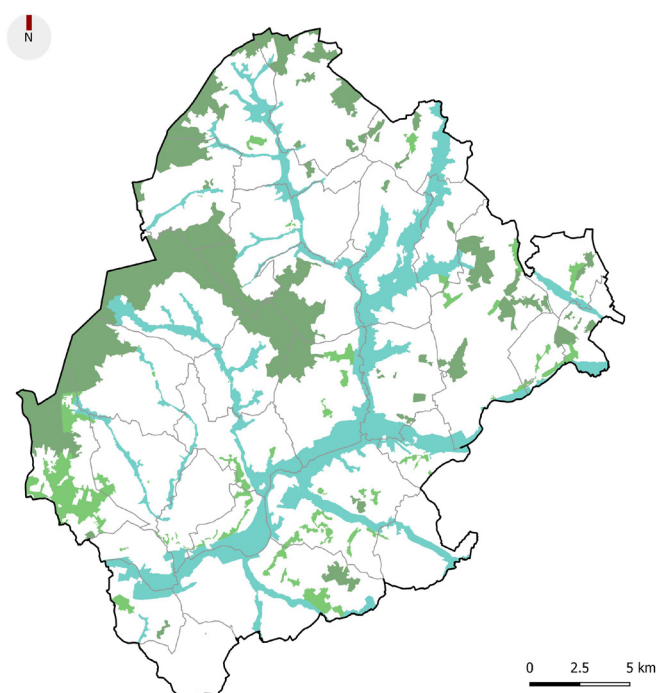
4.3.1 La mise en relation des espaces revêtant d'une importance particulière et la délimitation de la zone N



- Zone Natura 2000
- ZNIEFF de type I
- ZNIEFF de type II
- Réseau hydrographique



- Trame Verte et Bleue (TVB) du SCot Pays Vallée du Loir -



- Zone Naturelle et forestière (N)
- Espaces naturels boisés (Nf)
- Secteurs de vallées (Nv)

La délimitation des différentes zones naturelles dans le PLUi s'est appuyée sur les espaces revêtant d'une importance particulière pour l'environnement. Ce zonage permet également de traduire la Trame Verte et Bleue du territoire couvrant ces espaces d'intérêt. (ZNIEFF notamment). Différentes zones naturelles ont été déterminées en fonction de la caractéristique des milieux (forêts, vallées, bocage, etc.) afin d'y associer des règles adaptées dans le règlement écrit (cf partie dédiée à la zone N dans le rapport de justifications). En complément, des prescriptions graphique (haies, bois, arbres à préserver, etc.) ont été affichées à l'échelle intercommunale afin d'affiner la protection d'espaces à intérêt et notamment les liens entre ces différents espaces (corridors).

4.3.2 La délimitation des zones à urbaniser à vocation principale d'habitat

Le travail d'identification des secteurs les plus pertinents a été ciblé sur les pourtours des principales entités urbaines, aucune extension n'étant prévue dans les hameaux. Dans un premier temps, tous les espaces, pouvant potentiellement constituer un secteur de projet en extension, mais étant concernés par des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) limitant strictement la constructibilité, par des prescriptions liées aux nuisances ou par la présence de réservoirs de biodiversité, ont été automatiquement retirés de l'analyse.

Dans un second temps, afin d'accompagner les élus dans la démarche, les espaces pouvant potentiellement devenir des secteurs de projet en extension ont été analysés au regard d'un certain nombre de critères ; non hiérarchisés, ces derniers constituent un outil d'aide à la décision dans les choix d'aménagement. Les critères ont traités des thématiques suivantes : l'environnement urbain, l'accessibilité, les réseaux, l'activité agricole, le paysage et l'environnement naturel. Afin d'avoir l'analyse la plus exhaustive possible, les structures et services compétents pour chacune des thématiques ont été concertées :

- le bureau d'études Cittànova pour le volet « Environnement urbain », « Accessibilité » et « Paysage et environnement naturel »
- la Chambre d'Agriculture pour le volet « Activité agricole »,
- le bureau d'études Hydroconcept concernant sur les zones humides
- les services de Loir-Lucé-Bercé et des communes notamment pour les critères relatifs aux réseaux

Enfin, une synthèse de l'ensemble des analyses a été réalisée et portée à la connaissance des élus. Elle a été présentée sous la forme suivante :



- Exemple de la synthèse de l'analyse des sites de projet en extension potentiels à Ruillé-sur-Loir -

La présentation complète de la méthodologie est à retrouver dans la partie dédiée aux zones à urbaniser dans le rapport de justifications.

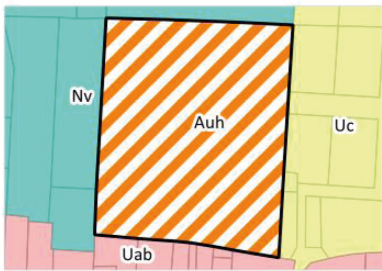

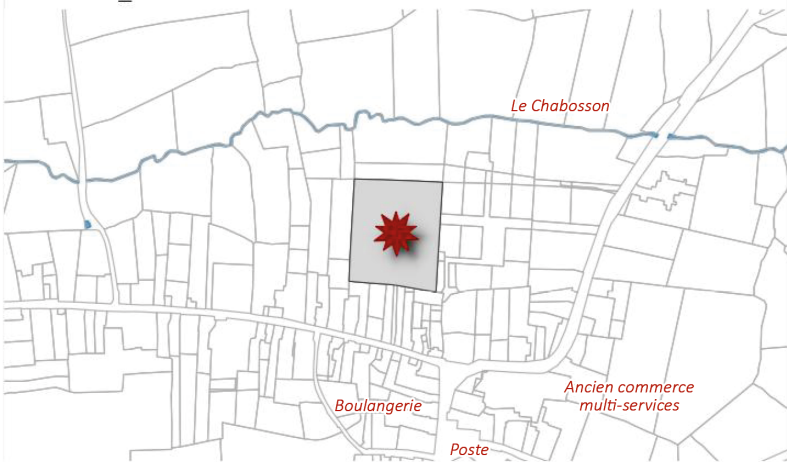
4.3.3 Les Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP)

Les OAP sont obligatoires pour chaque site correspondant à une zone à urbaniser. L'intercommunalité a fait le choix, en compatibilité avec le SCoT, d'également soumettre à OAP chaque secteur d'une surface de plus de 5 000m² situé dans l'enveloppe urbaine.

Pour chaque OAP sectorielle, un diagnostic détaillé a été rédigé afin de décrire l'environnement urbain, naturel et paysager et d'y associer des orientations adaptées dans la partie dédiée à la programmation. Par exemple, si le diagnostic relève la présence d'une haie, celle-ci est indiquée comme à conserver lors de la phase programmatique.


_Site et Situation

Commune : Pruillé-l'Éguillé
Polarité : Pôle rural
Site : PRU_1E - Surface : 0.8 ha



Le site est un espace en extension au nord du bourg de Pruillé-L'Éguillé. Il est accessible depuis la résidence des Coemonts à l'Est et depuis une liaison douce donnant sur la rue René Salmon.

_Environnement urbain, naturel et paysager



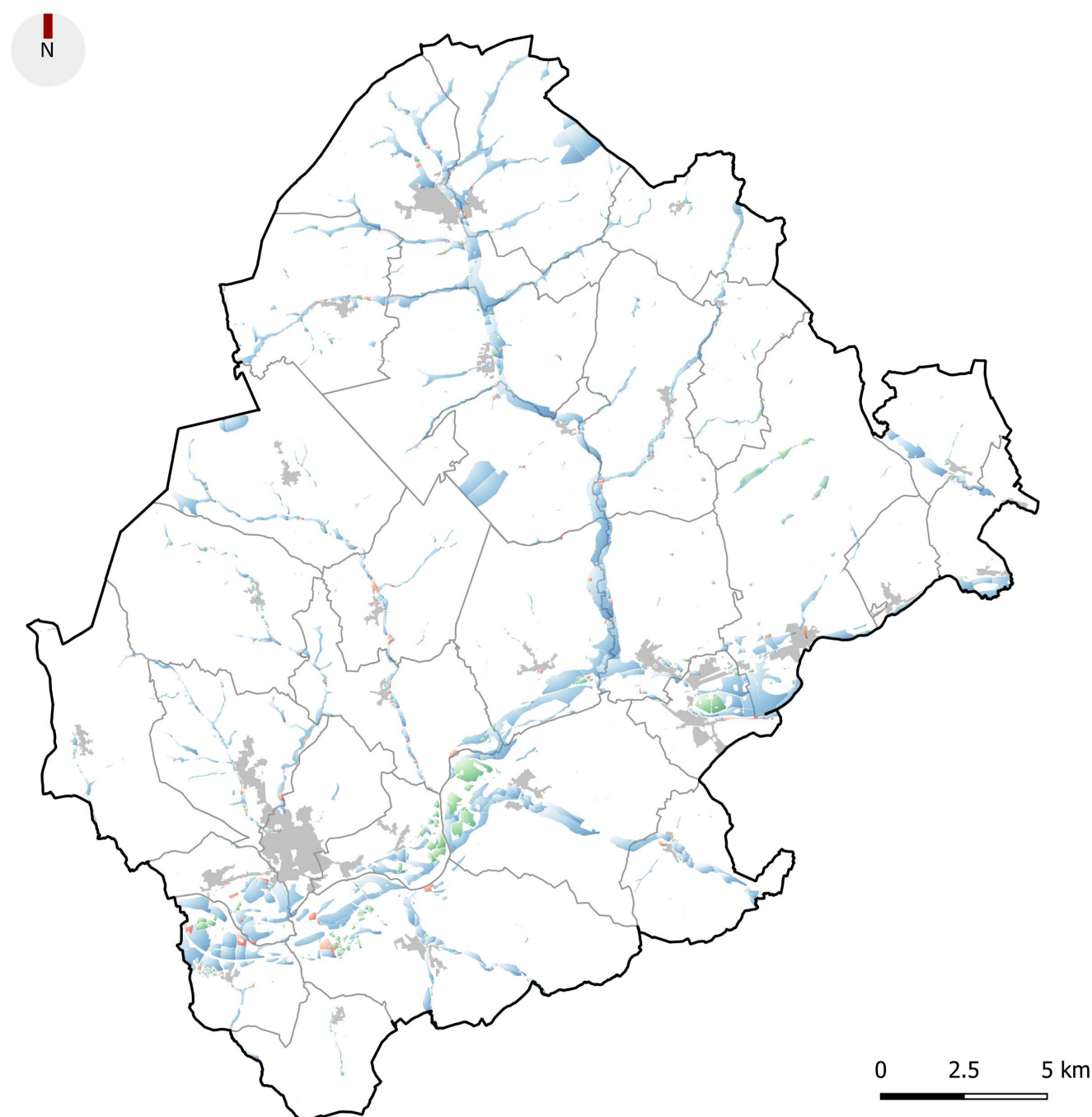
Le secteur de projet a la particularité de s'insérer entre deux tissus urbains différents ; au Sud, le long de la rue René Salmon, est retrouvé un tissu ancien caractérisé par des implantations à l'alignement et en limites séparatives cadrant l'espace rue (densité : env. 15 logements/hectare) tandis que la partie Est du site jouxte une opération d'habitat récente, de type pavillonnaire avec des constructions implantées en milieu de parcelle (densité : env. 12 logements/hectare). Une amorce de voirie existe depuis ce quartier.

Le site bénéficie d'une proximité immédiate avec les services et équipements concentrés dans le centre-bourg (env. 200 mètres).


Le site, dont la commune est propriétaire, est actuellement mise à disposition pour entretien et il est parfois occupé par des chevaux.


Des arbres marquent les limites Ouest et Sud (avec des espaces jardinés).

- Exemple de diagnostic de secteur d'OAP de la commune de Pruillé-l'Éguillé -



Les zones humides

 Zone humide : zone humide de l'inventaire vérifiée sur le terrain par la réalisation de sondages pédologiques ou d'étude de la végétation

 Zone non humide : plan d'eau et mare

 Zone non prospectée : zone humide potentielle mais non vérifiée sur le terrain en raison d'un défaut d'accès

Le PLUi retranscrit en prescription graphique le relevé des zones humides effectué par le bureau d'études spécialisé Hydroconcept (méthodologie et résultat détaillés en annexe du diagnostic).

Via la mobilisation de cet outil dans le PLUi, les zones humides sont de fait protégées, ce que vient préciser le règlement écrit. C'est donc le principe **d'éviter** qui est appliqué concernant les zones humides. En effet, sans considération des zones (U, A, N, Au) du PLUi, c'est les règles liées à la prescription graphique pour les zones humides apparaissant sur le règlement graphique qui l'emporteront. Ainsi, sur des secteurs de projets concernés, des études complémentaires seront réalisées au titre du dossier loi sur l'eau, le principe « éviter, réduire, compenser » y sera appliqué en vue d'adapter les projets de sorte que l'impact sur les zones humides soit nul ou extrêmement limité et, le cas échéant, des mesures compensatoires seront prises conformément aux dispositions du SAGE et du SDAGE.

PARTIE B

Les incidences de la mise en oeuvre du PLUi
sur l'environnement et les mesures envisagées
pour éviter, réduire et compenser

1

EN MATIÈRE DE CONSOMMATION D'ESPACE

La consommation d'espaces pour le maintien et l'accueil de nouveaux habitants

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Le projet de PLUi affiche la volonté des élus d'accueillir de nouveaux habitants notamment en créant de nouveaux logements, équipements et en accueillant de nouvelles entreprises. Cette volonté entraînera une certaine consommation d'espaces. Les parcelles concernées ont le plus souvent une vocation agricole car le projet de PLUi a évité de projeter son développement sur des parcelles à fort enjeux en termes de biodiversité. Les espaces agricoles à fort potentiel ont également été évités (cf partie suivante). Le projet a cherché à modérer son impact sur les terres agricoles et les sites d'exploitation en activité.

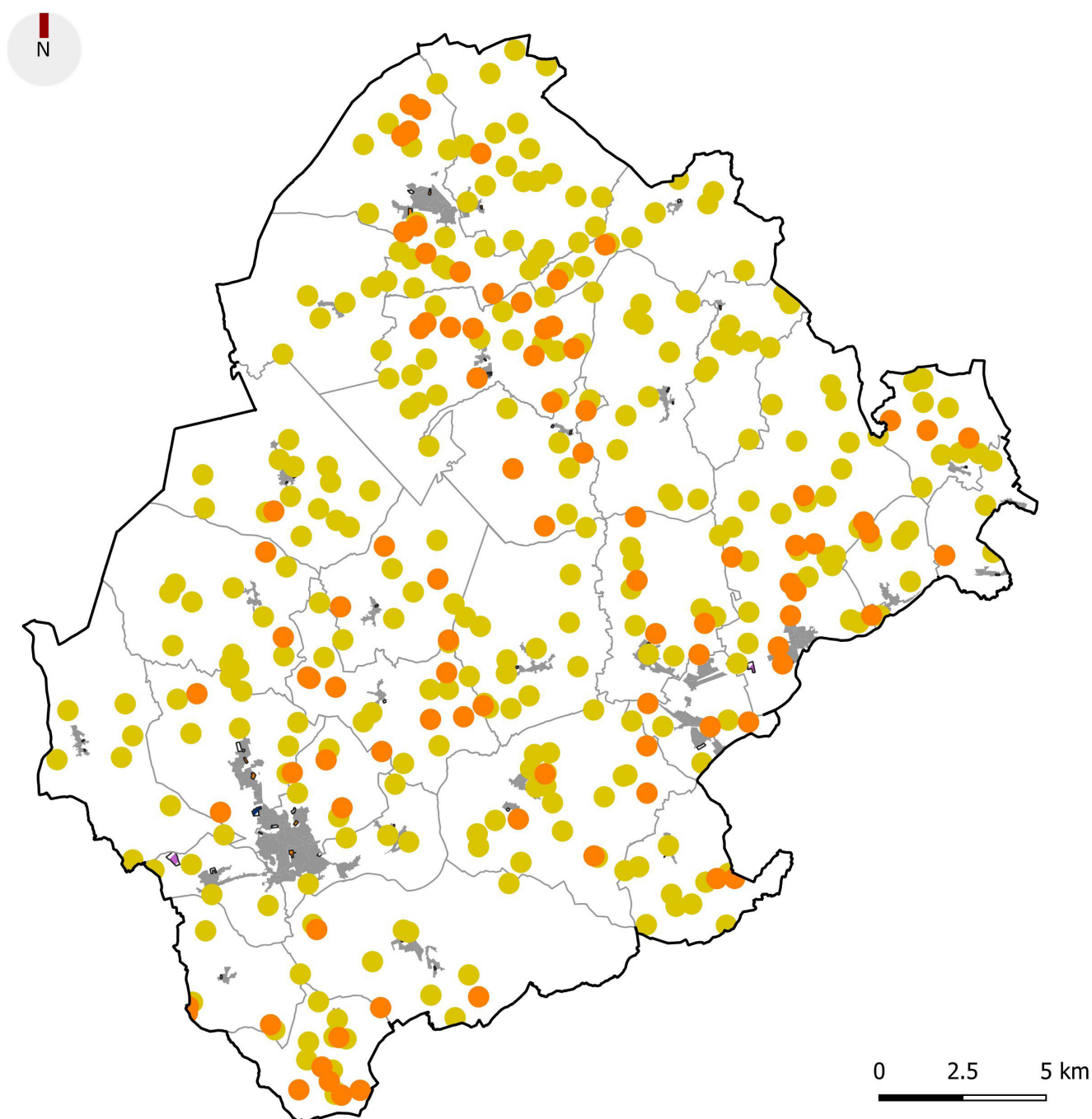
PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter la consommation d'espaces, notamment agricoles :

- Le projet de PLUi affiche une réelle réduction des zones d'extensions urbaines par rapport aux document d'urbanisme actuels : les zones d'extensions urbaines projetées font une surface de 58 ha (29 ha pour l'habitat, 6,6 ha pour l'équipement et 22,8 pour l'économie) alors que les documents d'urbanisme actuels projettent 422 ha de zones à urbaniser (sans compter les 6 communes actuellement soumises au RNU). La réduction par rapport aux dix dernières années est également notable car, pour les mêmes vocations, 117 ha ont été consommées, soit une réduction d'environ 50% (cf partie dédiée dans le rapport de justifications). Par ailleurs, les OAP, imposent de préserver ou végétaliser les franges agricoles afin de limiter les conflits d'usage et l'exposition de la population aux produits phytosanitaires.

- Le fait de ne pas entraver le développement de sites agricoles en activités a été un des critères de localisation des zones d'extensions urbaines (cf partie dédiée dans le rapport de justifications). Aucun site d'exploitation identifié par le diagnostic agricole ne se trouve à moins de 100m d'une zone d'extension (cf carte page suivante). Une zone agricole (A) a été créée et permet le développement de l'activité agricole. Une zone agricole dédiée aux secteurs à fort potentiel de production viticole et à enjeux paysagers a également été créée afin de limiter la consommation d'espaces, même agricole, sur ces secteurs (cf partie suivante). De plus, la délimitation des zones à urbaniser permet d'éviter l'enclavement des parcelles agricoles et à chercher, tant que possible, à s'insérer sur des espaces non utilisés par l'agriculture et insérés dans la tâche urbaine.



Diagnostic agricole

- Tampon de 100m autour des "sites principaux"
- Tampon de 100m autour des "sites secondaires"

Zones à urbaniser

- ▨ Auh : Zones à urbaniser à vocation habitat
- ▨ Auz : Zones à urbaniser à vocation économique
- ▨ Aue : Zones à urbaniser à vocation équipement

La consommation d'espaces sur des terres à fort potentiel viticole

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Ces dernières années plusieurs constructions ont été érigées sur des terres identifiées AOC par l'INAO. D'ailleurs, les documents d'urbanisme actuels des communes de Montval-sur-Loir, Dissay-sous-Courcillon, Marçon, La Chartre-sur-Loir et Chahaignes affichent des secteurs d'extension urbaine de taille conséquente sur des parcelles AOC. L'activité agricole elle-même est venue consommée sur ces terres à potentiel. En effet, la consommation d'espace engendrée par l'agriculture est d'environ 23 ha sur les dix dernières années à l'échelle du territoire.

Le projet de PLUi, en cohérence avec la Chartre Agriculture et Urbanisme de la Sarthe, vise à limiter son impact sur ces terres à fort potentiel de production viticole et à enjeux paysagers.

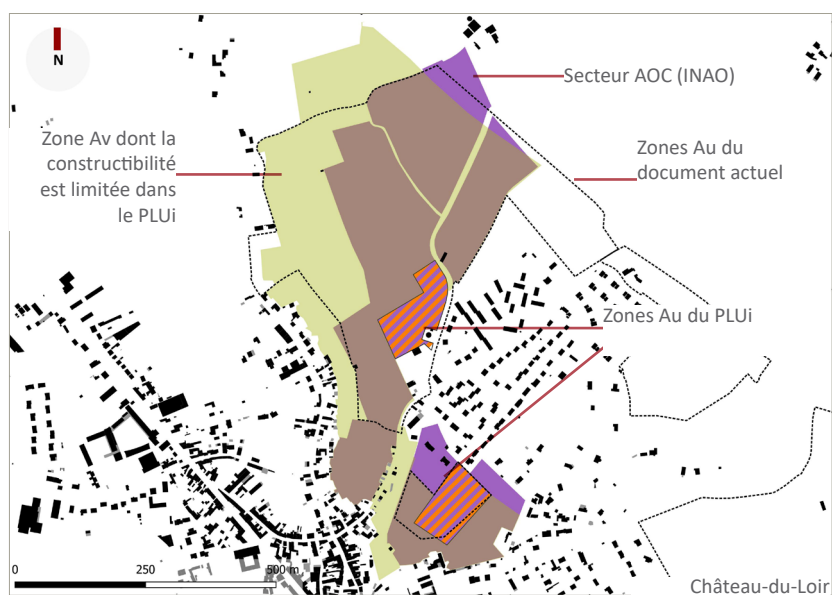
PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

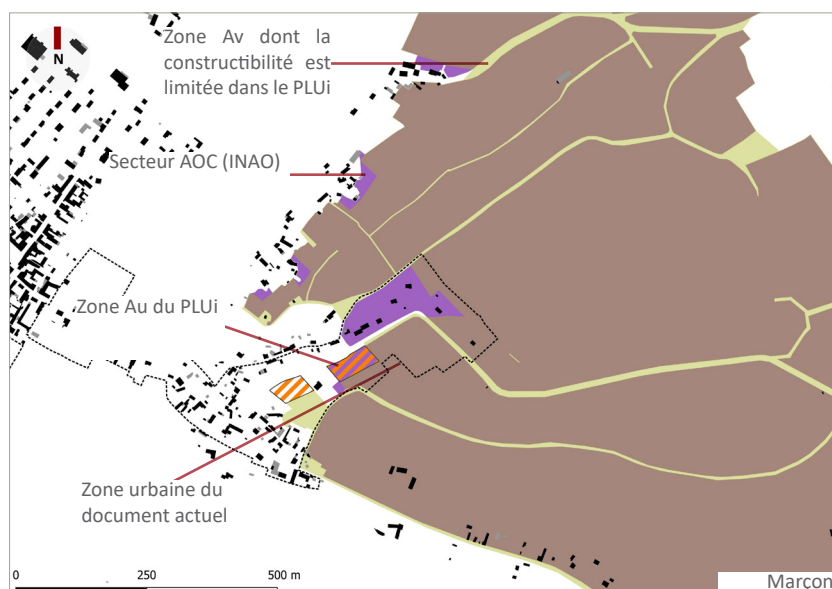
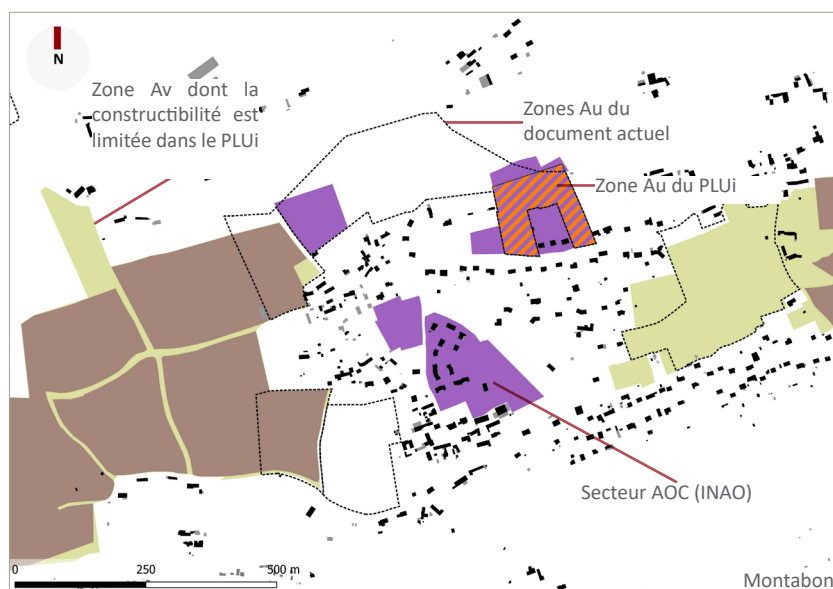
Plusieurs actions permettent de contribuer à la préservation des terres à fort potentiel viticole :

- Éviter de localiser les zones d'extension urbaine du PLUi sur les parcelles identifiées AOC. En ce sens, seules les communes de Montval-sur-Loir et Marçon disposent de zones à urbaniser sur ces secteurs (cf page suivante). À noter que les zones à urbaniser concernées sont d'une superficie très inférieure à celle des documents d'urbanisme actuels. En termes de consommation de ces espaces, le PLUi a donc un impact positif au vu des documents existants.

- Créer un secteur agricole protégé (Av) en s'appuyant sur le découpage AOC mais aussi sur les secteurs à enjeux (enclaves, entrées de bourgs, espaces interstitiels avec un espace naturel, etc.). Dans ce secteur, l'artificialisation des sols est limitée y compris pour l'activité agricole afin de préserver ces terres (cf partie dédiée au secteur Av dans le rapport de justifications). C'est le PLUi qui permet d'afficher un secteur agricole protégé à une échelle intercommunale.



Le principe d'éviter n'a pu être appliqué pour ces zones d'extension urbaine à vocation habitat en raison de contraintes importantes (cf partie dédiée aux zones 1Auh dans le rapport de justifications). Toutefois, le PLUi a une incidence positive au vu des documents d'urbanisme actuels car il diminue nettement les surfaces octroyées à l'extension urbaine sur ces secteurs et il protège le reste des espaces d'appellation et à enjeux de par la mise en place du secteur Av. De plus, ces secteurs enclavés, et présentant du relief, sont difficilement exploitables par l'agriculture.



Le principe d'éviter n'a pu être appliqué pour l'une des zones d'extension urbaines de Marçon au vu des contraintes du centre-bourg et d'un large secteur AOC à l'Est du celui-ci (cf partie dédiée aux zones 1Auh dans le rapport de justifications). Toutefois, le document d'urbanisme actuel affiche une large zone urbaine à l'Est du centre-bourg comprenant des espaces d'appellation et les zones à urbaniser projetées dans le PLUi. En ce sens, le PLUi limite l'impact sur les zones AOC au vu des documents antérieurs et met en place un secteur agricole protégé. De plus, ce petit secteur enclavé et présentant du relief est difficilement exploitable par l'agriculture.

L'altération de la trame noire

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Le projet de PLUi prévoit des zones d'extensions urbaines pouvant entacher la trame noire et participer à la pollution lumineuse.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter cet impact :

- Limiter le nombre d'hameaux densifiables à 20 via l'utilisation de l'outil STECAL et ne permettre aucune extension de ces hameaux
- Le projet de PLUi affiche une réelle réduction des zones d'extensions urbaines par rapport aux document d'urbanisme actuels : les zones d'extensions urbaines projetées font une surface de 58 ha (29 ha pour l'habitat, 6,6 ha pour l'équipement et 22,8 pour l'économie) alors que les documents d'urbanisme actuels projettent 422 ha de zones à urbaniser (sans compter les 6 communes actuellement soumises au RNU). La réduction par rapport aux dix dernières années est également notable car, pour les mêmes vocations, 117 ha ont été consommées, soit une réduction d'environ 50% (cf partie dédié dans le rapport de justifications).
- Inscrire des exigences en matière d'éclairage dans le règlement écrit : «L'éclairage public et les opérations d'aménagements d'ensemble devront répondre aux exigences suivantes : une orientation de la lumière vers le sol et une température de couleur des lampes inférieure à 2400K pour les implantations à moins de 50m des zones A et N et à l'intérieur de ces zones»

2

EN MATIÈRE DE BIODIVERSITÉ

L'altération de la trame verte (réservoirs)

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Actuellement neuf communes sont soumises au règlement national de l'urbanisme (RNU) et disposent d'aucunes prescriptions graphiques traduisant la Trame Verte et Bleue (TVB). La traduction de la TVB n'a jamais été effectuée à l'échelle intercommunale fine et cohérente.

Le projet de PLUi a intégré comme enjeu la traduction de la TVB du PETR Vallée du Loir à l'échelle de Loir-Lucé-Bercé. Cette TVB englobe les zones revêtant d'une importance particulière pour l'environnement (ZNIEFF et Natura 2000).

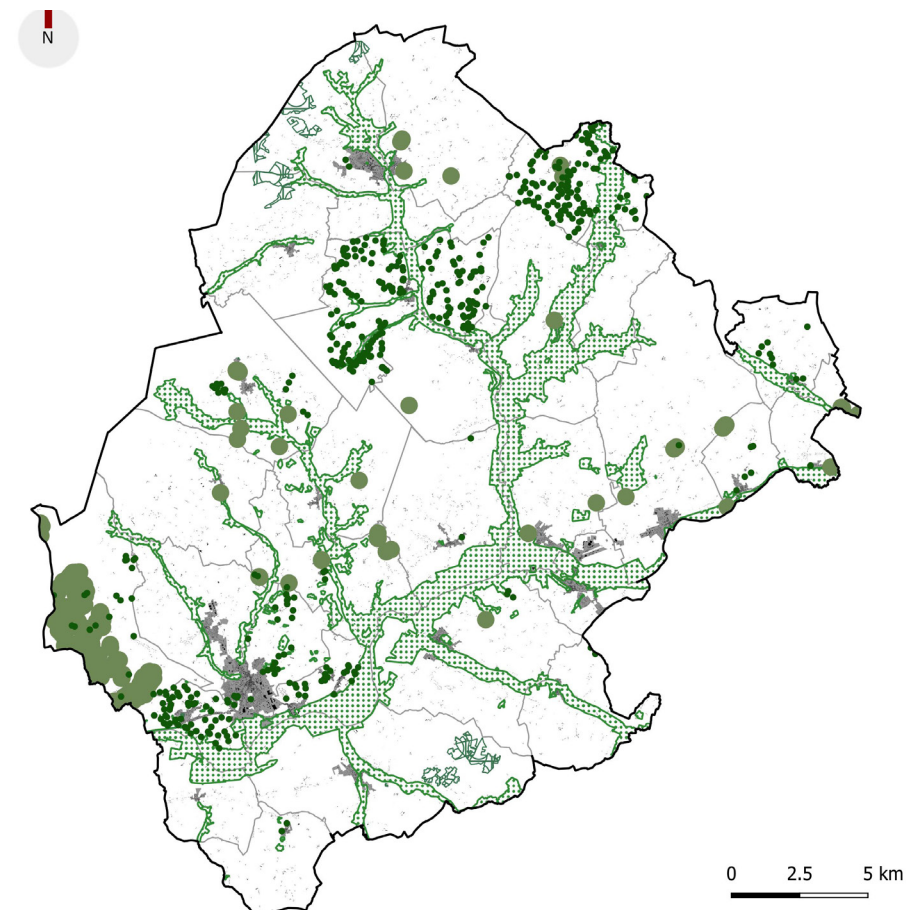
PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de contribuer à la préservation de la trame verte :

- L'absence de réservoirs identifiés par la TVB au sein des secteurs à urbaniser (exceptions à la marge présentées ci-après)
- La mise en place de motifs végétaux à créer et préserver à travers les OAP
- L'obligation de végétaliser les lisières en contact avec un espace agricole ou naturel dans les OAP
- La mise en place de prescriptions graphiques : espaces boisés classé, secteurs ou linéaire de haies à préserver, identification d'arbres isolés, etc.

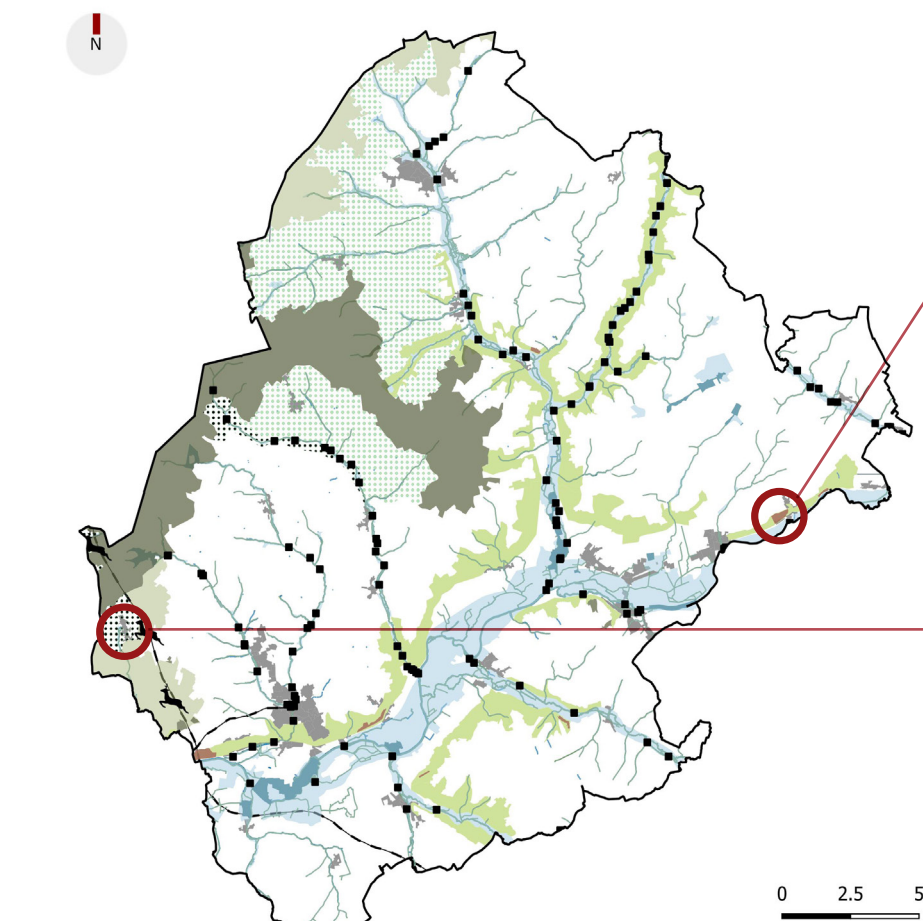
Les prescriptions graphiques de haies, arbres, bois à conserver permettent de préserver la trame verte.



Les prescriptions graphiques (haies, bois, arbres à préserver)

La zone à urbaniser à vocation principale habitat de Poncé-sur-le-Loir est située à la marge d'un réservoir «pelouse». Cette commune est actuellement soumise au RNU. Le PLUi permet donc de limiter l'extension urbaine sur ce secteur. Cette zone à urbaniser à long terme (2AU), ne pourra être urbanisée qu'à travers une procédure d'évolution du PLUi.

Zones à urbaniser à vocation principale habitat situées dans un réservoir «bocage». L'ensemble du bourg de Lavernat est situé dans cette trame. Certaines zones à urbaniser sont classées en zone urbaine dans le document d'urbanisme actuel. Ainsi, sur ces zones le principe éviter n'a pu être appliqué mais le PLUi ne renforce pas l'effet prévisible. Il l'amointri en termes de surfaces et via la mise en place d'OAP.



Zones à urbaniser et TVB

L'altération de la trame bleue (réservoirs)

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Actuellement neuf communes sont soumises au règlement national de l'urbanisme (RNU) et disposent d'aucunes prescriptions graphiques traduisant la Trame Verte et Bleue (TVB). La traduction de la TVB n'a jamais été effectuée à l'échelle intercommunale fine et cohérente.

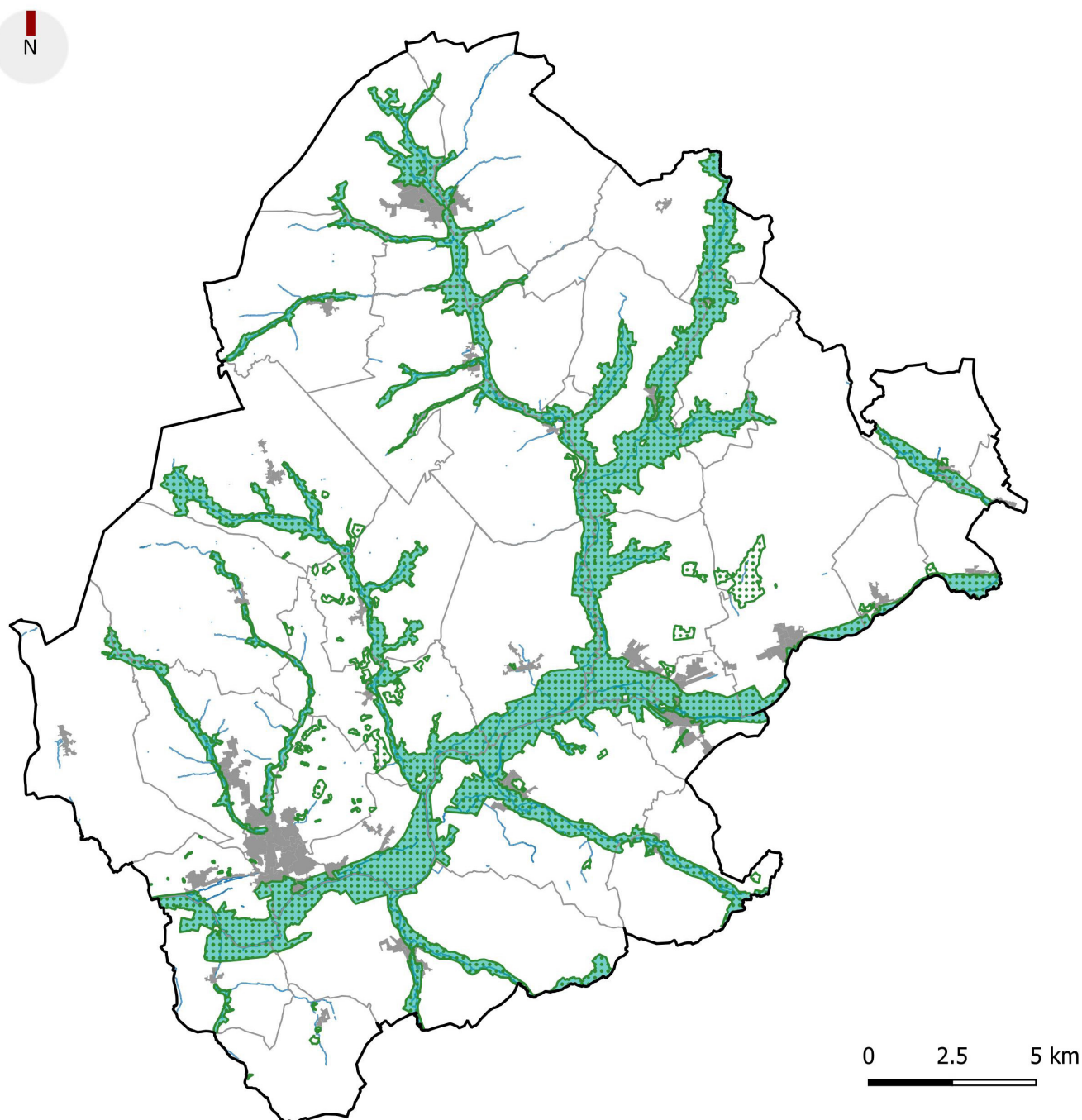
Le projet de PLUi a intégré comme enjeu la traduction de la TVB du PETR Vallée du Loir à l'échelle de Loir-Lucé-Bercé. Cette TVB englobe les zones revêtant d'une importance particulière pour l'environnement (ZNIEFF et Natura 2000).

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de contribuer à la préservation de la trame bleue :

- L'absence de réservoirs humides identifiés par la TVB au sein des secteurs à urbaniser
- La mise en place d'un zonage naturel de vallées (Nv) permettant de limiter les occupations du sol autorisées et de secteurs de haies à préserver sur ces espaces
- La mise en place de motifs végétaux à créer et préserver à travers les OAP
- L'obligation de végétaliser les lisières en contact avec un espace agricole ou naturel dans les OAP
- La mise en place d'espaces verts afin de répondre aux espaces naturels dans certaines OAP
- Dans les zones Agricoles, Naturelles et forestières, les constructions et aménagements conduisant à une artificialisation du sol devront respecter un recul de 10 mètres par rapport aux cours d'eau identifiés sur le document graphique
- Le relevé des zones humides traduit en prescription graphique dans le PLUi



Le secteur Nv et de haies à protéger (prescription) correspondant aux vallées

L'altération des continuités écologiques et de la mobilité des espèces (corridors)

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

La présence urbaine et les phénomènes d'extensions de la tâche urbaine constituent des tendances de fragmentation des corridors écologiques ou des espaces de libres déplacement.

Actuellement neuf communes sont soumises au règlement national de l'urbanisme (RNU) et disposent d'aucunes prescriptions graphiques traduisant la Trame Verte et Bleue (TVB). La traduction de la TVB n'a jamais été effectuée à l'échelle intercommunale fine et cohérente.

Le projet de PLUi a intégré comme enjeu la traduction de la TVB du PETR Vallée du Loir à l'échelle de Loir-Lucé-Bercé. Cette TVB englobe les zones revêtant d'une importance particulière pour l'environnement (ZNIEFF et Natura 2000).

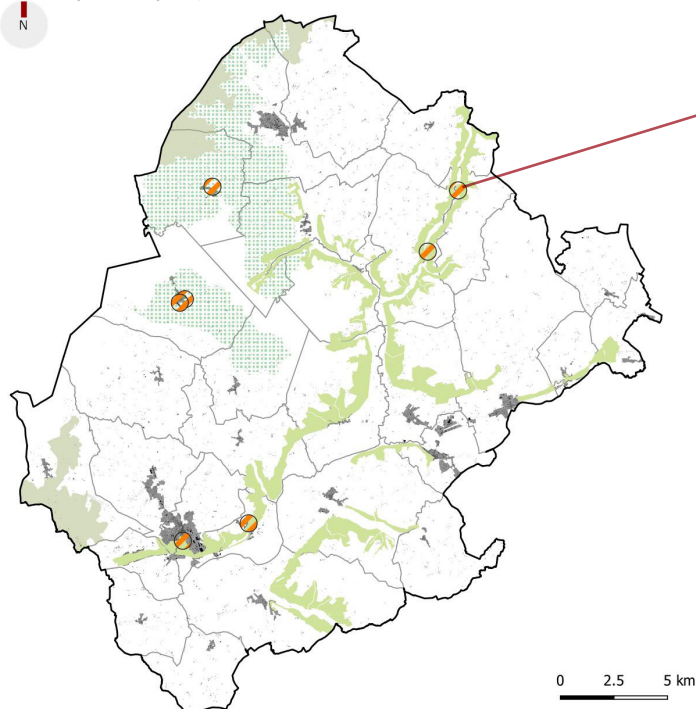
PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

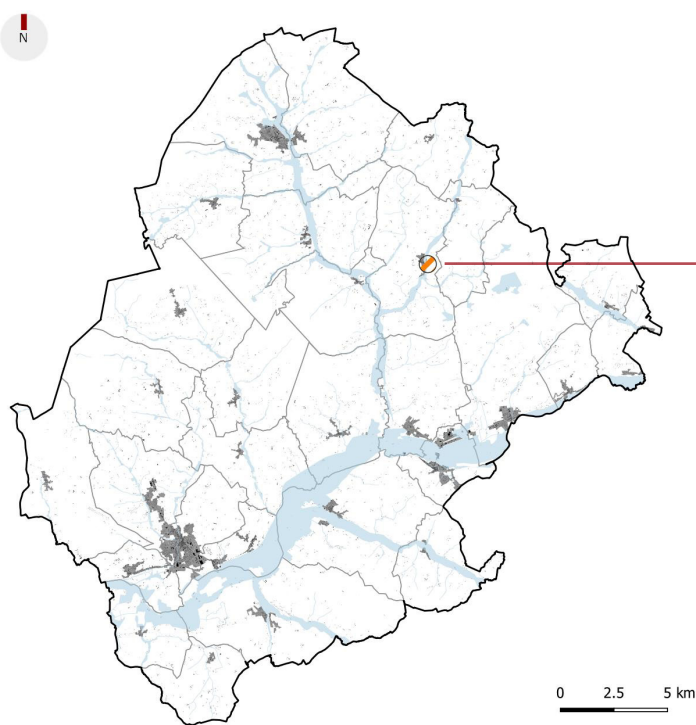
Plusieurs actions permettent de contribuer à la préservation des continuités écologiques :

- Diminuer la superficie des zones à urbaniser par rapport aux documents d'urbanisme actuels. Les zones d'extensions urbaines projetées font une surface de 58 ha alors que les documents d'urbanisme actuels projettent 422 ha de zones à urbaniser (sans compter les 6 communes actuellement soumises au RNU)
- Permettre uniquement la mise en place d'extensions urbaines à vocation habitat dans les entités urbaines principales et limiter à 20 le nombre de hameaux densifiables (utilisation de l'outil de STECAL)
- Le règlement écrit des zones Uc (pavillonnaire), Ue (équipement), Uz (économie), Auh (extension habitat), AUe (extension équipement), et Auz (extension économie) prévoit de d'éviter l'imperméabilisation de ces secteurs. La règle indique que « Les constructions nouvelles devront justifier d'un minimum de 30% de surfaces perméables par rapport à la surface du terrain d'assiette de la construction »
- Établir un zonage naturel en cohérence avec la Trame Verte et Bleue afin de limiter les occupations du sol autorisées et la mise en place de prescriptions graphiques : espaces boisés classés, secteurs ou linéaire de haies à préserver, identification d'arbres isolés, sources ou mares à préserver
- L'obligation de végétaliser les lisières en contact avec un espace agricole ou naturel dans les OAP et la mise en place de motifs végétaux à préserver ou planter, d'espaces verts et/ou perméables à créer ou conserver. Le règlement écrit distingue les clôtures en contact avec un espace agricole et naturel afin d'y imposer des grilles de mailles lâches favorisant le passage de la petite faune

Concernant les zones à urbaniser affichées dans le PLUi, le principe «éviter» a toujours été privilégié concernant les réservoirs de biodiversité et les corridors identifiés par la Trame Verte et Bleue (TVB) du SCoT. Cette TVB a été affinée dans le règlement graphique du PLUi à travers un zonage adapté et la mise en place de prescriptions graphiques. Pour certains secteurs d'extension, le principe d'évitement n'a pu être appliqué concernant des corridors englobant les groupements bâtis principaux. A noter que les zones à urbaniser concernées s'insèrent dans la tache urbaine et ne constituent pas de développement linéaire ad hoc. La forme urbaine des zones d'extensions et leur compacité et un premier moyen permettant de limiter l'impact de ces zones. D'autres moyens visant à réduire l'impact sont inscrits dans les OAP notamment (cf exemples ci-après).



Zones à urbaniser à vocation habitat situées en corridor vert (boisement, pelouse et bocage) (TVB)



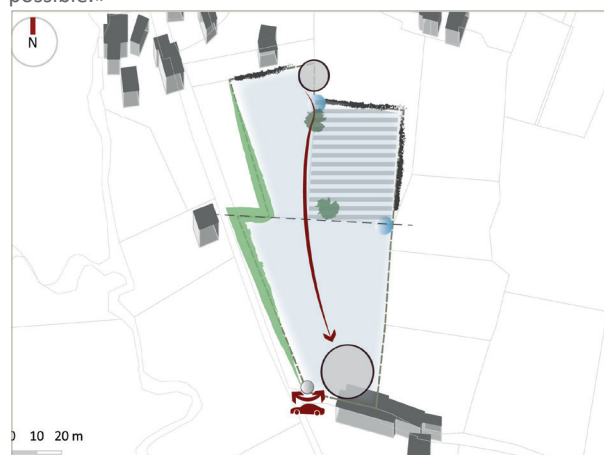
Zone à urbaniser à vocation habitat située en corridor humide (TVB)

Exemple : L'OAP du secteur d'extension de Saint-Georges de la Couée prévoit des orientations limitant l'impact sur l'effet prévisible.

Par exemple, elle indique que :

«Le site sera desservi via la rue du Moulin depuis un axe le reliant à un espace de stationnement mutualisé. Les matériaux utilisés seront perméables. Les abords de cet espace seront végétalisés à l'aide de haies arbustives variées (essences, persistance, etc.)»

« Les haies et les motifs végétaux présents en lisière seront préservés et ceux présents sur le site le seront tant que possible.»



Une seule zone à urbaniser se situe dans un corridor humide, celle située au Nord du centre-bourg de Courdemanche. Cependant, à l'aide de la mise en place du PLUi, l'effet prévisible est atténué car le document d'urbanisme actuel classe le secteur en zone urbaine. Le PLUi, à travers un classement en zone à urbaniser et son OAP, permet d'inciter à la mise en place d'une transition perméable entre le site et l'espace naturel.



OAP de Courdemanche

L'impact du développement touristique

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>

actuelles *projetées (action du PLUi)*

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

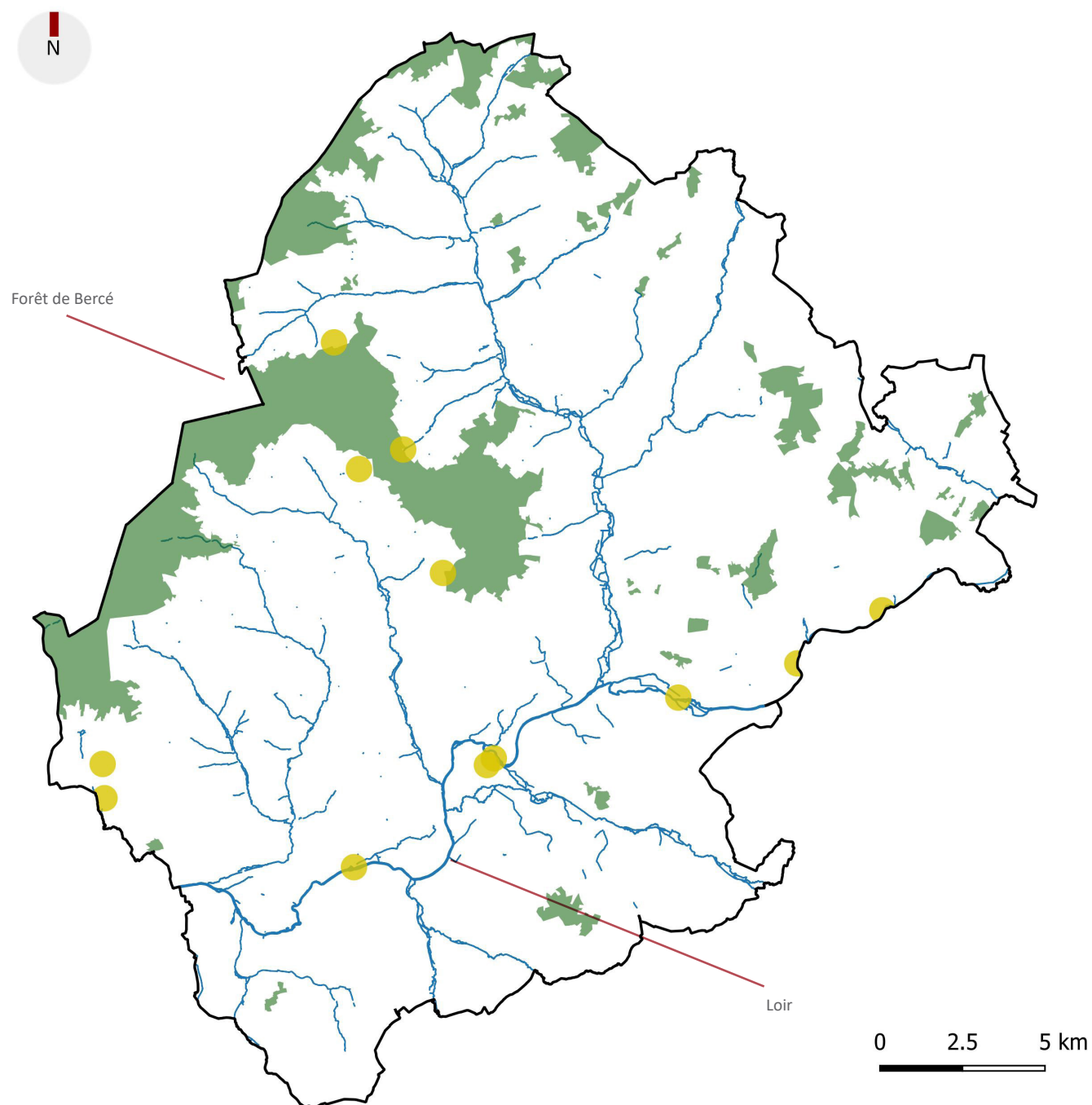
Ces derniers temps le tourisme vert s'est développé sur le territoire en raison de la richesse de ses paysages et de la diversité de ces espaces naturels (forêts, Loir, etc.) et agricoles (vignes). En ce sens des activités touristiques se sont développées et certaines sont parfois isolées (gîtes, base de loisirs, aire naturelle, etc.) Le projet de PLUi porte l'enjeu du développement du tourisme vert mais celui-ci pourrait impacter la biodiversité. C'est pourquoi le PLUi fixe les conditions de ce développement visant à limiter les incidences et le mitage notamment connu par le passé. En effet, dans les documents d'urbanisme actuels, nombre de communes ne disposaient pas de l'outil de STECAL afin de limiter le nombre et l'impact de projets touristiques isolés.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- L'utilisation, de manière limitée, de l'outil de STECAL afin de circonscrire le développement aux sites localisés (11) et d'encadrer leur développement via une emprise limitée et déjà artificialisée
- Dans ces STECALs, limiter la constructibilité via le règlement écrit en termes d'emprise et de destinations autorisées
- Localiser les STECALs de façon à ne pas impacter les espaces naturels à valoriser tout en assurant la proximité avec ces espaces afin de limiter les flux de circulation (cf carte page suivante)
- La mise en place d'une OAP thématique voie verte visant à connecter les différents points d'intérêts du territoire
- L'identification de chemins à préserver via les prescriptions graphiques (PDIPR, etc.)



La localisation des STECALs NXL1 «loisirs» à proximité des espaces naturels à valoriser

La pollution des milieux due aux défaillances des systèmes d'assainissement autonome

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Selon le Schéma Départemental d'Assainissement (SDA) de la Sarthe de 2015, seulement 78 % des installations avaient été contrôlées en 2014, Parmi elles, 45% n'étaient pas conformes aux réglementations en vigueur. Suite à leurs créations respectives début 2017, la CC Sud Sarthe et la CC Loir Lucé Bercé, voisines, ont décidé de mutualiser cette compétence sous la forme d'un service unifié d'encadrement et d'ingénierie, sur la base de la structure déjà existante au sein de l'ancienne CC Loir et Bercé.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Les possibilités de construction dans les hameaux ont été limitées : aucune extension de hameaux n'est possible. La construction de nouvelles habitations sera limitée aux dents creuses des hameaux classés en STECAI (leur nombre est limité, cf partie dédiée au secteur NXh dans le rapport de justifications)
- La proximité avec le centre comme critère déterminant dans le choix de localisation des zones d'extension urbaine. Les mesures en faveur de la densification et le développement de l'urbanisation au sein des espaces déjà construits ou dans la continuité de l'existant facilitent le raccordement au réseau d'assainissement collectif quand c'est possible. Quand cela est impossible, la capacité épuratoire des sols étaient l'un des critères de localisation des zones d'extension
- Une réelle amélioration de l'existant ne peut être que prévue notamment via la mise en place à venir d'un schéma d'assainissement par l'intercommunalité

3

EN MATIÈRE DE PATRIMOINE ET DE PAYSAGE

L'impact sur les silhouettes urbaines

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Le développement prévu dans le PLUi pourrait avoir des incidences sur les silhouettes urbaines dans le cas où aucune mesure n'est portée dans le PLUi : cônes de vue, entrées de ville/bourg, franges agricoles et naturelles.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☐ Éviter
- ☒ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- L'absence de zones à urbaniser sur des lignes de crêtes
- La mise en place d'orientations dédiées à la préservation et la valorisation des cônes de vues depuis et vers les secteurs d'OAP
- L'obligation, dans les OAP, de préserver ou végétaliser les franges agricoles et naturelles et les lisières d'entrées de bourgs afin de limiter l'impact paysager des nouvelles constructions
- La mise en place d'orientations spécifiques dans les OAP visant une meilleure intégration des futures zones d'activités économiques périphériques souvent situées en continuité des ZA existantes (dissimulation des espaces de stockage de stationnement, végétalisation, etc.).
- L'identification comme à préserver (prescription graphique) de haies d'entrées de bourgs bénéfiques à l'intégration paysagère



La dépréciation du patrimoine naturel et bâti

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Ces dernières années plusieurs éléments patrimoniaux se sont détériorés : création de ruines, disparition d'éléments appartenant au patrimoine vernaculaire (maisons de vignes), d'arbres isolés d'intérêt écologique et patrimonial, etc. Le développement prévu dans le PLUi pourrait avoir des incidences négatives sur le patrimoine naturel et bâti. A contrario le projet de PLUi a été réfléchi de façon à valoriser le patrimoine existant, commun et caractéristique de Loir-Lucé-Bercé.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☐ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent d'éviter l'impact :

- La mise en place de prescriptions graphiques visant la préservation d'éléments bâtis et naturels dans l'ensemble des zones du PLUi (U, A et N)
- La création d'un secteur urbain patrimonial (Up) permettant la valorisation des éléments patrimoniaux et architecturaux à l'aide de dispositions adaptées
- La rédaction d'un diagnostic détaillant la présence d'éléments patrimoniaux (naturels et bâtis) pour chaque OAP et d'orientations de préservation le cas échéant
- L'identification de granges pouvant faire l'objet d'un changement de destination (sous réserve de la validation de la commission compétente) afin de valoriser le patrimoine agricole présent sur le territoire et d'endiguer la création de ruines



L'impact paysager de l'activité agricole

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>

actuelles

projetées (action du PLUi)

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Le diagnostic relève l'importance de l'activité agricole pour l'économie du territoire et c'est pour cela que le projet de PLUi s'est attaché à assurer la pérennité de l'activité agricole. Ainsi, une zone agricole a été créée et la consommation d'espaces sur ces espaces pour d'autres vocation a été limitée par rapport aux documents d'urbanisme actuels et aux dix dernières années. Cependant, cette activité agricole structure et, parfois, impact les paysages de Loir-Lucé-Bercé. A noter que sur les dix dernières années l'activité agricole a engendré une consommation d'espaces d'environ 23 ha. Les constructions agricoles ont, et vont, donc ponctuer le paysage de Loir-lucé-Bercé. Aujourd'hui le mitage présent sur le territoire est due à l'activité agricole passée et de nombreuses granges n'ayant plus de vocation agricole ponctuent le paysage. Ce patrimoine est parfois aujourd'hui délaissé. De même, au vu du contexte actuel de mutation du monde agricole et des activités agricoles phares du territoire (activité avicole notamment), certains bâtiments agricoles de grande superficie pourraient avoir un impact paysager non négligeable. C'est pourquoi le projet de PLUi, tout en assurant le développement de l'activité agricole, l'encadre afin de préserver la qualité paysagère de Loir-Lucé-Bercé.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact paysager de l'activité agricole :

- La création d'un secteur agricole protégé (Av) qui s'appuie sur le découpage AOC mais aussi sur les secteurs à enjeux paysagers (enclave, entrées de bourgs, espaces interstitiels avec un espace naturel, etc.). Dans ce secteurs, la constructibilité est limitée, y compris pour l'activité agricole, afin de préserver ces terres et de limiter l'impact paysager de l'activité agricole (cf partie dédié au secteur Av dans le rapport de justifications)
- La création d'un zonage Nv correspondant aux vallées où la constructibilité pour l'activité agricole est limitée
- La mise en place de règles spécifiques, en cohérence avec la Charte Agriculture et Urbanisme (72), afin d'assurer l'intégration paysagère et architecturale des bâtiments agricoles dans l'ensemble des zones A et N (cf page suivante)
- L'identification de granges à caractère patrimonial pouvant permettre un changement de destination (en logement par exemple) afin d'endiguer la création de ruines sur le territoire

X



- Bâtiment blanc, toiture rouge -
Source : Charte Agriculture et Urbanisme

X



- Bardage blanc et contraste de teintes entre toitures et façades, parpaings non enduits -
Source : Charte Agriculture et Urbanisme

V



- Insertion satisfaisante due au respect des coloris des matériaux et des volumes, bonne association des tons bois et vert des bardages, dans le prolongement des constructions anciennes -
Source : Charte Agriculture et Urbanisme

Pour les constructions à usage agricole, le règlement écrit des zones A et N prévoit :

«- L'adaptation des constructions au terrain naturel se fera de façon à ce qu'elles épousent au mieux la pente du terrain (en limitant le terrassement du terrain) sauf impossibilité technique motivée. Une implantation parallèle aux courbes de niveau minimisant remblais et déblais est privilégiée.

- L'ensemble d'une même construction (façades et toitures) doit présenter une harmonie d'ensemble.

- Les bâtiments agricoles devront :

> présenter une simplicité de volume et une unité de ton sur l'ensemble de la construction,

> utiliser des matériaux aux teintes sombres,

> diminuer les effets de brillance et les surfaces réfléchissantes en optant pour les toitures et les façades en matériaux sombres et mats.

L'utilisation du bois est privilégiée.

> choisir des couleurs identiques ou similaires pour les toitures, façades et les éléments accessoires (gouttières, portes...).

- La teinte des accessoires majeurs, tels que les silos ou les équipements annexes devra être en harmonie avec les bâtiments qu'ils accompagnent.»

4

EN MATIÈRE DE
GESTION DE L'EAU

L'imperméabilisation des sols

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

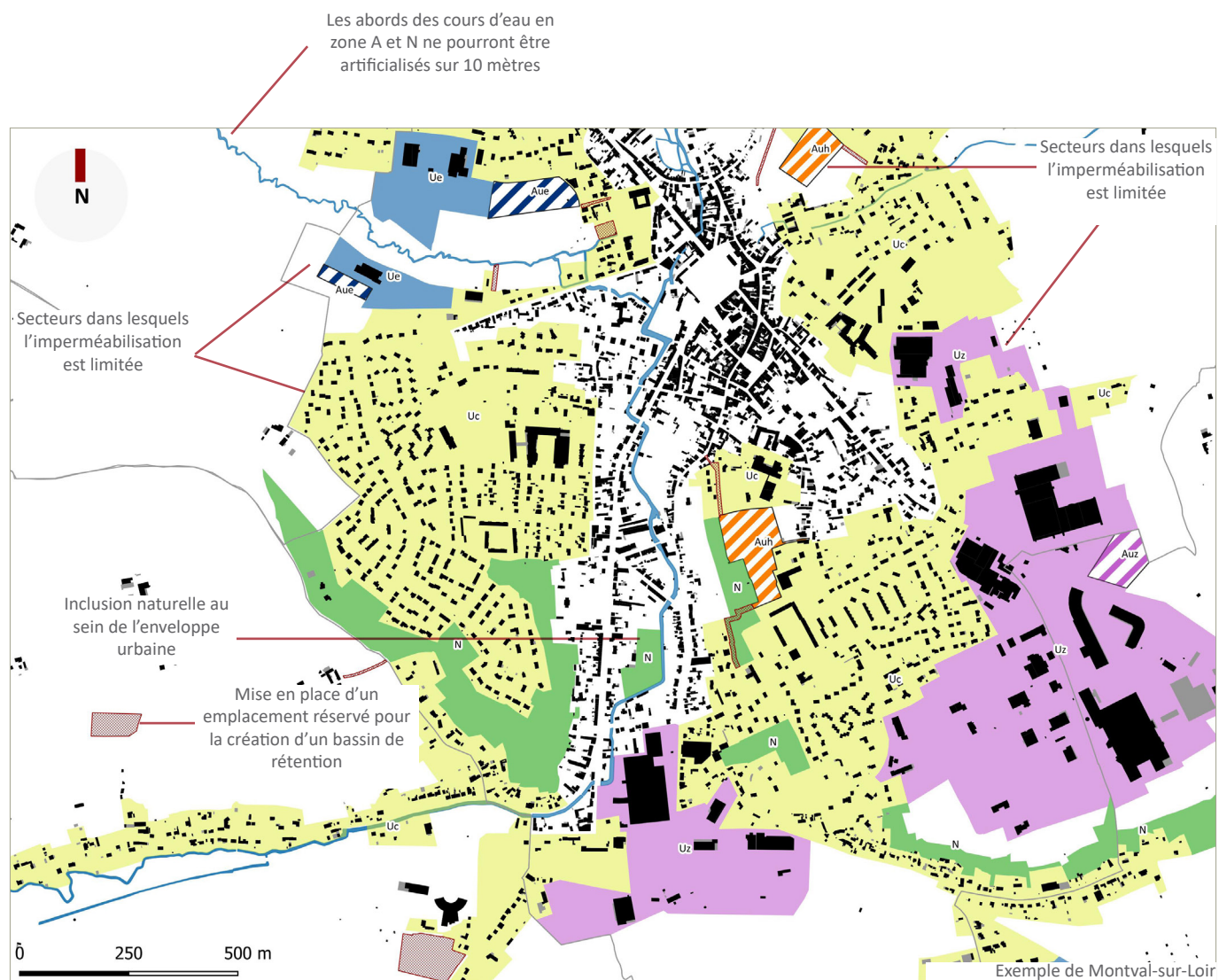
Si la mise en place du PLUi permet de réduire les surfaces à urbaniser à l'échelle du territoire au vu des documents d'urbanisme actuels, il engendra l'imperméabilisation de certains espaces. De plus, la densification nécessaire afin de limiter l'étalement urbain nécessite, dans un même temps, d'introduire des espaces perméables dans les espaces urbanisés.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Le règlement écrit des zones Uc (pavillonnaire), Ue (équipement), Uz (économie), Auh (extension habitat), AUe (extension équipement), et Auz (extension économie) prévoit d'éviter l'imperméabilisation de ces secteurs. La règle indique que « Les constructions nouvelles devront justifier d'un minimum de 30% de surfaces perméables par rapport à la surface du terrain d'assiette de la construction ». En préambule le règlement écrit précise que : « Les techniques destinées à favoriser la gestion des eaux de pluie à la parcelle, telles que le stockage, l'infiltration (exemple : lorsque la perméabilité des sols le permet et qu'il n'y a pas de risque de pollution), ou la réutilisation pour des usages domestiques, sont autorisées et encouragées. » Les OAP mentionnent également cet enjeu.
- La mise en place d'emplacement réservés concernant la gestion des eaux pluviales (création de bassins de rétentions, gestion de fossé, etc.)
- La rédaction d'orientation dans les OAP cadre économie et équipement indiquant que « les matériaux de revêtements utilisés pour les espaces de stationnement doivent être perméables »
- Les inclusions naturelles dans les zones urbaines à travers le zonage (N), les prescriptions graphiques protégeant les haies afin de limiter le ruissellement des eaux et la mise en place d'espaces perméables à travers les OAP.
- Dans les zones Agricoles, Naturelles et forestières, les constructions et aménagements conduisant à une artificialisation du sol devront respecter un recul de 10 mètres par rapport aux cours d'eau identifiés sur le document graphique.
- Le report du relevé des zones humides en prescription graphique
- L'enjeu de limiter la stagnation de l'eau (favorisant notamment la prolifération du moustique tigre) traduit dans les OAP cadre et le règlement écrit. Exemple : « Dans l'objectif de limiter les eaux stagnantes, la végétalisation des toitures terrasses est recommandée ».



La menace sur les captages d'eau potable

80

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Du fait d'épisodes de sécheresse plus fréquents, la ressource en eau est fragilisée. Du fait de débits moindres, elle est plus sensible à la pollution. Les forages d'eau brute sont au nombre de 11 et sont situés à Lavernat, Montval-sur-Loir, Beaumont-Pied-de-Boeuf (2), Pruillé-l'Eguillé, Villaines-sous-Lucé, Courdemanche et Ruillé-sur-Loir (2). Tous les captages d'eau potable de Loir Lucé Bercé font aujourd'hui l'objet d'un périmètre. Aucun point de captage concernant le territoire ne fait partie des 500 captages repérés par la Loi Grenelle 1 comme étant à améliorer de manière prioritaire.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Aucune zone urbaine ou zone d'extension du PLUi n'est concernée par un périmètre de protection des captage à l'exception de celui de la Lavernat. Ce périmètre est situé aux abords du centre-bourg de Lavernat ce qui explique qu'une zone d'extension urbaine est située dans le périmètre de protection rapprochée «zone périphérique» (cf carte page suivante). A noter que le PLUi ne renforce par l'effet prévisible car le PLU actuel classe ce secteur de la commune en zone urbaine. Le PLUi amoindri l'effet car il réduit la surface urbanisable. De plus, sur ce secteur périphérique, la construction d'habitations est possible notamment si elles sont reliées à l'assainissement collectif



L'augmentation des prélèvements en eau potable

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Le PLUi affiche la volonté de la collectivité d'envisager un scénario démographique volontariste pour les prochaines années. Si le développement permis par le PLUi aura une incidence sur le prélèvement en eau potable, ce projet permet également d'en limiter l'effet dans un contexte où les prélèvements ont baissé ces dernières années.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☐ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Le choix d'un développement urbain réduit et recentré sur les groupements bâtis principaux (par rapport aux documents d'urbanisme actuels) favorise l'efficacité des réseaux car ils seront moins étendus et donc moins sujets aux pertes
- Les réseaux d'eau potable sont situés au droit des zones à urbaniser (1Auh). Le dimensionnement des réseaux a été l'un des critères utilisés lors du choix de localisation des zones à urbaniser
- Le projet de PLU s'est efforcé de maîtriser l'accroissement démographique (réduction des réserves foncières AU, absence d'extension des hameaux) et a mis en perspective une optimisation des réseaux existants par une proximité avec la partie urbanisée desservie. Lors du choix du scénario de développement démographique, le lien avec la capacité d'accueil du territoire a été réfléchi (cf partie dédiée dans le rapport de justifications). La notice sanitaire (annexe) présente les capacités actuelles des réseaux AEP et des projections (cf page suivante).
- L'approvisionnement est pourvu par 11 forages sur le territoire intercommunal
- Le report du relevé des zones humides en prescription graphique

Extrait de la notice sanitaire :

SYNDICAT	captages	volume maximum prélevable		Volume vendable (*)	volume d'eau prélevé (m3)	volume vendu	abonnés	habitants desservis	conso par abonné (m3/an)	nb d'abonnés supplémentaires potentiels (**)
		m3/jour	m3/an							
"SIAEP DE MAYET (10 communes dont 2 CCLLB) RPQS 2018"	Château d'eau de Laillé à Marigné Laillé + forage La Brosse à Lavernat	5800	2 117 000	1 847 094	737 609	643 568	7 046	11577	91,34	13 176
SIAEP LOIR BRAYE ET DEME (7 communes dont 5 CCLLB)	forages Le Grand pré de la vallée à La Chartre sur le Loir + forages Les Landes/ La Butte et la Duretière à Ruillé sur Loir	4560	1 664 400	1 859 034	346 110	386 584	4 189	6552	92,29	15 955
"SIAEP DE CHENU (7 communes dont 3 CCLLB) RPQS 2017"	forages de Chef de Ville à Chenu et Richebourg à Dissay sous Courcillon	4400	1 606 000	1 086 880	354 340	239 804	1 950	3159	122,98	6 888
"REGIE CCLLB (8 communes CCLLB) RPQS 2018"	forage de La Bousairie à Courdemanche, Le Pau à Pruillé l'Eguillé, le Grueau à Montreuil le henri et Villaines sous Lucé	5080	1 854 200	1 190 347	591 020	379 419	3 323	5839	114,18	7 102
"SIAEP DE BERCE (5 communes CCLLB) RPQS 2018"	forages du Perroux et de la Guejaillere à Beaumont Pied de Boeuf	2200	803 000	539 006	342 779	230 087	1 579	2800	145,72	2 120
"REGIE DE MON-TVAL RPQS 2018"	forage des Ouches à Château du Loir	5500	2 007 500	1 571 453	442 730	346 565	4 057	6200	85,42	14 340

(*) calculé sur la base du volume prélevé et vendu pour l'année de référence

(**) calculé sur la base des volumes vendus et vendable et de la consommation moyenne par abonné pour l'année de référence

Les dysfonctionnements des stations d'épuration

84

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>

actuelles

projetées (action du PLUi)

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Les stations d'épuration du territoire possèdent une capacité de 27 053 équivalents-habitants, pour une population en 2014 de 21 360 habitants, sachant qu'un très grand nombre d'habitants utilisent l'assainissement non collectif. La capacité des stations d'épuration du territoire est donc considérée comme suffisante. Toutefois, le Schéma Départemental de la Sarthe (SDA) datant de 2015, dans son diagnostic des systèmes d'assainissement du territoire, fait état de plusieurs anomalies ou situations nécessitant une attention particulière. Certains présentent notamment des dysfonctionnements.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☐ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

- Les stations d'épurations du territoire sont en capacité d'absorber la croissance démographique projetée à l'échelle de Loir-Lucé-Bercé à horizon 2030 (un gain de 2 095 habitants au maximum)
- La collectivité a et va réaliser plusieurs actions afin de résorber les dysfonctionnements : Chahaignes (levées des points bloquant en cours), Flée centre-bourg (devis curage validé en septembre 2019); Fée La Petite Martinière (devis de curage en attente), Lhomme (appel d'offre en cours pour schéma directeur), Luceau (travaux réalisés par Véolia, en attente contrôle SATESE), Saint-Vincent-du-Lorouër et Sainte-Pierre-du-Lorouër (projet de STEP en cours), Thoiré-sur-Dinan (Curage de lagune réalisée en 2019), La Chartre-sur-le-Loir- Ruillé-sur-Loir (schéma directeur commun en cours de finalisation), La Chapelle Gaugain- Lavenay- Poncé-sur-le-Loir (schéma directeur commun en cours), Château-du-Loir (schéma directeur en cours de finalisation)
- L'intercommunalité a pour projet de créer une ingénierie intercommunale sur la thématique de l'assainissement collectif

5

EN MATIÈRE D'AIR, D'ÉNERGIE ET DE CLIMAT

L'altération de la qualité de l'air

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Loir-Lucé-Bercé dispose d'une faible densité de population et dispose d'un tissu industriel faible ce qui permet que la qualité de l'air y soit peu menacée. Toutefois, la présence de quelques infrastructures de transports terrestres (notamment l'A28) sont susceptibles de générer très localement des pollutions, notamment dans la traversée de bourgs où le bâti dense crée des freins à la dispersion des polluants (rues « canyon »).

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- La proximité avec le centre comme critère déterminant dans le choix de localisation des zones d'extension urbaine à vocation habitat et la recherche systématique de liaisons douces avec le centre.
- Le développement des aménagements cyclables, les emplacements réservés et liaisons douces pressenties permettront de développer le maillage des modes actifs sur le territoire et de limiter le report sur le mode routier : mise en place d'une OAP thématique voie verte traversant plusieurs centres-bourgs du territoire, mise en place d'emplacements réservés à destination des déplacements doux, etc.
- Le territoire dispose de massifs forestiers et de boisements qui agissent comme des filtres des pollutions permettant d'améliorer la qualité de l'air. Pour ces espaces, une zone naturelle dont le potentiel de constructibilité est limité a été préférée. Des prescriptions graphiques visant la préservation de la trame verte ont été reportées sur l'ensemble du territoire, zones urbaines comprises. Des inclusions naturelles seront préservées voire créées au sein du tissu urbain (zones naturelles, emplacements réservés, espaces verts prévus dans les OAP). Par ailleurs, les OAP, imposent de préserver ou végétaliser les franges agricoles afin de limiter l'exposition de la population aux produits phytosanitaires notamment
- Le commerce de proximité n'est pas autorisé dans les zones économiques périphériques existantes et à venir (Uz et Auz). Les zones urbaines (Ua, Ub et Uc) permettent l'implantation d'activités économiques sous réserve qu'elles ne génèrent pas de nuisances dans les centres afin de permettre la mixité fonctionnelle et de limiter les déplacements motorisés. Certaines zones d'extensions à vocation économie sont situées plus à la marge des centres-bourgs/villes afin d'assurer une rationalisation des flux vers/et depuis les axes structurants et de limiter les déplacements motorisés générateurs de Gaz à effet de serre. Ces zones d'extension urbaine sont le plus souvent en continuité de zones d'activités existantes (l'Aurière à Ruillé-sur-Loir et la Prairie au Grand Lucé). Les extensions de ces zones sont assujetties à des OAP prévoyant des espaces végétalisés et perméables. La zone d'extension à vocation économie de Montabon fera l'objet d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC)

La dépense croissante en énergie

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

A l'échelle du PETR Vallée du Loir, le résidentiel utilise près de 50 % d'énergies fossiles. Cependant, la part importante de l'utilisation du bois (19 %) semble être une caractéristique forte du territoire qui se conçoit au regard de la ressource disponible. L'électricité, principalement en provenance de la centrale nucléaire de Chinon, représente près d'un tiers de la consommation du territoire pour le résidentiel. Les activités tertiaires utilisent l'électricité de manière plus importante (48 %). 50 % de l'énergie consommée au total l'est pour le chauffage. Selon l'Insee, la CC Loir Lucé Bercé comptait, en 2014, 40 % de logements considérés anciens (datant d'avant 1945), pour un total de près de 10 702 résidences principales. Le poids de ce parc ancien est largement supérieur à celui constaté à l'échelle du département (29 %). Hormis les bâtiments ayant bénéficiés d'une rénovation, ces logements anciens sont susceptibles de comporter des matériaux de construction peu isolants, datant d'une période où les problématiques de légèreté et de solidité prédominaient. Ainsi, ces logements sont considérés comme potentiellement très énergivores.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Minorer la création de nouveaux logements notamment afin de favoriser la remise sur le marché d'un certain nombre de logements vacants, souvent anciens et énergivores
- Permettre l'installation de production d'énergies renouvelables en zone A et N sous réserve d'être compatibles avec l'exercice de l'activité agricole, pastorale ou forestière, d'être d'intérêt collectif et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages
- La proximité avec le centre comme critère déterminant dans le choix de localisation des zones d'extension urbaine à vocation habitat et la recherche systématique de connexions avec le centre. Les mesures en faveur de la densification et le développement de l'urbanisation au sein des espaces déjà construits ou dans la continuité de l'existant participent à la maîtrise des consommations énergétiques liés au chauffage résidentiel et aux déplacements
- De nombreuses mesures en faveur des modes de déplacement doux (emplacements réservés pour les chemineurs piétons, OAP des zones urbaines et à urbaniser, OAP thématique voie verte) contribuent activement à l'alternative du tout voiture. Les OAP cadres habitat indiquent dans une partie dédiée comment adapter les formes urbaines en faveur des économies d'énergie (orientation, compacité, simplicité des volumes, etc.)

6

EN MATIÈRE DE SANTÉ HUMAINE

L'augmentation des gaz à effet de serre et la dépendance à l'automobile

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

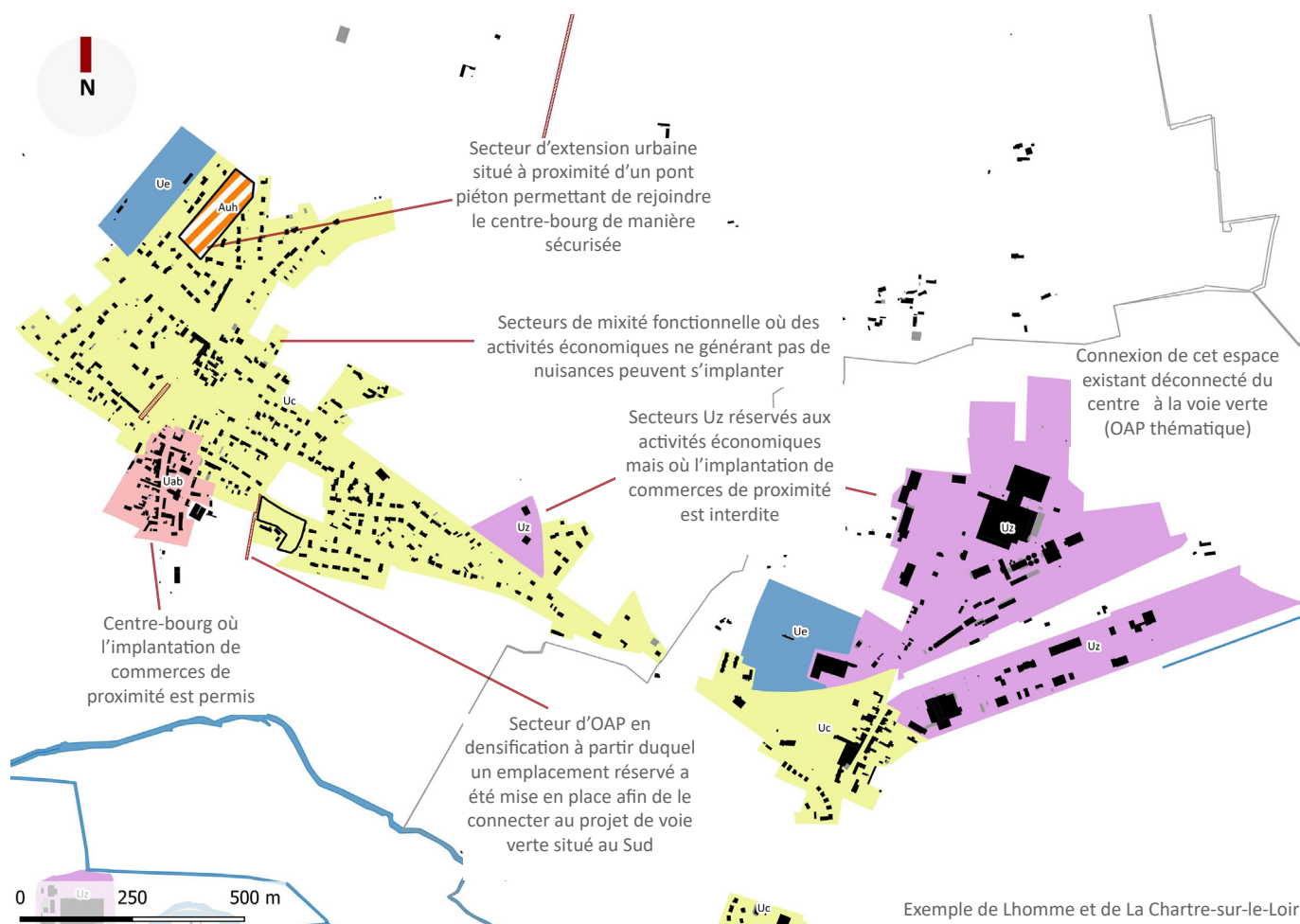
La majorité des habitants se déplace à l'aide d'automobiles. Il s'avère que la dévitalisation des centre-villes et centres-bourgs (vacance résidentielle et commerciale) est notamment corrélée à l'apparition de commerces dans les zones économiques dites périphériques peu inclusives pour les modes de déplacements actifs. Le PLUi affiche des zones d'extension urbaines et des zones d'activités économiques en frange des bourgs afin de limiter les nuisances. Mais, dans un même temps, le projet permet de protéger et renforcer l'attractivité des centres-bourgs/villes de Loir-Lucé-Bercé.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

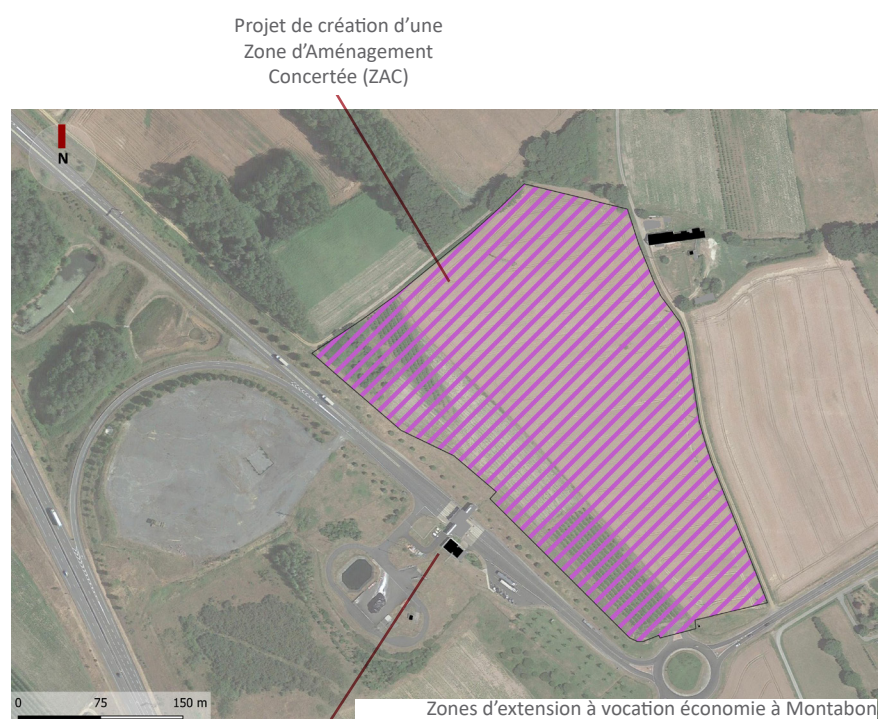
- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Minorer la création de nouveaux logements en extension afin de favoriser la densification des centres-bourgs via la mobilisation des potentiels fonciers et la remise sur le marché de logements vacants
- La proximité avec le centre comme critère déterminant dans le choix de localisation des zones d'extension urbaine à vocation habitat et la recherche systématique de liaisons douces avec le centre (plus de 20 OAP sectorielles ont pour orientation la conservation d'une amorce de voirie piétonne)
- La mise en place de 6 OAP permettant de densifier les centres-bourgs/villes et ainsi de rapprocher habitat et équipements, services et commerces et la mise en place d'une OAP thématique voie verte traversant plusieurs centres-bourgs du territoire
- La mise en place d'emplacements réservés visant la création de liaisons douces et l'inscription de prescriptions graphiques visant à protéger les chemins identifiés
- Le commerce de proximité (moins de 400m² de surface de plancher) n'est pas autorisé dans les zones économiques périphériques existantes et à venir (Uz et Auz). Les zones urbaines (Ua, Ub et Uc) permettent l'implantation d'activités économiques sous réserve qu'elles ne génèrent pas de nuisances dans les centres afin de permettre la mixité fonctionnelle
- Permettre la diversification de l'activité agricole afin de permettre, notamment, le développement des circuits courts



Exemple de Lhomme et de La Chartre-sur-le-Loir



Entrée de l'autoroute A28

Certaines zones d'extensions à vocation économie sont situées plus à la marge des centres-bourgs/ villes afin de limiter les nuisances envers les habitations et d'assurer une rationalisation des flux vers/et depuis les axes structurants au vu de l'ampleur de ces zones d'activités (L'Aurière à Ruillé-sur-Loir, La Prairie au Grand Lucé, et le projet de ZAC à Montabon).

La production de déchets à collecter et traiter

92

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

La collecte et le traitement des déchets sont gérés sur le territoire par 3 entités : le Syndicat mixte du Val de Loir, le SMIRGEOMES et le SICTOM Montoire-La-Chartre. 3 déchetteries se localisent dans les 3 principaux pôles du territoire on l'on constate globalement une hausse leurs volumes apportés, malgré une baisse de 7 % pour le SICTOM Montoire-La-Chartre. La production de déchets ménagers et assimilés est en baisse pour les trois gestionnaires tandis que les tonnages de recyclables ont tendance à augmenter.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☐ Éviter
- ☐ Réduire
- ☒ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Lors du choix du scénario de développement démographique, le lien avec la capacité d'accueil du territoire a été réfléchi (cf partie dédiée dans le rapport de justifications). La notice sanitaire (annexe) présente les données actuelles liées à la gestion déchets et des projections (cf page suivante).
- Le règlement écrit prévoit des règles afin favoriser le tri des déchets : «Les locaux et emplacements destinés au stockage des déchets doivent être dimensionnés pour permettre le tri et faciliter la collecte des déchets. Leur intégration paysagère et architecturale doit être soignée.»
- Le projet de création d'une zone d'activité économiques à proximité de l'échangeur (Montabon) vise une programmation conséquente et sera concerné par un périmètre de ZAC. Le caractère opérationnel de cet outil permettra de prendre le relais sur le PLUi et d'assurer la prise en compte la mise des containers et des espaces de tri inévitables.

A Loir Lucé Bercé, l'enjeu en matière de déchet est lié à la poursuite des efforts de tri et de sensibilisation des habitants et industriels à la réduction des déchets.

Extrait de la notice sanitaire :

	<i>Vol. annuel déchets produits par habitant</i>	<i>mode de collecte OM</i>	<i>OM collectées par hbt/ an</i>	<i>Mode de collecte déchets recyclables</i>	<i>Recy- clables collectés par hbt/ an</i>	<i>Déchetterie</i>
<i>Syndicat du Val de Loir</i>	<i>527 kg</i>	<i>"en porte à porte 1X par semaine dans les zones agglomérées apport volontaire pour les autres foyers"</i>	<i>133,45 kg</i>	<i>"Zones agglomérées collectées en porte-à-porte et Habitat collectif, rési- dences secondaires et foyers hors circuit collectés en apport volon- taire pour les emballages en Points d'Apport Volontaire (PAV) pour le verre et les papiers"</i>	<i>95,8</i>	<i>298</i>
<i>SICTOM</i>	<i>567 kg</i>	<i>"en porte à porte 1X par semaine dans les zones agglomérées apport volontaire pour les autres foyers"</i>	<i>186</i>	<i>"En porte à porte (PAP) ou en points de regroupement (PR), pour tous les emballages, en Points d'Apport Volontaire (PAV) pour le verre et les papiers"</i>	<i>87</i>	<i>237</i>
<i>SMIRGEOMES</i>	<i>503 kg</i>	<i>La collecte en porte à porte des OMr tous les 15 jours.</i>	<i>118,8</i>	<i>" collecte sélective en porte à porte pour les emballages tous les 15 jours collecte en Point d'Apport Volontaire (PAV) pour le verre et le papier."</i>	<i>101,5</i>	<i>282,9</i>

- Source : rapports d'activité 2018-

Le scénario démographique projeté dans le cadre du PLUi à horizon 2030 entraîne la collecte de 1 114 540 kg de déchets supplémentaires. Le calcul se base sur la moyenne du volume annuel des déchets produits par habitants en 2018 (532 kg) et le gain d'habitants maximal projeté en 2030 (2 095).

L'exposition de la population au bruit

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

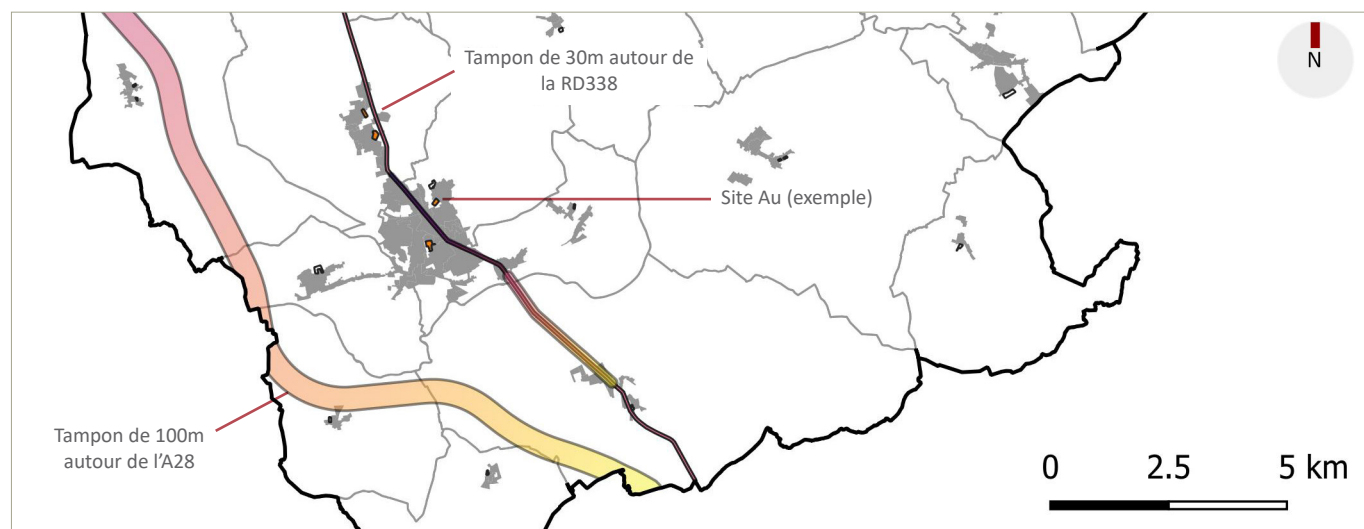
PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

La fréquentation des principaux axes de circulation engendre des préconisations en matière de prévention de l'exposition au bruit. L'autoroute A28 (Le Mans / Tours) qui traverse les communes de Lavernat, de Montval-sur-Loir, de Nogent-sur-Loir, de Dissay-sous-Courcillon et de Saint-Pierre-de-Chevillé est classée en catégorie 2. Ce classement correspond à un fuseau de 250 mètres de part et d'autre de la voie. La RD 338 qui traverse Montval-sur-Loir (communes déléguées de Château du-Loir et Vouvray-sur-Loir) et Dissay sous-Courcillon. La route départementale est classée en catégorie 4. Ce classement correspond à un fuseau de 30 mètres de part et d'autre de la voie.

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☐ Réduire
- ☐ Compenser

- Aucun site d'extension urbaine à vocation habitat n'est situé dans le périmètre de l'empreinte sonore des routes classées :



7

EN MATIÈRE DE RISQUES

L'exposition de la population au risque inondation

96

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Le territoire dispose d'un réseau hydrographique dense ce qui constitue une richesse environnementale, paysagère et touristique certaine. Toutefois, cet atout est également générateur de risques. Le risque inondation du Loir est connu et dispose d'une réglementation propre : le plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi). Le projet de PLUi de par ses dispositions visent à ne pas accroître l'exposition au risque inondation. A noter que s'imposent, dans tous les cas, au règlement graphique du PLUi, les PPR et les Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

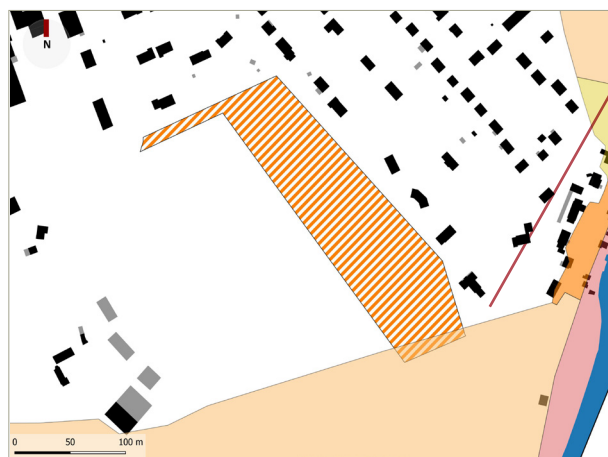
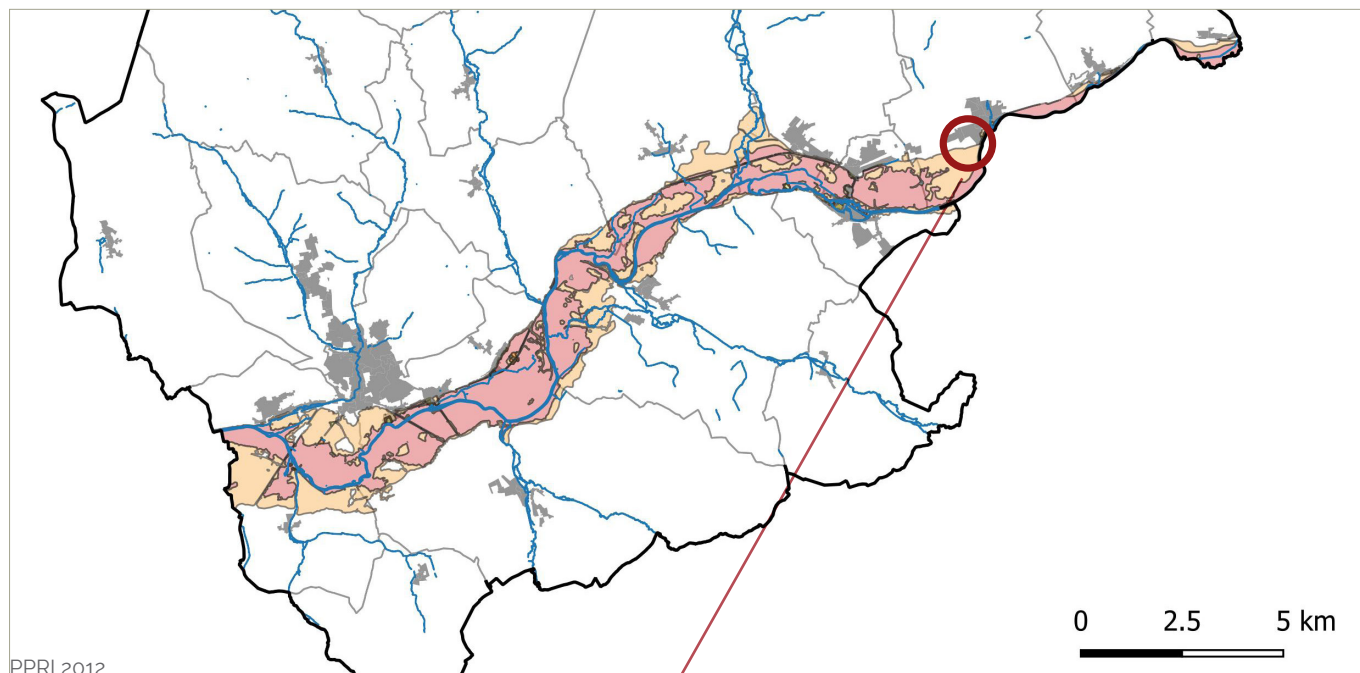
- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent d'éviter l'impact :

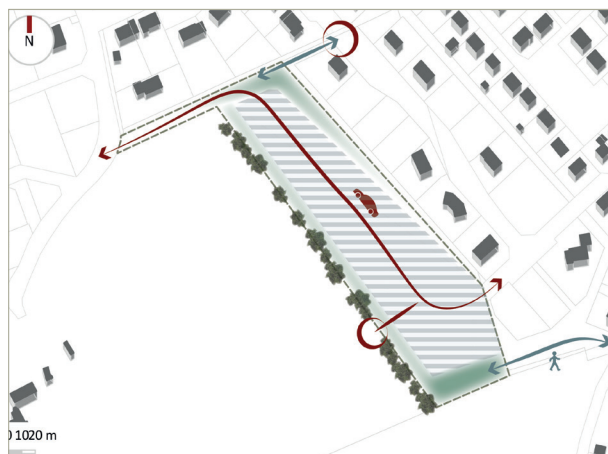
- Aucune zone d'extension urbaine n'est située dans un secteur soumis au PPRi mis à part une faible surface de la zone 1Auh de la commune déléguée de Ruillé-sur-Loir (cf page suivante)
- Aucun changement de destination n'est identifié sur un secteur soumis au PPRi
- La mise en place de prescriptions graphiques protégeant les haies afin de limiter le ruissellement des eaux, la mise en place d'espaces perméables et de dispositions favorisant l'écoulement des eaux (clôtures) à travers les OAP et le règlement écrit de certaine zones urbaines et à urbaniser

LEGENDE

- Zone réglementaire faible urbaine caractérisée par sa situation en zone naturelle et un aléa faible à moyen soit une submersion de 0.50 en crue centennale du LOIR
- Zone réglementaire faible et moyenne naturelle caractérisée par une submersion de 0 à 1 mètre en crue centennale du LOIR
- Zone réglementaire moyenne urbaine caractérisée par sa situation en zone urbaine et un aléa moyen soit une submersion comprise entre 0,5 et 1 mètre en crue centennale du LOIR
- Zone réglementaire forte caractérisée par un aléa fort soit une submersion supérieure à 1 mètre en crue centennale du LOIR



Concernant cet impact, c'est le principe éviter qui a été respecté afin de ne pas localiser les zones d'extension urbaine dans les secteurs concernés par le PPRI. Une seule zone 1Auh ne respecte pas ce principe sur la commune déléguée de Ruillé-sur-Loir. La localisation du secteur découle de la volonté d'éviter d'autres éléments négatifs (critère d'insertion paysagère par exemple). Le secteur est concerné, sur une très faible surface, par la zone réglementaire faible et moyenne naturelle caractérisée par une submersion de 0 à 1 mètre en crue centennale du Loir (PPRI 2012).



Ainsi, l'OAP prévoit : «Sur la partie Sud du site située en zone réglementaire faible et moyenne (secteur naturel) du PPRI, des jardins privatifs ou un espace commun (espace vert, espace de stationnement, jeux, point tris, etc.) seront créés. La réglementation du PPRI devra être respectée et les matériaux perméables seront privilégiés.» Le secteur d'extension soumis à OAP englobe cette partie Sud concernée par le PPRI afin de prévoir un aménagement cohérent à l'échelle du quartier. Ainsi, une orientation spécifique sur les modes de déplacements actifs est inscrite : «au Sud de l'opération, une liaison piétonne sera créée afin d'assurer une connexion avec la liaison douce existante».

L'exposition de la population au risque mouvement de terrain

98

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>

actuelles

projetées (action du PLUi)

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

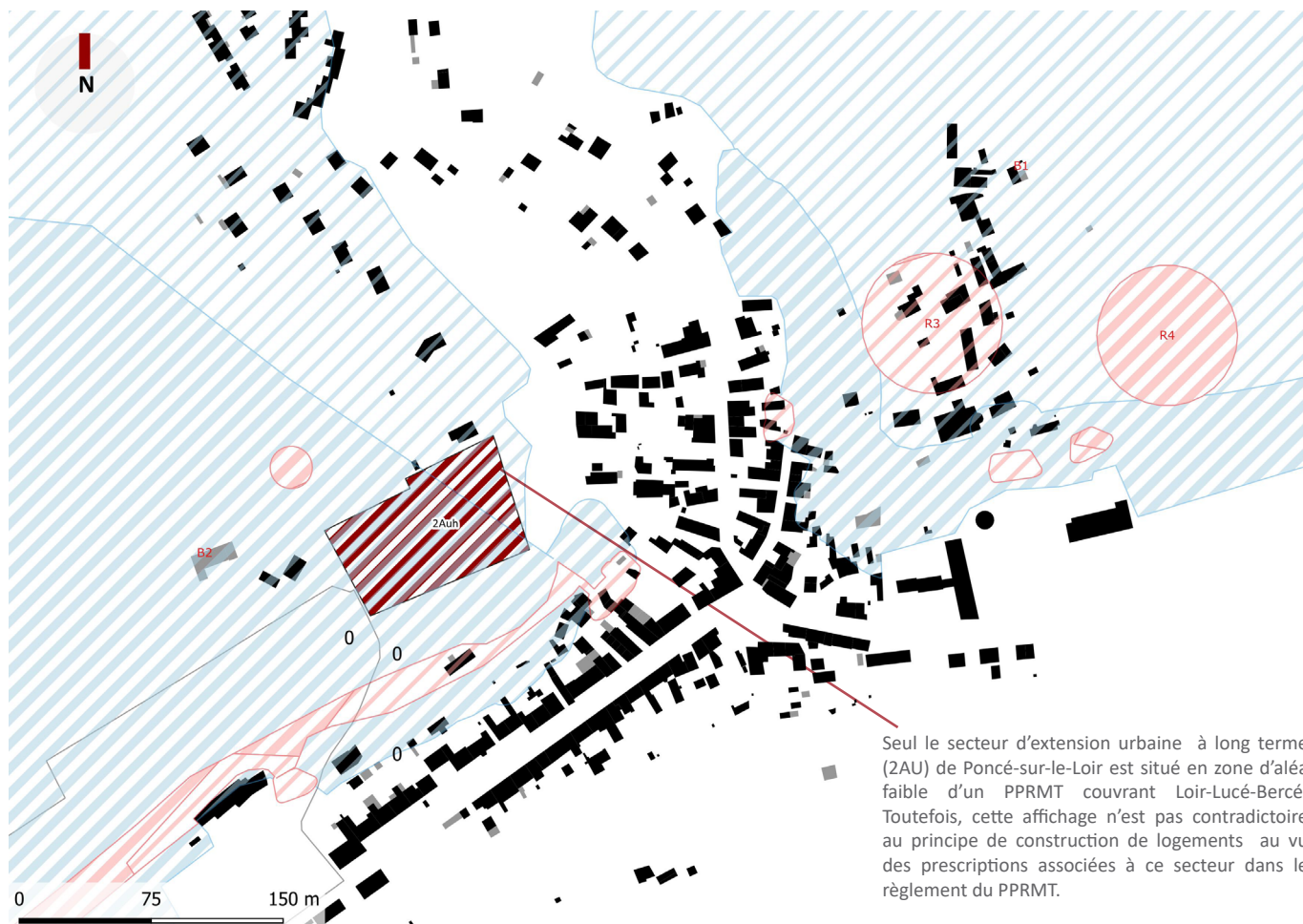
L'importance du risque mouvement de terrain à Loir Lucé Bercé a nécessité la mise en place de quatre Plans de prévention du risque mouvement de terrain (PPRMT), dont le dernier a été approuvé en 2017 (Lavenay/Ruillé-sur-Loir/Poncé-sur-Loir). Le projet de PLUi, de par ses dispositions, visent à ne pas accroître l'exposition au risque. A noter que s'imposent, dans tous les cas, au règlement graphique du PLUi, Les PPR et les Servitudes d'Utilité Publique (SUP) .

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent d'éviter l'impact :

- Aucune zone d'extension urbaine n'est située dans un secteur d'aléa fort à moyen du PPRMT
- Aucun changement de destination n'est identifié sur un secteur d'aléa, faible moyen ou fort au PPRMT
- Dans un souci de prévention et d'information sur les risques liés aux mouvements de terrain, l'intercommunalité a fait le choix de faire apparaître sur le document graphique les zones d'aléas potentiels identifiées à l'échelle départementale (atlas de la DDT réalisé en 1990 et réactualisé en 2006). Sur ces secteurs, le règlement écrit précise qu'il revient au pétitionnaire de prendre toute disposition pour s'assurer de l'importance du risque et d'adapter tout projet de construction à la nature du sous-sol.



Extrait du PPRMT à Poncé-sur-le-Loir

LEGENDE

PPRMT Lavenay-Poncé-sur-le Loir-Ruillé-sur-Loir

Zone B1 (zone de susceptibilité)

Zone B2 (zone d'aléa faible)

Zone R3 (zone d'aléa moyen)

Zone R4 (zone d'aléa fort à moyen)

2Auh : Zone à urbaniser à long terme (PLUi)

L'exposition de la population à l'aléa retrait gonflement des argiles

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

A Loir Lucé Bercé d'importantes zones d'aléa moyen retrait-gonflement des argiles sont identifiées. Les enjeux de ces secteurs sont à prendre en considération lors de constructions futures. Le nord-est (La Chapelle-Gaugain, Lavernay et Poncé-sur-le-Loir) et l'ouest (Le Grand-Lucé, Pruillé-l'Eguillé, Saint-Vincent-du-Lorouër, Courdemanche et Villaines-sous-Lucé) ; le sud-ouest (Jupilles, Beaumont-pied-de-boeuf, Luceau, Thoiré-sur-Dinan) et l'est (Dissay-sous-Courcil-lon, Beaumont-sur-Dême et Marçon) sont ainsi des zones à enjeux.

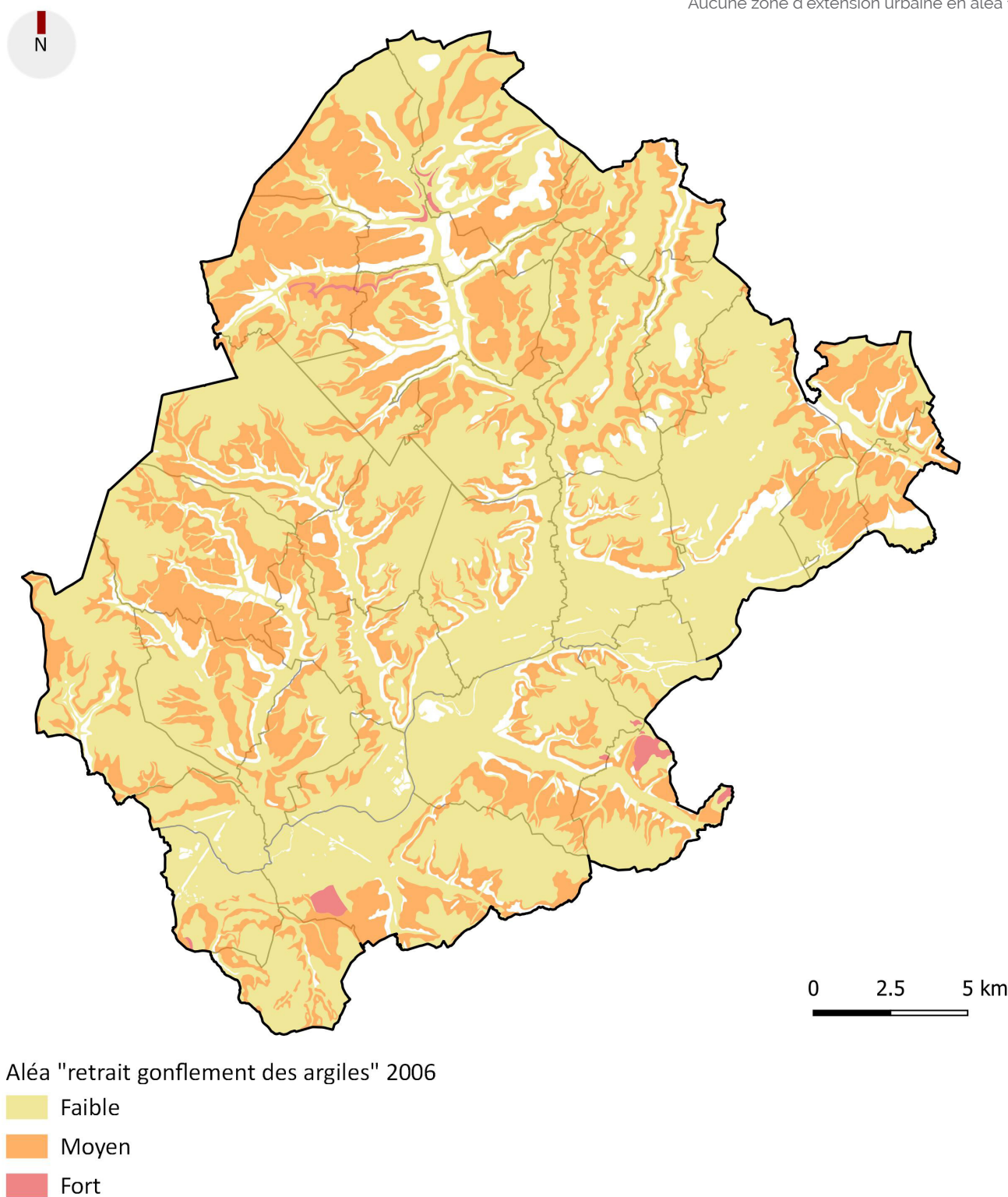
Peu de communes sont concernées par un aléa fort (cf carte page suivante).

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Plusieurs actions permettent de limiter l'impact :

- Aucune zone d'extension urbaine n'est située dans un secteur d'aléa fort
- Concernant les secteurs urbanisés situés en aléa forts et les secteurs à urbaniser et urbanisés situés en aléa moyen, le code de la construction se verra appliqué. Le PLUi conserve peu de prise sur cette incidence si ce n'est l'évitement que Loir-Lucé-Bercé à mobiliser. Il serait possible de conclure à une amélioration de la situation au regard des documents d'urbanisme actuels du fait d'avoir limité le nombre et la superficie des zones à urbaniser à l'échelle du territoire.



L'exposition de la population au risque technologique

102

CONTEXTE : PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

<input type="checkbox"/>	Effet actuellement inexistant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Réduction prévisible de la dynamique	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	Prolongement d'un constat existant	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Renforcement prévisible de l'effet	<input type="checkbox"/>
<i>actuelles</i>		<i>projetées (action du PLUi)</i>

PROJET : DESCRIPTION DE L'INCIDENCE PROBABLE

Loir Lucé Bercé ne comporte pas de sites classés SEVESO.

En revanche 197 ICPE sont dénombrées en 2017, localisées sur 23 communes parmi lesquelles des entreprises agricoles (élevages de porcs, de bovins ou de volailles), du BTP, des entreprises liées à l'industrie (Rustin par exemple) ou à de l'artisanat. 171 d'entre elles sont actuellement en fonctionnement, 12 sont en cessation d'activité, 6 sont en construction et les 9 restantes sont soit en cessation déclarée ou en « récolement fait ». Les entreprises agricoles, au nombre de 110, représentent près de 56 % des ICPE. Elles sont situées majoritairement dans les communes de Loir-en-Vallée, du Grand-Lucé et de Jupilles et dans une moindre mesure dans les communes de Marçon, de La Chartre-sur-le-Loir, de Montreuil-le-Henri et de Montval-sur-Loir.

Loir Lucé Bercé compte 150 sites répertoriés dans BASIAS dont 70 en activité. Aucun site au titre de BASOL n'est identifié.

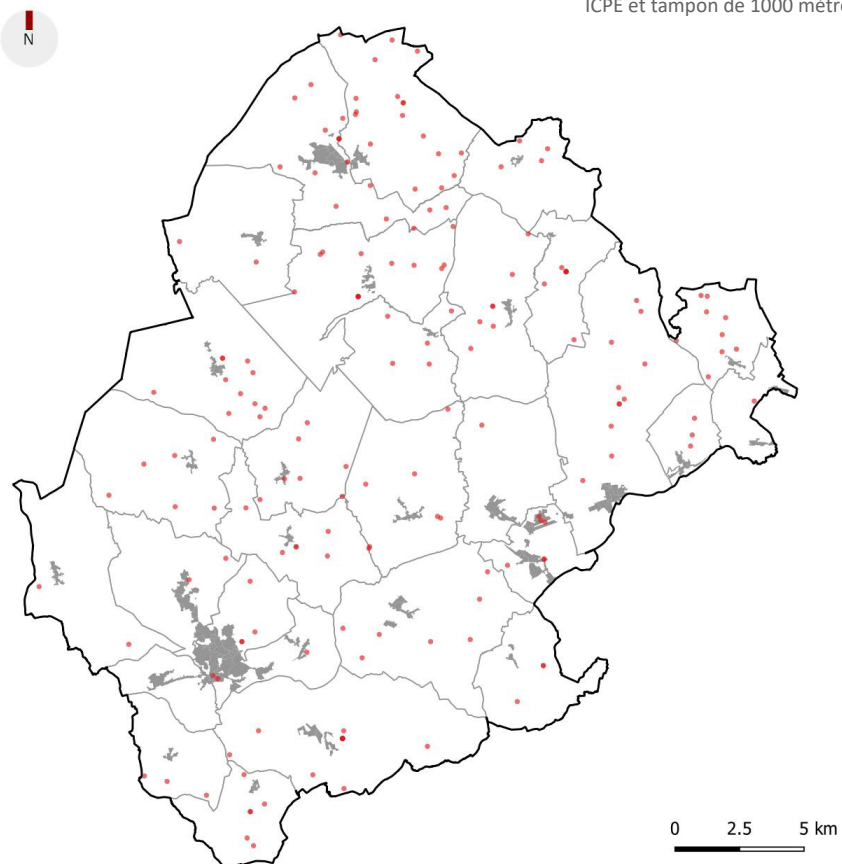
PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLUi POUR LIMITER L'IMPACT

- ☒ Éviter
- ☐ Réduire
- ☐ Compenser

- Le projet ne prévoit pas l'accueil de nouveaux résidents aux abords des installations classées pour l'environnement. Aucune zone d'extension urbaine à vocation habitat n'est située à moins de 100 mètres d'une ICPE.

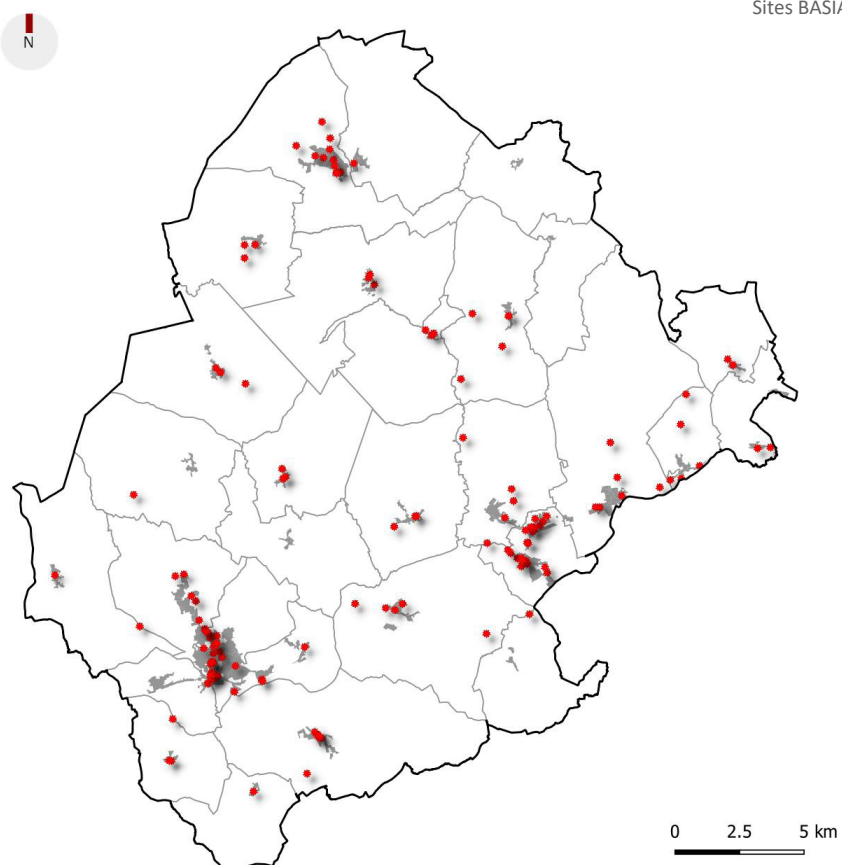
- Aucun site d'extension urbaine n'est situé sur un site BASIAS (anciens sites industriels et d'activité de service).

ICPE et tampon de 1000 mètres



Aucune zone d'extension urbaine n'est située à moins de 100 mètres d'une ICPE

Sites BASIAS



Aucune zone d'extension urbaine n'est située sur un site BASIAS

8

SYNTHÈSE

INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES NÉGATIVES

En matière de consommation d'espaces

La consommation d'espaces pour le maintien et l'accueil de nouveaux habitants _____

La consommation d'espaces sur des terres à fort potentiel viticole _____

L'altération de la trame noire _____

En matière de biodiversité

L'altération de la trame verte (réservoirs) _____

L'altération de la trame bleue (réservoirs) _____

L'altération des continuités écologiques et de la mobilité des espèces (corridors) _____

L'impact du développement touristique _____

La pollution des milieux due aux défaillances des systèmes d'assainissement autonome _____

En matière de patrimoine et de paysage

L'impact sur les silhouettes urbaines _____

La dépréciation du patrimoine bâti et naturel _____

L'impact paysager de l'activité agricole _____

En matière de gestion de l'eau

L'imperméabilisation des sols _____

La menace sur les captages d'eau potable _____

L'augmentation des prélèvements en eau potable _____

Les dysfonctionnements des stations d'épuration _____

En matière d'air, énergie et de climat

L'altération de la qualité de l'air _____

La dépense croissante en énergie _____

En matière de santé humaine

L'augmentation des gaz à effet de serre et la dépendance à l'automobile _____

La production de déchets à collecter et traiter _____

L'augmentation de la population exposé au bruit _____


























En matière de risques

L'exposition de la population au risque inondation _____

L'exposition de la population au risque mouvement de terrain _____

L'exposition de la population à l'aléa retrait gonflement des argiles _____

L'augmentation de la population exposé au risque technologique _____

TENDANCES			ACTION DU PLUI		
ACTUELLES	PROJETÉES		ÉVITE	RÉDUIT	COMPENSE
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					
					

 Probable amélioration

 Poursuite de la tendance

 Probable aggravation

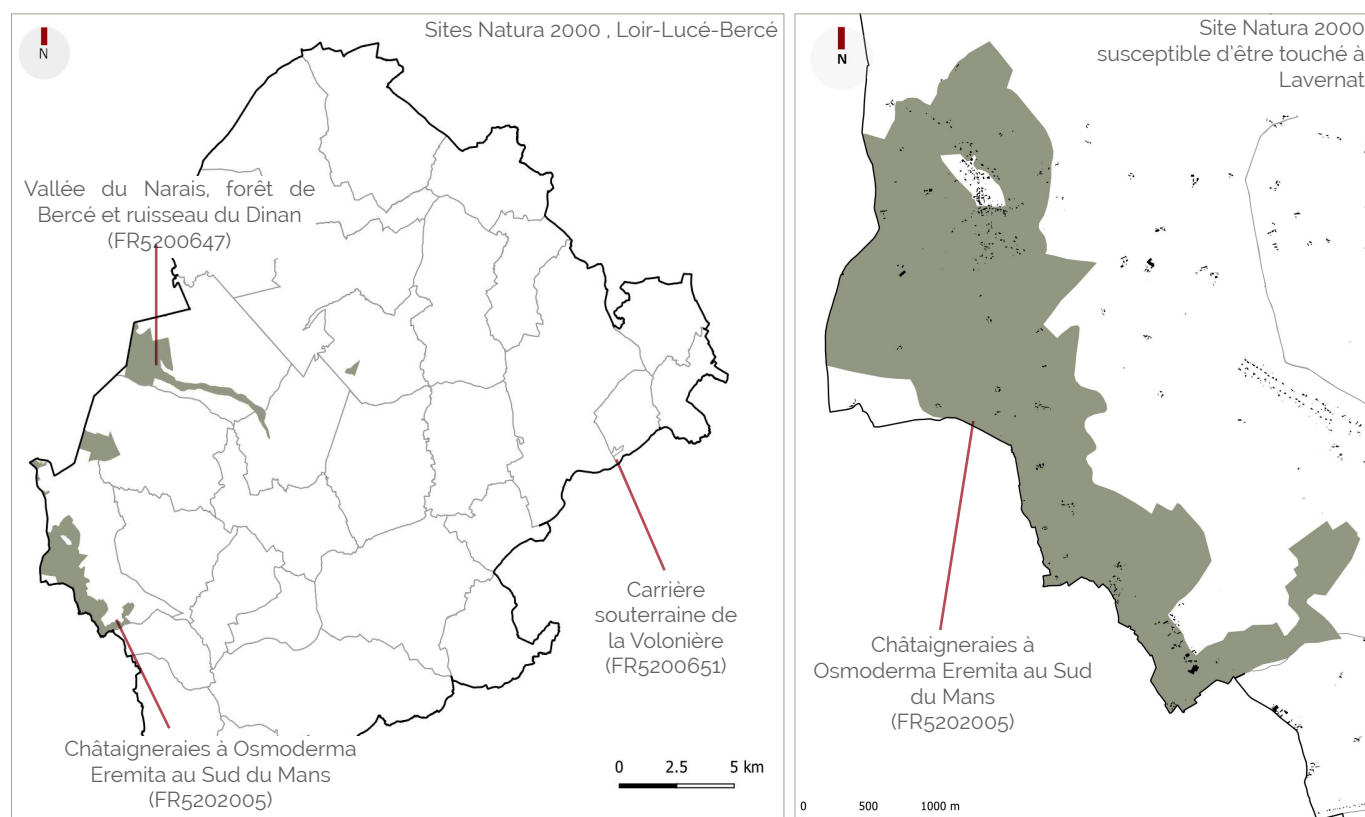
PARTIE C

L'évaluation des incidences
Natura 2000

1

LE SITE NATURA 2000 SUSCEPTIBLE D'ÊTRE TOUCHÉ

1.1 Localisation



Loir-Lucé-Bercé est concerné par trois sites Natura 2000 sur son territoire (cf carte ci-avant). Toutefois, un seul est susceptible d'être touché par le PLUI, le site des «Châtaigneraies à Osmoderma Eremita au Sud du Mans» (FR5202005). C'est donc sur ce site Natura 2000 que le présent document va évaluer les incidences du PLUI. En effet, le site de la «Vallée du Narais, forêt de Bercé et ruisseau du Dinan» (FR5200647) est classé sur sa très grande majorité en zone naturelle correspondant aux espaces naturel boisés (Nf) et en zone naturelle correspondant aux vallées (Nv). A l'intérieur de ces deux zones le potentiel de constructibilité est limité. A noter qu'une prescription graphique de haies et espaces boisés à préserver correspond à la zone Nv. Le site Natura 2000 «Carrière souterraine de la Volonnière» (FR2000651) est lui situé en zone agricole (Av) correspondant aux secteurs à fort potentiel de production viticole. Sur ce secteur, le potentiel de constructibilité est également limité.

1.2 Caractéristiques



La majeure partie du site des «Châtaigneraies à Osmoderma Eremita au Sud du Mans» (FR5202005) n'est pas située sur la commune de Lavernat. Toutefois, une vaste superficie du territoire communal est concernée par le site Natura 2000. La délimitation Natura 2000 détourne le centre ancien de Lavernat mais entoure son groupement bâti principal. Le site comprend principalement des boisements et notamment un ancien verger de châtaigniers à fruits, dont l'exploitation est aujourd'hui en régression. Il s'agit de très anciennes et très belles châtaigneraies dont l'intérêt économique a beaucoup diminué, mais qui constituent des zones de grande densité pour les insectes.

Le site recoupe toute la ZNIEFF de type I de La Pinède de la Guittière et une partie de trois ZNIEFF de type II.

Trois invertébrés sont inscrits à l'Annexe II de la Directive « Habitats » :

- 1083- Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*) ;
- 1084- Pique-prune (*Osmoderma eremita*) ;
- 1088- Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) ;

Ces espèces saproxyliques se nourrissent de bois mort préalablement attaqués par les cortèges fongiques et bactériens. A noter que le Pique Prune et le Grand Capricorne bénéficient de plus d'une protection nationale en étant inscrits sur la liste nationale des insectes protégés de France (arrêté du 23.04.2007). Cette réglementation interdit sur tout le territoire métropolitain et en tout temps, la destruction ou l'enlèvement des oeufs, des larves, des nymphes et des adultes, mais aussi la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente,

la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non de ces espèces.

Habitats naturels favorables au Pique-prune, au Lucane Cerf-volant, et au Grand Capricorne :

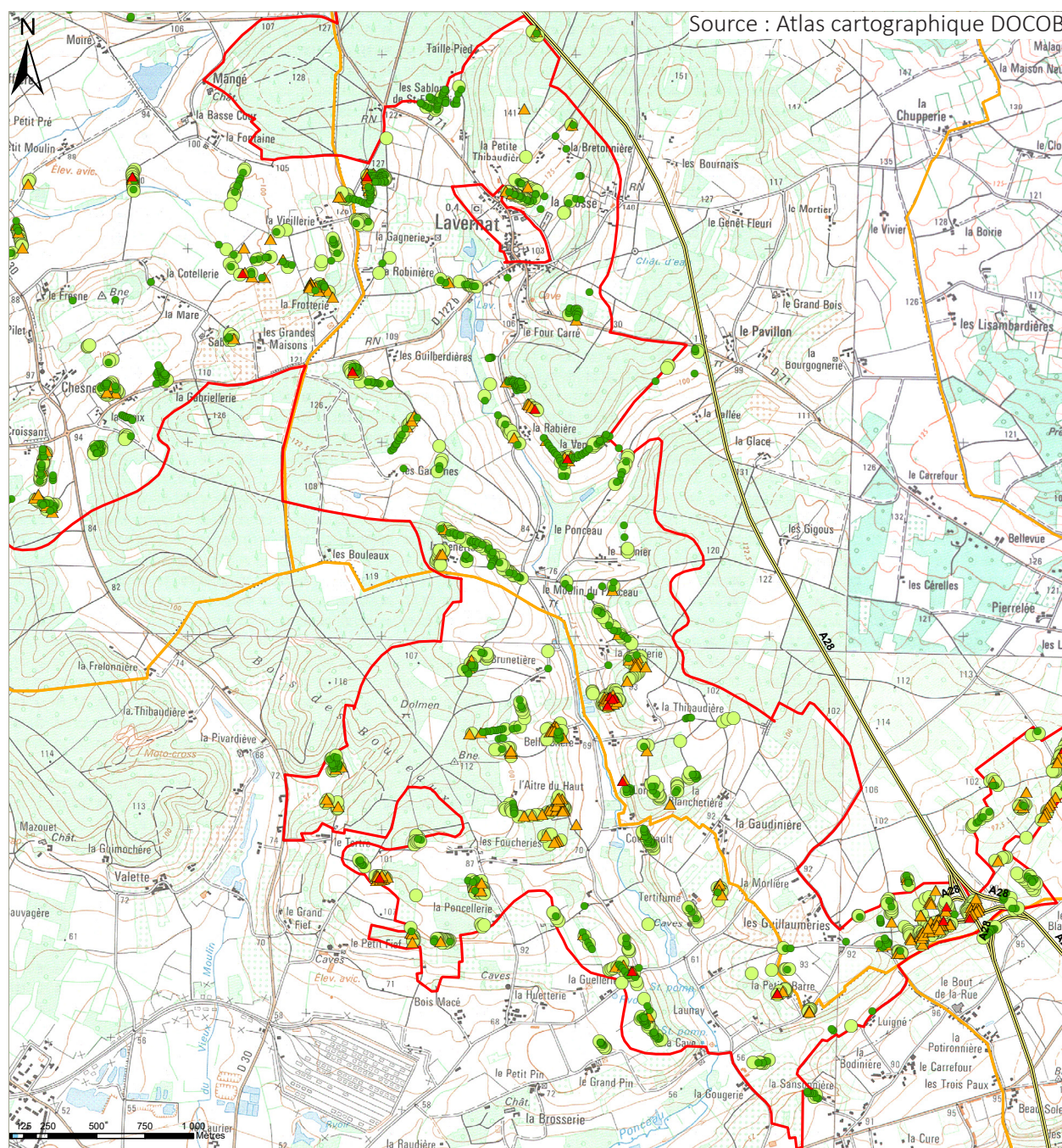
- Le Bocage et les arbres têtards,
- Les vergers de châtaigniers greffés,
- Les vergers traditionnels de pommiers.

C'est l'exploitation et l'abandon progressif des châtaigneraies, non renouvelées, qui constitue la principale menace. Autre menace, l'abandon de la taille des arbres en têtard ou l'émondage qui favorise la formation d'habitats propices à ces espèces, l'élimination des vieux arbres en milieux agricoles, le toilettage des forêts détruisant les sujets malades lors des coupes sanitaires. L'enjeu sur ce site est essentiellement entomologique (dont le Pique-Prune).

Le DOCOB a étudié la potentialité de l'habitat. L'analyse a permis de différencier les zones présentant des arbres à fortes capacités d'accueil de celles contenant des arbres moins accueillants.

- La répartition des noyaux d'habitats : l'analyse a permis de localiser les noyaux denses d'habitats actuellement favorables et d'évaluer leur connexion spatiale.
- Selon les enjeux des secteurs (intérêt à long terme, secteurs en danger) une gestion adaptée sera préconisée.
- Les indices concernant le Pique-prune sont essentiellement localisés à l'Est du site Natura 2000 et dans la moitié Sud. La plus grande concentration d'indices se trouve à l'extrême Sud du site de la commune de Lavernat.
- La répartition du Lucane cerf-volant est plus homogène sur l'ensemble du territoire, même si elle est légèrement plus concentrée au Nord-Ouest.
- Enfin, le Grand Capricorne est présent sur tout le site, cependant les indices sont plus fréquents à l'ouest du site, sur la commune de Mayet.

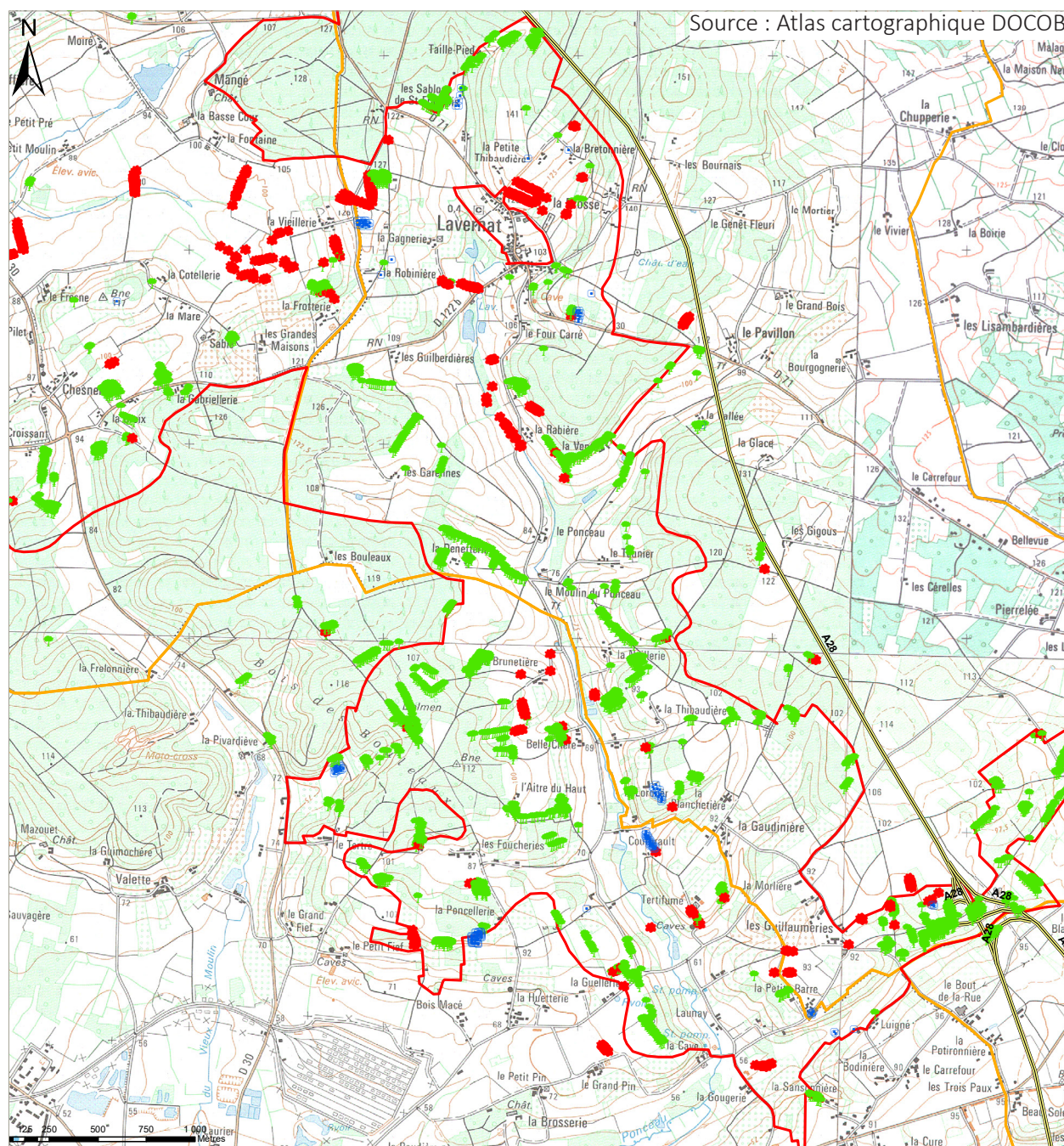
Potentialité des habitats à Lavernat



Légende

- Périmètre natura 2000 FR 5202005 "Châtaigneraies à *Osmoderma eremita* au sud du Mans"
- Limites communales
- Habitat à fort potentiel
- Habitat potentiel
- ▲ Habitat à faible potentiel
- ▲ Habitat à très faible potentiel
- Autoroute A28

Localisation des arbres par essence à Lavernat



Légende

 Périmètre natura 2000 FR 5202005 "Châtaigneraies à *Osmoderma eremita* au sud du Mans"

 Limites communales

Essence des arbres

● Châtaigniers greffés

● Poiriers, Pommiers greffés

● Chênes têtards

Autoroute A28

2

ANALYSE DES INCIDENCES DU PLUI

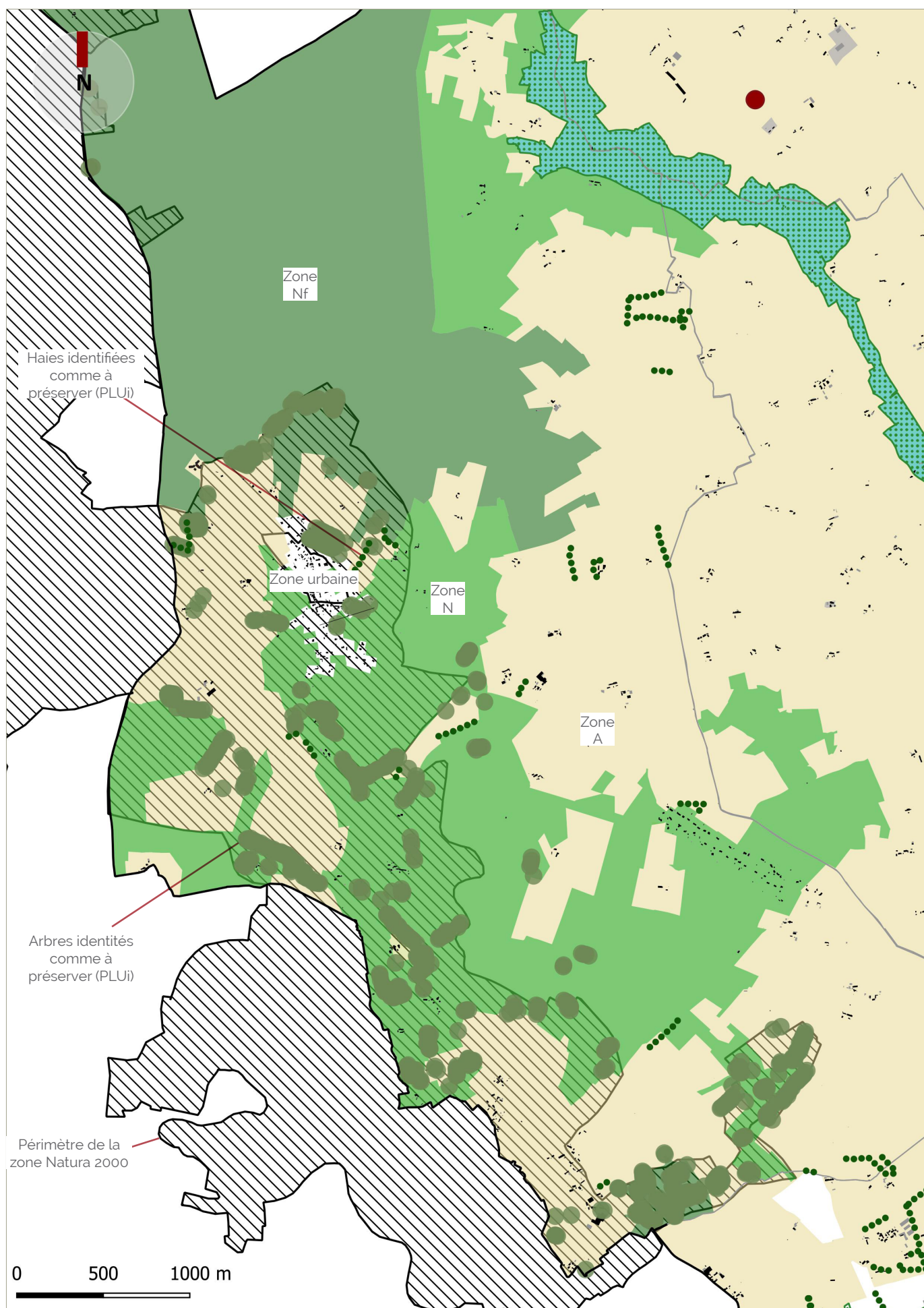
INCIDENCES POSITIVES :

- ☒ Éviter
- ☐ Réduire
- ☐ Compenser

En cohérence avec l'orientation du PADD «*prendre en compte les différentes protections réglementaires existantes (Natura 2000, sites inscrits et classés) dans les choix d'aménagement*», le projet de PLUi a d'abord cherché à éviter d'impacter le site Natura 2000 lors de sa traduction réglementaire.

Le PLUi a reporté en prescriptions graphiques (linéaires et ponctuelles) les arbres et les haies qui ont été recensées comme favorables aux espèces à protéger dans le cadre des inventaires (cf carte «Localisation des arbres par essence à Lavernat» ci-avant). Ainsi, toute destruction totale de ces éléments est soumise à déclaration préalable. Via cet outil réglementaire, le PLUi permet de préserver l'habitat de ces coléoptères d'intérêt communautaire.

Une grande partie du site Natura 2000 est classée en zone naturelle (N ou Nf) ce qui limite le potentiel de constructibilité et l'encadre (nombre limité d'occupations du sol autorisées, réserve du type «ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages», etc.). Seule le groupement bâti principal (centre-bourg) de la commune a été classé en zone urbaine. Aucun hameau n'a été classé en zone urbaine ou en STECAL.



INCIDENCE « PRÉSENCE D'UNE ZONE À URBANISER (AUH) EN ZONE NATURA 2000 »

Le centre-bourg de Lavernat est en très grande partie intégré au périmètre de la zone Natura 2000. Si la mise en place d'une zone à urbaniser à vocation principale habitat n'a pu être évitée au sein de ce périmètre, l'impact du PLUi au vu du document d'urbanisme antérieur a été réduit.



PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLU POUR LIMITER L'INCIDENCE

- Éviter
- Réduire
- Compenser

Les zones à urbaniser du PLU actuel situées à l'Ouest et en site Natura 2000 ont été supprimées au profit d'un classement en zone naturelle (N). Dans ce secteur, le potentiel de constructibilité est limité. Le secteur classé comme à urbaniser au Sud-Est dans le cadre du PLUi est situé en zone urbaine dans le PLU actuel. La surface de la zone à urbaniser de 2 000m² et moindre que celle de la zone urbaine existante de façon à limiter l'emprise de la zone à urbaniser à la « dent creuse » que forme cette petite enclave. En effet, aujourd'hui cet espace n'a pas de réel caractère naturel et s'insère dans l'enveloppe bâtie. Aucun arbre de l'inventaire présenté ci-avant n'est situé sur cet espace. Ce site est d'ores et déjà en cours d'aménagement (coffrets électriques, etc.). Le PLUi vient donc réduire l'impact sur cet incidence par rapport au PLU en vigueur en réduisant le nombre et la surface des zones à urbaniser sur l'emprise Natura 2000.

INCIDENCE « PRÉSENCE DE DEUX STECALs LOISIRS (NXL1) EN ZONE NATURA 2000 »

Dans le secteur naturel (N) a été délimité à titre exceptionnel des Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL). Deux STECALs «Loisirs» ont été délimitées sur la commune de Lavernat afin de permettre l'évolution de sites de loisirs et touristiques existants. Ces deux secteurs sont situés en zone Natura 2000.



STECAL NXL1 d'une surface de 2,3 ha au lieu-dit «La Naillerie»



STECAL NXL1 d'une surface de 0,37 ha au lieu-dit «La Vente»

PROJET : MESURES PRISES PAR LE PLU POUR LIMITER L'INCIDENCE

- ☐ Éviter
- ☒ Réduire
- ☐ Compenser

Le projet de PLUi permet de réduire la présence de STECAL loisirs par rapport au document d'urbanisme actuel. En effet, le PLU de Lavernat prévoit trois zones NI (« zone naturelle de loisirs ») correspondant à des secteurs destinés au tourisme et aux loisirs. La première est localisée au nord-est du bourg. Elle regroupe des petites constructions de loisirs. La seconde se trouve au hameau de « La Naillerie », route du Ponceau au sud du bourg. Il s'agit de gîtes de groupes, classés ERP 5, catégorie Label Gîtes de France. La troisième zone, au nord de la commune au lieu-dit « La Guitière ». Il s'agit d'un jardin paysager, s'étendant sur 1,4 ha, ouvert au public. Le PLUi prévoit de limiter à deux le nombre de STECALs «Loisirs». L'outil de STECAL permet de limiter la constructibilité à l'intérieur des périmètres délimités. Le premier concerne le site de la Naillerie déjà identifié dans le PLU actuel. Le périmètre a été légèrement diminué afin de circonscrire l'emprise du STECAL à la partie artificialisée et faisant l'objet d'un projet (cf partie dédiée au STECAL Nxl1 dans le rapport de justifications). Les arbres inventoriés sont identifiés comme à préserver, en ce sens, la mise en place du STECAL n'a pas d'impact sur ces éléments. Le second STECAL reprend les mêmes principes de délimitation. Ainsi, sa surface est circonscrite à l'espace occupé par l'activité touristique. A noter que le règlement de la zone N précise notamment que «les constructions et installations s'implantent de manière à ne pas altérer la fonctionnalité des espaces naturels», «Les constructions et installations limitent leur impact sur le déplacement des espèces et sur l'écoulement des eaux», etc. Le PLUi n'a pu éviter la mise en place de ces STECALs loisirs mais il en réduit le nombre et la surface par rapport au document d'urbanisme actuel. Surtout, il n'altère pas les motifs végétaux pouvant constituer l'habitat des espèces identifiées et propose des règles permettant de garantir la qualité environnementale des espaces naturels.

PARTIE D

Critères, indicateurs et modalités retenus
pour l'analyse des résultats de l'application du PLUi
et le suivi des effets sur l'environnement

Le code de l'urbanisme notifie désormais de suivre et d'évaluer l'application du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Il rappelle, conformément à l'article L153-27 que *«Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.»*.

Les indicateurs de suivi ont été élaborés afin de permettre à l'intercommunalité d'évaluer les résultats des objectifs fixés par le PLUi.

- AXE 1 -

RENFORCER LE MAILLAGE DU TERRITOIRE ET ASSURER UNE MOBILITÉ SEREINE POUR TOUS

122

INDICATEURS	SOURCE	UNITÉ	PÉRIODICITÉ
OBJ. 1.1 PRÉSERVER UNE VIE DE PROXIMITÉ DE QUALITÉ			
Densité des secteurs d'OAP en densification	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	log/ha	Bilan annuel
Évolution de la vacance	INSEE / FILOCOM	Nb de logts vacant supplémentaires / an	Bilan annuel
Surface nouvellement consommée à l'intérieure de l'enveloppe urbaine	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	Nb d'autorisation d'urbanisme	Bilan annuel
Nombre d'implantations commerciales périphériques (zones Uz/Auz)	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	m² surface de vente	Bilan triennal
Évolution du nombre de structure d'équipement d'intérêt collectif	CC Loir-Lucé-Bercé	m²	Bilan triennal
OBJ. 1.2 DÉVELOPPER DES LIAISONS PERTINENTES ENTRE LES COMMUNES ET L'EXTÉRIEUR			
Réalisation des travaux dédiés à la mobilité	CC Loir-Lucé-Bercé / Pays Vallée du Loir	<ul style="list-style-type: none"> m² Nombre d'ER dédié à la voirie et circulation douce réalisé 	Bilan annuel
Évolution des itinéraires cyclables	CC Loir-Lucé-Bercé / Pays Vallée du Loir	Mètre linéaire	Bilan annuel
Évolution des liaisons piétonnes / Sentes	CC Loir-Lucé-Bercé / Pays Vallée du Loir	<ul style="list-style-type: none"> Mètre linéaire Nombre d'ER dédié à la voirie et circulation douce réalisé 	Bilan annuel
OBJ. 1.3 COMPOSER AVEC UNE URBANISATION DISPERSÉE			
Habitants supplémentaires au regard du nombre de logements réalisés	INSEE, CC Loir Lucé Bercé / service instructeur, Autorisation d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> Nb logts/an Nb d'habitants / an 	Bilan annuel
Densité des nouvelles opérations	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	log/ha	Bilan annuel
Surface urbanisée à vocation habitat	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	ha²/ an	Bilan annuel
Nombre de dents creuses mobilisées dans les hameaux	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	m²	Bilan annuel

- AXE 2 -

METTRE EN OEUVRE LES CONDITIONS D'UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ ET DURABLE DU TERRITOIRE

INDICATEURS	SOURCE	UNITÉ	PÉRIODICITÉ
OBJ. 2.1 DÉVELOPPER UNE OFFRE FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE ATTRACTIVE POUR LES ENTREPRISES			
Nombre d'entreprises venues s'implanter sur le territoire	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	Nb d'autorisation d'urbanisme	Bilan annuel
Nombre de changements de destination pour une activité économique non liée à une exploitation agricole	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	Nb d'autorisation d'urbanisme	Bilan annuel
Surface urbanisée à vocation industrie	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	ha ² /an	Bilan annuel
OBJ. 2.2 DÉVELOPPER UNE OFFRE D'HABITAT DIVERSIFIÉE			
Part de résidence secondaire dans les nouveaux logements	INSEE	Nb de RS/an	Bilan annuel
Part de logements réalisés en LLS dans les secteurs de projet	Commune / CC Loir Lucé Bercé	Nb de LLS / an	Bilan annuel
Part de logements réalisés en accession aidée dans les secteurs de projet	Commune / CC Loir Lucé Bercé	Nb de AS / an	Bilan annuel
Pourcentage de logements réalisés par typologie dans les secteurs de projets (individuel, intermédiaire, collectif)	Commune / CC Loir Lucé Bercé	Nb logts/an	Bilan annuel
OBJ. 2.3 FACILITER L'ACCÈS AU NUMÉRIQUE			
Évolution de la qualité au numérique	CC Loir Lucé Bercé / Prestataire	bit/unité de temps	Bilan triennal
Densité des nouvelles opérations	Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	log/ha	Bilan annuel
OBJ. 2.4 PROMOUVOIR LES BÂTIMENTS DURABLES ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES			
Nombre faisant l'objet du Programme d'Intérêt Général (PIG)	Pays Vallée du Loir	Nb bâtiments/an	Bilan annuel
Surface de panneaux solaires installés sous forme de photovoltaïque et puissance produite	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> ▪ m² ▪ KWc 	Bilan triennal
Nombre de demandes pour une installation de système de production d'énergie renouvelable	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	Nb de demande	Bilan annuel
OBJ. 2.5 ACCORDER LE DÉVELOPPEMENT AVEC LA CAPACITÉ D'ACCUEIL DU TERRITOIRE			
Taux de raccordement au réseau d'assainissement collectif	CC Loir-Lucé-Bercé	Mètre linéaire	Bilan triennal
Évolution de la qualité des eaux de surface	ARS / agence de l'eau	Unité de qualité des eaux	Bilan annuel
Évolution des cours d'eau, zone humide et mares	CC Loir-Lucé-Bercé	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ha ▪ Qualité du milieu ▪ demande de modification des éléments repérés au règlement graphique 	Bilan annuel

Suivi des consommation d'eau sur le territoire	CC Loir-Lucé-Bercé	<ul style="list-style-type: none">▪ m³▪ m³/habitant	Bilan annuel
Quantité de déchets produits par an et par habitant	CC Loir-Lucé-Bercé / rapport annuel de gestion des déchets	Kg/an/habitant	Bilan annuel
Part de la production de déchets trié et recyclé	CC Loir-Lucé-Bercé / rapport annuel de gestion des déchets	Kg/an/habitant	Bilan annuel
Nombre de dépôt de dossiers au sein du périmètre de PPRmt et PPRI	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none">▪ nb autorisation d'urbanisme▪ m²	Bilan triennal

- AXE 3 -

VALORISER LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE ET AGRICOLE DU TERRITOIRE, SUPPORT D'ATTRACTIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

INDICATEURS	SOURCE	UNITÉ	PÉRIODICITÉ
OBJ. 3.1 METTRE EN VALEUR LES RICHES PASSAGÈRES, LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI			
Évolution des zones humides recensées sur le règlement graphique	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	m ²	Bilan triennal
Évolution du patrimoine bâti	CC Loir-Lucé-Bercé	Demande de modification des éléments repérés au règlement graphique	Bilan triennal
Évolution du patrimoine naturel	CC Loir-Lucé-Bercé	Demande de modification des éléments repérés au règlement graphique	Bilan triennal
OBJ. 3.2 ORGANISER LA DÉCOUVERTE TOURISTIQUE DU TERRITOIRE			
Mobilisation d'emplacements réservés en lien avec le Loir	CC Loir-Lucé-Bercé / Pays Vallée du Loir	<ul style="list-style-type: none"> m² Nombre d'ER dédié au Loir 	Bilan annuel
Mobilisation d'emplacements réservés en lien avec la voie verte	CC Loir-Lucé-Bercé / Pays Vallée du Loir	<ul style="list-style-type: none"> m² Nombre d'ER en lien avec la voie verte 	Bilan annuel
Évolution de l'emprise bâtie dédiée aux activités à vocation touristique dans les STECALs NXI1	CC Loir-Lucé-Bercé / Service instructeur / Autorisation d'urbanisme	<ul style="list-style-type: none"> M²/an 	Bilan annuel
OBJ. 3.3 FAIRE DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE UN SECTEUR PÉRENNE ET SOUTENIR SON RÔLE D'AMÉNAGEUR DU TERRITOIRE			
Nombre de bâtiments agricoles créés	CC Loir-Lucé-Bercé / Chambre d'agriculture	Nb de bâtiments	Bilan triennal
Nombre de changement de destination	CDPENAF / CDNPS	Nb d'autorisation accordée	Bilan triennal